AVORTEMENT ET ÉDUCATION SEXUELLE

VOUS ÊTES HYPOCRITES, DIT PAULINE MAROIS À «PRO-VIE» ET AUX «PARENTS CATHOLIQUES»

page E 1

VANDALISME AU PAVILLON DE L'HUMOUR

LE DOC LABELLE «SOIGNE» SES STATUES

page E 3

photo Michel Gravel, LA PRESSE

SPORTS

LAFLEUR EST BLESSÉ AU DOS

page F 2

samedi/dimanche

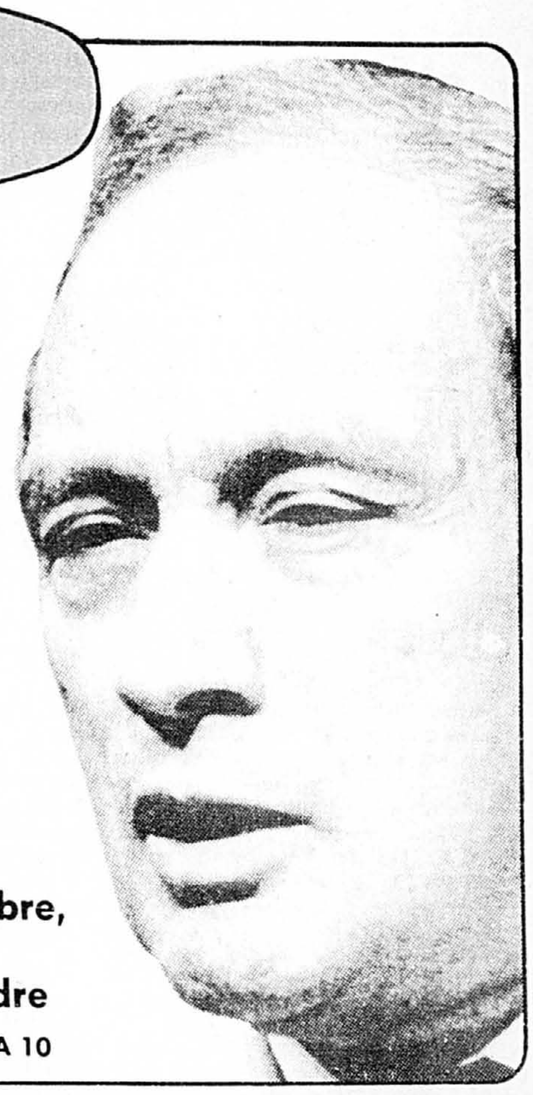
75 cents, MONTRÉAL, SAMEDI **22** AOÛT 1981, 97e ANNÉE, no 200, **190** PAGES, **11** CAHIERS
85 cents, territoires de l'édition nationale

LE PLUS GRAND QUOTIDIEN FRANÇAIS D'AMÉRIQUE

la presse

Montréal Trust

CRISE CHEZ LES DÉPUTÉS LIBÉRAUX



■ **L'irritation provoquée dans certains milieux par les absences répétées du premier ministre Trudeau gagne le caucus libéral du Québec. Lors de leur réunion de septembre, les députés libéraux se proposent d'insister pour que le gouvernement les informe des mesures qu'il entend prendre afin de sortir le pays du marasme économique.** page A 10

photos Michel Gravel, LA PRESSE

LE FESTIVAL DES FILMS DU MONDE

LES CONFIDENCES DE LA BELLE GINA ET DU TENDRE LINO

pages C 8 et C 10

«LES ANNÉES LUMIÈRE» DE TANNER: UN FILM MAGNIFIQUE

page C 1

Autres informations en page C 18

LE CINÉMA TRAVERSE UNE DURE PÉRIODE

page B 1

ÉDITO

LE RAPPORT KENT SUR LES QUOTIDIENS

PAR MARCEL ADAM

page A 6

SOMMAIRE

Annonces classées: D 2 à D15, F 11 à F 22
Arts et Lettres: C 1 à C 25
Bandes dessinées: Y 10
Bricolage: D 4
Bridge: Y 11
Carrières et professions: Z 1 à Z 18
Décès, naissances, etc.: F 25
Économie: B 1 à B 7
FEUILLETON: F 15
Gastronomie: C 27
Horoscope: Y 10
Jardinage: D 6
Le monde: F 10
Loisirs et récréation: Y 8
Mots croisés: Y 10
Quoi faire en fin de semaine: C 23
Télé-câble: E 5
Télévision: E 4, E 5
Restaurants: C 25 à C 28
Sciences: Y 12
Sports: F 1 à F 9
Timbres: Y 11
Vacances-voyages: Y 1 à Y 9
Vivre aujourd'hui: E 1 à E 3

POUR DÉFENDRE LA LIBYE

KADHAFI EST PRÊT À RISQUER UN CONFLIT MONDIAL

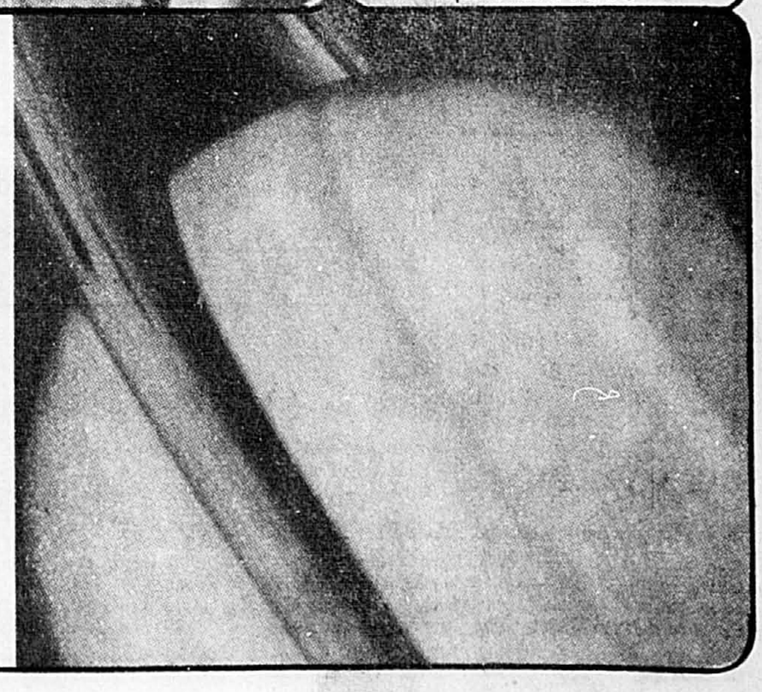
■ **La Libye est prête à défendre la zone de 200 milles formant le golfe de Syrte contre toute invasion américaine éventuelle, même si le prix devait en être une troisième guerre mondiale, déclare le col. Khadafi à Addis Abeba.**

page F 10

LES ÉNIGMES DE SATURNE

VOYAGER 2 APPORTERA SES PREMIÈRES RÉPONSES MARDI

page B 8



VA LA CRIER FORT CET ÉTÉ!

loto québec

ILYA
9 GROS LOTS BONIS DE 1 MILLION$ À LA SUPER LOTO
LES 3 DERNIERS GROS LOTS BONIS TIRES LE 30 AOÛT*
*en plus des millions et des lots habituels à chaque tirage

Super Loto
la seule loterie qui fait des millionnaires

Lévesque définit ce qu'il entend par le rapatriement «pur et simple» de la constitution

■ QUÉBEC — C'est vrai que le gouvernement du Québec accepterait, comme un moindre mal, un rapatriement pur et simple de la constitution. Mais contrairement à ce qu'avait prétendu le ministre des Affaires intergouvernementales Claude Morin, ce «pur et simple» signifie un rapatriement accompagné d'une formule d'amendement acceptable au Québec.

LOUIS FALARDEAU
de notre bureau de Québec

C'est la précision qu'a apportée le premier ministre René Lévesque, jeudi, alors qu'il donnait une conférence de presse à Sayabec.

Mais pour bien comprendre la situation, il faut rappeler les faits. Mercredi matin, M. Lévesque interrogé sur sa rencontre, la veille, avec l'ambassadeur de Grande-Bretagne à Ottawa, Lord Moran, répond aux journalistes qu'il lui a dit que si Londres recevait finalement le projet Trudeau, il espérait qu'au moins on refusera le projet de Charte des droits pour ne donner suite qu'à ce qui est «acceptable, c'est-à - dire le rapatriement pur et simple».

Quelques heures plus tard, les journalistes demandaient au ministre Claude Morin, à l'occasion d'une conférence de presse, ce que le premier ministre entendait par «rapatriement pur et simple». Le ministre, après avoir reconnu qu'il n'en avait pas discuté avec son chef, s'est quand même dit certain que cela voulait dire rapatriement sans formule d'amendement. Il a même prétendu qu'il n'y avait pas de nouvelle là et que ça avait été dit des dizaines de fois.

Mais M. Lévesque devait donner une version toute différente lors de son passage à Sayabec. Pur et simple veut dire «avec une certaine formule d'amendement». Et nous en avons déjà accepté une, devait ajouter M. Lévesque, rappelant que l'accord des Huit réalisé tout juste après la dernière élection, contenait la formule d'amendement dite «de Vancouver».

Le premier ministre en a profité pour reprendre un refrain habituel, disant que les journalistes avaient fait une nouvelle avec rien, ce qui se voit fréquemment en août alors que l'actualité fournit peu de matière à nouvelles.

Si effectivement M. Lévesque a dit à Lord Moran que le Québec se résignerait en dernière analyse à accepter un rapatriement assorti de la formule d'amendement de Vancouver, c'est vrai qu'il n'y a pas là matière à nouvelle puisque cette concession est connue depuis le 16 avril.

Mais, outre qu'il n'est pas évident pour qui n'est pas premier ministre que «pur et simple» signifie «accompagné de la formule d'amendement sur laquelle les huit provinces contestatrices se sont mises d'accord lors de leur réunion du 16 avril à Montréal», M. Lévesque semble oublier que c'est son ministre des Affaires intergouvernementales qui a induit les journalistes en erreur en donnant à cette expression destinée à une certaine célébrité une signification toute autre.

LE PLQ DOIT CHANGER D'ATTITUDE SELON ALAIN COUSINEAU

Les libéraux auront maintenant recours aux sondages d'opinion

■ SAINTE-ADÈLE (PC) — C'est en se fixant le mandat de doter le Parti libéral d'un système de mise en marché et d'une stratégie politique que le nouveau directeur général du Parti libéral, M. Alain Cousineau, a accepté son poste.

«J'en ai parlé avec M. Ryan et je l'ai convaincu que le parti devait changer son attitude», a expliqué M. Cousineau à l'issue d'une réunion de deux jours des hautes instances du PLQ dans un hôtel des Laurentides.

Selon le nouveau directeur libéral, M. Ryan a su doter depuis 1978 le parti d'un programme substantiel et même d'un véritable projet de société. «La substance est là mais maintenant il faut réussir à vendre le message et c'est pourquoi je suis là», a-t-il dit.

Alain Cousineau

Quelques mois avant l'élection d'avril dernier, M. Ryan avait affirmé devant les journalistes que son parti n'avait pas besoin de sondages pour connaître l'opinion publique et n'avait pas besoin des journalistes pour rejoindre la population.

«Notre attitude face à la presse va changer et M. Ryan a réalisé qu'un sondage peut servir à connaître l'opinion publique et à mesurer l'efficacité de notre action», a dit M. Cousineau.

M. Cousineau jouit d'une vaste expérience du secteur du marketing en dépit de son jeune âge.

Il était depuis cinq ans doyen de la faculté d'administration à l'Université de Sherbrooke et a mené une chaude lutte au ministre du Revenu, M. Raynald Fréchette, lors de l'élection d'avril dernier dans la circonscription de Sherbrooke.

Auparavant, M. Cousineau avait obtenu un diplôme en sciences commerciales de l'Université Laval de Québec et un doctorat en marketing, communications et psychologie sociale de l'Université d'Illinois.

Il a également fait sa marque dans les affaires comme président de SODEQ-Estrie en plus de siéger au conseil d'administration de plusieurs entreprises.

Une de ses premières tâches, après avoir démissionné de son poste universitaire, sera de recruter deux adjoints spécialisés: un directeur du marketing et des communications et un directeur de la recherche.

M. Cousineau entend aussi mettre en place un comité de stratégie qui veillera à ce que le PLQ ne se fasse plus prendre au dépourvu à la suite d'une rapide évolution de la situation politique.

Ryan: toute hausse des tarifs à l'Hydro constituera une nouvelle «taxe cachée»

■ SAINTE-ADÈLE — Le parti libéral s'opposera vigoureusement à toute hausse des tarifs d'Hydro-Québec parce que, estime Claude Ryan, ces augmentations ne constitueraient rien d'autre que de nouvelles «taxes cachées».

PIERRE VINCENT
de notre bureau de Québec

Dans le parterre d'un hôtel des Laurentides, au son du chant des petits oiseaux et des cris des corneilles, le leader libéral, qui ne s'était toutefois pas départi de son veston gris, a rendu compte des deux jours de réunions de son parti. Il a montré que le temps du purgatoire était bel et bien terminé pour les libéraux. Après avoir assumé de la manière la plus effacée possible la défaite d'avril tout au long de la courte session du printemps, les 42 députés libéraux se préparent donc à passer résolument à l'attaque contre le gouvernement Lévesque, dès la rentrée des parlementaires la semaine prochaine.

C'est au cours de la commission parlementaire chargée d'étudier un changement de statut pour Hydro-Québec, que le PLQ tirera son premier boulet dans le camp péquiste, en dénonçant les intentions du gouvernement de «mettre la main sur Hydro».

Le jeu

Pour le leader libéral, le jeu du gouvernement dans cette affaire est simple: s'il parvient à contrôler Hydro-Québec, il pourra par la suite augmenter les tarifs d'hydro-électricité selon son bon vouloir, et pourra ainsi éponger une partie des dettes sans cesse croissantes de l'État. «Ce sont de nouvelles taxes cachées, et nous nous y opposeront farouchement. Hydro-Québec a été créée pour offrir aux citoyens les meilleurs services d'électricité au meilleur coût possible, non pour devenir un instrument de manipulations servant à camoufler l'état désastreux des finances de la province.»

Les libéraux se proposent également de boxer les ministériels à propos de leurs «flamboyantes promesses» aux futurs propriétaires de maison. Selon Claude Ryan, l'engagement péquiste en matière d'habitation est loin de répondre aux espoirs suscités pendant la campagne électorale, «sans compter que le gouvernement ne fait rien pour les milliers de gens aux prises avec des hausses de taux d'intérêt.»

La SHQ

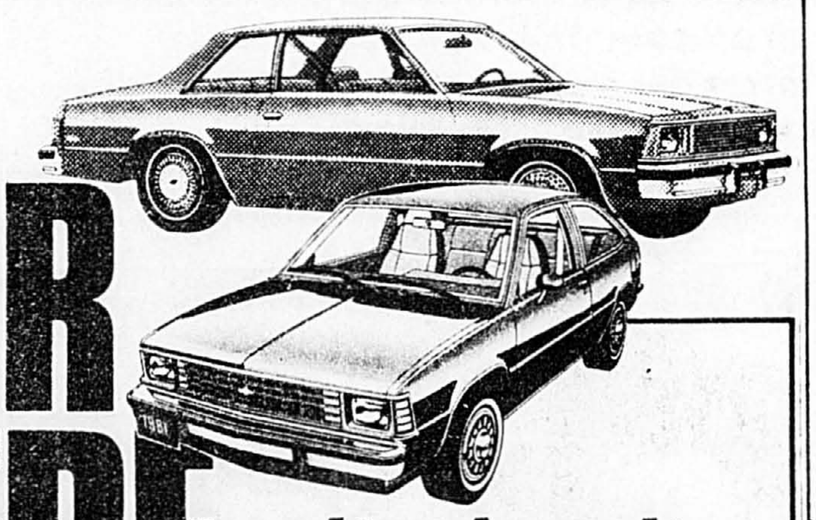
Toujours en matière d'habitation, mais dans un autre ordre d'idées, les libéraux ont promis hier qu'ils continueront de réclamer une enquête publique sur la Société d'habitation du Québec. Lors de la commission parlementaire sur la vérification des comptes publics, il compte accabler à nouveau le gouvernement Lévesque, en révélant de nouvelles facettes du désormais célèbre «scandale de la SHQ».

Enfin, lors de la commission parlementaire qui étudiera le droit de grève dans les secteurs public et para-public, les libéraux se disent prêts à appuyer toute initiative gouvernementale qui visera à supprimer les abus des dix dernières années: «Le droit de grève dans ces secteurs ne doit être utilisé qu'en tout dernier recours». Les libéraux se sont nommé un nouveau porte-parole en matière de relations de travail en la personne du député de Jean-Talon, M. Jean-Claude Rivest, qui remplace Michel Gratton, ce dernier se désintéressant de plus en plus de la politique depuis la défaite de son parti en avril dernier.

Les partielles

Invité en conférence de presse à commenter le résultat des élections partielles fédérales de Spadina et Joliette, M. Ryan a dit y déceler un message clair à l'intention du fédéral. «Le climat économique actuel crée un profond mécontentement dans la population. Aussi, l'attitude d'Ottawa au sujet de la Constitution déçoit énormément les gens.»

M. Ryan s'est par ailleurs réjoui de constater, «à la lecture des journaux», que René Lévesque se rapproche de la position libérale en matière constitutionnelle, notamment en ce qui concerne le rapatriement de la constitution assorti de dispositions permettant d'instaurer une formule d'amendements.



SUPER OFFRE dès lundi

Stock 1306
CITATION 1981 HATCHBACK 2 portes — Prix suggéré $8975 — $7,111
Extérieur brun métallisé, intérieur beige, 4 cylindres, 4 vitesses, tout servo, sièges baquets, console, radial à flanc blanc, roue Rallye, dégivreur électrique, radio AM/FM, miroirs sport etc., bas millage. SUPER OFFRE

Stock 131
MALIBU 1981 4 PORTES — Prix suggéré $9551 — $7,777
Extérieur brun métallisé, intérieur beige, automatique, tout servo, dégivreur électrique, radio, radial blanc, enjoliveurs de luxe, tapis, moulures latérales, etc. Bas millage. SUPER OFFRE

clermont
Chevrolet Oldsmobile
5363, St-Denis, sortie nord du métro Laurier 279-6301

LOTO 6/36
Les six numéros gagnants sont:
1 — 3 — 8 — 19 — 24 — 36
complémentaire: 29

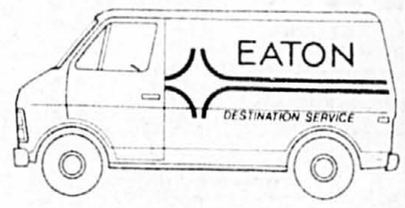
PROVINCIAL
Le numéro gagnant du gros lot de $500,000 est 1391757

INTER-LOTO
A. Numéros mobiles:
55962 6341 057
B. Les trois numéros suivants (non décomposables) donnent $25,000 chacun: 392775—332718—247019
C. Pour le gros lot de $250,000, le numéro (décomposable) est:
415082

SOLDE D'ÉTÉ 20 à 50%
ANDRÉ SIMON LTÉE HAUTE FOURRURE
7116, rue Saint-Hubert, Métro Jean-Talon 271-7788

DESTINATION SERVICE
Montréal et sa banlieue
TÉLÉPHONE: 342-2060

Appelez Eaton pour la réparation rapide de téléviseurs, machines à laver, sèche-linge, cuisinières, lave-vaisselle et appareils de réfrigération. Nous réparons les appareils Viking Eaton ainsi que la plupart de ceux de marques connues. Plan d'entretien prolongé. Vente de pièces à l'unité.



EATON

LA MÉTÉO

La Quotidienne 3 - 6 - 4

MINI-LOTO | 183746

à Montréal

AUJOURD'HUI — Minimum: 13 Maximum: 28 — Ensol. avec quelques pass. nuageux

DEMAIN — Beau

au Québec

RÉGIONS	Min.	Max.	AUJOURD'HUI	DEMAIN
Abitibi	—	26	Ensol., pass. nuageux	Ennuagement
Outaouais	—	28	Ensol., pass. nuageux	Beau
Laurentides	—	28	Ensol., pass. nuageux	Beau
Cantons de l'Est	—	28	Ensol., pass. nuageux	Beau
Mauricie	—	28	Ensol., pass. nuageux	Beau
Québec	—	28	Ensol., pass. nuageux	Beau
Lac-Saint-Jean	—	28	Ensol., pass. nuageux	Beau
Rimouski	—	24	Ensol., pass. nuageux	Beau
Gaspésie	—	24	Ensol., pass. nuageux	Beau
Baie-Comeau	—	22	Ensol., pass. nuageux	Beau
Sept-Iles	—	22	Ensol., pass. nuageux	Beau

au Canada

	Aujourd'hui	Capitales	Min.	Max.
Colombie-Britannique	Averses	Victoria	14	17
Alberta	Ensoleillé	Edmonton	13	30
Saskatchewan	Part. nuageux	Regina	13	27
Manitoba	Part. nuageux	Winnipeg	15	28
Ontario	Ensoleillé	Toronto	15	26
Nouveau-Brunswick	Ensoleillé	Fredericton	13	26
Nouvelle-Écosse	Ensoleillé	Halifax	14	24
Ile-du-Prince-Edouard	Ensoleillé	Charlottetown	13	23
Terre-Neuve	Ensoleillé	Saint-Jean	8	18

si vous partez...

aux États-Unis

	Min.	Max.		Min.	Max.		Min.	Max.
Boston	13	24	Miami	24	32	Pittsburgh	11	26
Buffalo	14	27	New York	17	26	San Francisco	13	21
Chicago	13	26	Nlle-Orléans	23	32	Washington	16	27

vers les capitales

Amsterdam	10	20	Hong Kong	28	32	Oslo	11	18
Athènes	23	33	Le Caire	21	32	Paris	13	20
Berlin	13	17	Lisbonne	16	25	Rome	16	29
Bruxelles	7	18	Londres	11	19	Séoul	23	27
Buenos Aires	7	24	Madrid	13	29	Stockholm	15	18
Copenhague	14	15	Moscou	14	22	Tokyo	22	28
Genève	12	26	Mexico	13	22	Vienne	17	27

vers les plages

Acapulco	24	34	Bermudes	27	30	San Juan	26	32
Barbade	26	30	Nassau	23	32	Trinidad	22	32

la presse

LA PRESSE est publiée par LA PRESSE LTEE, 7, rue Saint-Jacques, Montréal H2Y 1K9. Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de «LA PRESSE» et celles des services de la Presse Associée et de Reuter. Tous droits de reproduction des informations particulières à LA PRESSE sont également réservés. «Courrier de la deuxième classe — Enregistrement numéro 1400». Port de retour garanti.

*TARIFS D'ABONNEMENTS ÉDITION NATIONALE
LIVRAISON À DOMICILE: Lundi au samedi $2.10; Lundi au vendredi $1.50; Samedi seulement 0.85

*TARIFS D'ABONNEMENTS
LIVRAISON À DOMICILE: Lundi au samedi $1.75; Lundi au vendredi $1.25; Samedi seulement 0.75
* Tarifs différents pour les routes motorisées

TARIFS D'ABONNEMENTS PAR COURRIER (Surface)

CANADA	Nombre de semaines 13	26	52
Lundi au samedi	$37.00	$74.00	$148.00
Lundi au vendredi	$24.00	$48.00	$96.00
Samedi seulement	$13.00	$26.00	$52.00

ÉTATS-UNIS ET PAYS ÉTRANGERS

	Nombre de semaines 13	26	52
Lundi au samedi	$72.80	$145.60	$291.20
Lundi au vendredi	$52.00	$104.00	$208.00
Samedi seulement	$20.80	$41.60	$83.20

INFORMATION GÉNÉRALE 285-7272
RÉDACTION 285-7070
PROMOTION 285-7100
RELATIONS DE TRAVAIL 285-7383

ANNONCES CLASSÉES
Commandes (du lundi au vendredi 9h à 17h) 285-7111
Pour changer (du lundi au vendredi 9h à 16h30) 285-7205

GRANDES ANNONCES
Détaillants 285-7202
National, Télé-Presse 285-7306
Vacances, voyages 285-7265
Carrières et professions, nominations 285-7320

COMPTABILITÉ
Grandes annonces 285-6892
Annonces classées 285-6901

Pour vous abonner, nos bureaux sont ouverts de 7h à 18h (samedi: 7h à 15h) 285-6911

Paul Egli avait vu juste

Le problème des appuis en néoprène de la base du mât du Stade olympique, que les experts de la Société d'énergie de la baie James mettaient récemment à jour, aurait pu être évité si seulement l'architecte Roger Taillibert et les ingénieurs français retenus par ce dernier avec l'accord de la Ville de Montréal avaient prêté attention aux opinions de l'ingénieur montréalais Paul Egli, responsable du dossier à l'époque.

En effet, tout en défendant sa propre proposition, Egli, aussi tôt qu'en décembre 1973, avait soulevé de sérieuses questions quant aux appuis en néoprène, sans pour autant ébranler la confiance de Taillibert et des ingénieurs d'Europe-Etudes.

Il aurait été préférable qu'Egli choisisse de parler. Cependant, même si la réalisation de ses prédictions aurait justifié chez lui une attitude frondeuse et l'aurait autorisé à se lancer dans une litanie de «je vous l'avais bien dit», il a préféré la voie de la modestie et du silence pour des raisons que lui seul connaît (et qu'il faut sans doute respecter), me référant plutôt à son témoignage public devant la Commission d'enquête sur le coût de la 21e Olympiade, présidée par le juge Albert H. Malouf.

Situons d'abord les événements dans le temps. Au début du dossier olympique, à l'automne 1973, Egli est à l'emploi du bureau d'ingénieurs-conseils en structure Régis Trudeau et Associés. Sous la responsabilité de Maurice D'Arcy (éventuellement chassé du dossier sous les pressions de Taillibert), il assume la préparation des plans de l'ensemble mât-hall de natation.

Et malgré le manque de confiance que Taillibert entretenait envers l'équipe de Régis Trudeau, le snobisme technique de Taillibert et de ses collègues envers Egli est difficile à comprendre. En effet, Egli n'était pas le dernier venu et il avait été formé à l'européenne. Diplômé de l'École polytechnique de Zurich avec spécialisation en structures et précontrainte (l'équivalent d'une maîtrise en Amérique du Nord), détenteur d'un doctorat de l'université Stanford (Californie), Egli avait été impliqué dans plusieurs projets d'envergure comme la place Ville-Marie, le pont-tunnel Louis-Hyppolite-FaFontaine, les appartements Port-Royal, la place Bonaventure et le Musée d'arts de Syracuse.

On parlait déjà de tirants

Donc sa compétence ne saurait faire de doute, et à titre de responsable de la structure du mât, Egli défendait la thèse suivante: les trois points d'appui (les pattes du mât) devaient être supportés par le roc; pour éviter l'évasement des pattes (et par conséquence l'écrasement du mât), les pattes seraient reliées entre elles par des tirants (câbles d'acier bandés aux deux extrémités par des vérins); le mât serait coulé en place.

L'argumentation technique se défendait bien, et d'ailleurs on constate que les tirants s'avéraient une des deux solutions étudiées par la SEBJ pour corriger les récents problèmes, avant qu'elle n'arrête son choix sur un poteau central pour des raisons de structure. En outre, l'expert en mécanique des sols retenu par la Ville, l'Américain Elio D'Appolonia abondait dans le même sens qu'Egli. Hélas, Taillibert et ses experts ne l'entendaient pas ainsi: le mât reposerait sur des appuis en néoprène placés sur les butées à l'avant, tandis qu'à l'arrière, l'appui serait fixe, même s'il s'avérait nécessaire de grossir (à grands frais évidemment!) la patte--arrière du mât.

Les appuis en néoprène

Or, deux ans avant que le problème des appuis en néoprène ne surgisse, Egli avait répété devant la commission Malouf (le 4 avril 1979) les réserves sérieuses qu'il avait adressées à Taillibert et aux ingénieurs d'Europe-Etudes quant à ces appuis,qu'il jugeait inutiles, compliqués et inadéquats.

Inutiles parce que les tirants suffisaient pour la structure. Compliqués à cause des difficultés qu'elles allaient entraîner (et les faits devaient lui donner raison) à l'entrepreneur. Et inadéquats parce qu'ils ne pourraient résister à une force sismique, et qu'ils étaient à son avis très peu résistants à la force horizontale.

On connaît la suite. Les faits ont confirmé ses sombres prédictions. Les appuis ont déjà flanché à cause des efforts horizontaux et le Stade olympique a six ans à peine. Et ils ont flanché suffisamment pour forcer la SEBJ à remettre sérieusement en question le parachèvement du mât.

Oublions pour un instant que le fabricant, Forgepant Technik (République fédérale d'Allemagne) était, tout comme Europe-Etudes (auteur de la «solution») et Freyssinet (également favorisé par Europe -Etudes, mais dans le vélodrome cette fois), une filiale du groupe français STUP. Oublions aussi le fait que la solution d'Europe-Etudes était plus coûteuse que celle préconisée par Egli, après consultations auprès des sociétés canadiennes les plus réputées dans le domaine.

Ce qu'il importe de savoir, c'est qu'à cause de l'aversion qu'entretenait Taillibert envers les professionnels canadiens, et plus particulièrement Paul Egli, le mât du stade nous coûtera encore des millions de dollars même si on devait en abandonner complètement le parachèvement.

LUNDI : Si seulement on avait écouté Otto Frei !

Le magasin général de Saint-Donat rasé

Tandis qu'à Montréal, hier soir, les pompiers achevaient de rentrer l'équipement ayant servi à combattre un incendie qui a lourdement endommagé un restaurant de la rue Beaubien, leurs collègues de Saint-Donat, à une centaine de kilomètres au nord, commençaient à dérouler leurs boyaux.

Un incendie venait de se déclarer à l'intérieur du magasin général Monette et Fils, dans le centre-ville. En deux heures, les flammes, qui auraient pris naissance dans la cave de l'immeuble de deux étages, le rasaient complètement, de même qu'une maison adjacente. Le logement situé au dessus du magasin est également une perte totale. Un restaurant et trois autres logements ont subi des dommages par l'eau et la fumée.

L'incendie a débuté à 19h30 et a été déclaré sous contrôle vers 21h45. Des pompiers volontaires des municipalités de Sainte-Adèle, Sainte-Agathe, Notre-Dame-de-la-Merci et Lanthier ont dû être appelés en renfort. Une panne d'électricité qui a duré une demi-heure est venue leur compliquer la vie.

Selon des témoins, l'incendie aurait pu se propager à plusieurs autres bâtisse, eût-il venté.

Par ailleurs, à Montréal, un incendie de trois alertes a considérablement endommagé un restaurant, quatre logements et une demi-douzaine de commerces, à l'angle des rues Beaubien et Langelier, en fin d'après-midi hier. Un pompier a été incommodé par la fumée en le combattant.

Selon Tony Difilippo, qui sirotait un café quand le sinistre a débuté, vers 16h30, une xplosion de gaz provenant de la cuisine, à l'arrière, aurait parti le bal.

M. Difilippo est le gendre de Tony Castronovo, propriétaire du restaurant Borgo Antico, 6925 est, rue Beaubien. L'étendue des dommages n'était pas connue au moment de mettre sous presse.

Sonia Enright et Sylvie Lacasse habitaient le quatre et demi à l'étage supérieur et dès lundi, elles comptent se mettre à la recherche d'un nouveau gite.

(Photo Armand Trottier, La Presse)

Mme Filion enfin gagnante

Mme Rolande Filion, de Côte-Saint-Paul, a (enfin!) touché hier son chèque de $520 que Loto-Québec retenait dans ses tiroirs, depuis deux semaines, à cause de l'ordinateur qui répétait inlassablement que «ce billet n'est pas gagnant». On a mis le doigt sur l'erreur et on s'est rendu compte que le billet de La Quotidienne de Mme Filion, portant le numéro 514, était bel et bien un billet gagnant. La veille, LA PRESSE avait fait état de cette mésaventure qui aurait eu pour origine une panne dans la valideuse du commerçant qui a vendu le billet controversé à cette mère de famille montréalaise.

condominium
LES TERRASSES PATON
Voici enfin un nouveau complexe résidentiel hors pair

EMPLACEMENT MAGNIFIQUE
UN CONDOMINIUM OÙ TOUT EST BIEN PENSÉ
- De luxueux appartements de 2 ou 3 chambres à coucher
- Sécurité jour et nuit
- Tapis mur à mur, piscine, espace de rangement etc.

OCCUPATION JUIN 82
À PARTIR DE $77,000

BUREAU DES VENTES
4520 Promenade Paton, Chomedey Laval
688-8440

Un tout nouveau concept de condominiums qui fait fureur
SEULEMENT 4 APPARTEMENTS PAR ÉTAGE
CONDOMINIUMS
LE DOMAINE Du Barrage
Voir notre annonce en page D 11
3660, boul. Lévesque, situé près du pont Pie-IX à Laval. Tél.: (514) 664-1114

SOLDE D'AOUT
PRÊT-A-PORTER OU SUR MESURES
Georges Pouliot fourrures
DEPUIS 1914 MANUFACTURIER
A435, rue de La Roche
527-8664
STATIONNEMENT GRATUIT

Agence «Detec of Canada Ltée»
PIERRE D.-MASSUE
DÉTECTIVE
«Autorisé sous l'Acte concernant les agences de détectives du Québec».
Licencié par la Cité de Montréal
- INVESTIGATION
- SURVEILLANCES
- FILATURES
- TOUTES PREUVES POUR LA COUR
- INFIDÉLITÉ CONJUGALE

CONFIDENTIEL — DISCRÉTION ASSURÉE
387-8757

COURS DE PHOTOGRAPHIE ET DE CHAMBRE NOIRE
JOUR et SOIR
Au Palais du Commerce Berri-de-Montigny
Cours amateurs et professionnels
Permis du ministère 749553
Culture personnelle
PROSPECTUS SANS FRAIS
842-8643
MONTRÉAL École de photographie MARSAN INC.

SERGE PARENT, PROPRIÉTAIRE
chez CLOUTIER
384-4990
1221 est, rue FLEURY
2595, DE SALABERRY

Serge Parent, Pharmacien
1221 est, rue Fleury — Ouvert de 9h à 23h
2595, rue de Salaberry — Ouvert de 9h à 22h
Service de livraison 7 jours par semaine

LONGUEUIL
Nos prix incluent:
— Trois (3) repas par jour servis à la salle à manger, plusieurs choix à chaque repas et vin inclus au souper.
— Entretien ménager tous les jours
— Réceptionniste, soins infirmiers
— Service de sécurité et d'intercom 24 heures par jour et beaucoup plus.
— Suites spacieuses meublées ou non.

Manoir pour retraités
Dimanche le 23 août de 2h à 5h
Appartements modèles ouverts aux visiteurs
Pour de plus amples informations:
LE SAINT-MALO
390 rue Bord de l'Eau
Longueuil (Québec)
J4H 3Z4
Tél: (514)651-0290
ouvert 7 jours par semaine

Dépôts garantis
UN CHOIX JUDICIEUX
19½
• 30 à 59 jours
• Dépôt initial minimum: 5 000$

Les dépôts garantis de la Fiducie du Québec.
Un choix judicieux qui garantit un rendement élevé.
- taux d'intérêt garanti, de la date d'émission du certificat jusqu'à son échéance;
- aucuns frais d'administration;
- choix de la durée du dépôt et de la fréquence du paiement des intérêts;
- possibilité d'enregistrer les dépôts à un régime d'épargne-retraite;
- non encaissables avant terme sauf en cas de décès.

Nos conseillers se feront un plaisir de vous fournir plus d'informations.
Venez ou téléphonez.
Taux sujet à changement sans préavis. Institution inscrite à la Régie de l'Assurance-dépôts du Québec

MONTRÉAL Complexe Desjardins (514) 281-8840 1-800-361-6840, poste 8840
LAVAL Place Val des Arbres (514) 668-5223 1-800-361-3803

Fiducie du Québec
QUÉBEC (418) 653-6811 SHERBROOKE (819) 566-5667 CHICOUTIMI (418) 549-5746
desjardins

«SPOKEN ENGLISH»
L'ANGLAIS PARLÉ
SESSION DE CONVERSATION ANGLAISE VRAIMENT SIGNIFICATIVE

POUR CEUX QUI DÉSIRENT:
- Apprendre l'anglais de tous les jours
- Perfectionner leurs connaissances de l'anglais parlé
- Le parler plus couramment et avec plus de souplesse
- Se sentir plus à l'aise en le parlant

PETITS GROUPES
5 à 7 participants par niveau — MAXIMUM à tous les niveaux. Conversation dirigée par des moniteurs qualifiés d'expression anglaise.

SANS GRAMMAIRE
- Accent mis sur la conversation courante
- Adaptée selon les besoins de chaque niveau
- Corrections nécessaires appliquées selon le contexte des phrases utilisées

MÉTHODE (CONVERSATION PRATIQUE)
Axée sur la conversation pratique de tous les jours. Comprenant conversation à sujets libres ainsi qu'une série de douze sujets sélectionnés pour l'aspect pratique qu'ils représentent dans la conversation de tous les jours tant en affaires qu'en société.

Depuis déjà 10 ans, plusieurs milliers d'anglophones ont participé aux sessions «Le Français Parlé» (Spoken French) diffusées par notre Centre à Montréal et dans le secteur ouest de l'île de Montréal (Lakeshore-West Island).

CHOIX D'HORAIRES

Matin	Après-midi	Soir
10h 00 - 12h 30	13h 15 - 15h 45	18h 15 - 20h 45

2 fois par semaine lundi et mercredi ou mardi et jeudi

DURÉE: 6 semaines (12 séances de 2h30 chacune).
FRAIS DE LA SESSION: $225 (tout compris)
*$195 pour inscription avant le 28 août
DÉBUT DE LA SESSION: lundi 14 septembre ou mardi 15 septembre.
Entrevue de classement: SUR RENDEZ-VOUS SEULEMENT
INSCRIPTION: du 24 août au 28 août

Pour autres renseignements, composez: 844-9396

CCFA
LE CENTRE DE CONVERSATION FRANCAISE ET ANGLAISE CCFA INC.
Fondé en 1969
(Situé en face de l'université McGill)
Reconnu par le ministère de l'Éducation

TAPIS Métropolitain

Vente de tapis

Lundi

seulement

24 août
de 9h à 18h

PRÉLART SANS CIRAGE

Ord. jusqu'à $14.99 v. car.

$4.99 v. car.

LUNDI SEULEMENT

Recherchez la marchandise etiquetee «Vente du lundi»

"La variété ça les connaît eux aussi."

20 ENTREPÔTS À TRAVERS LE CANADA

TAPIS Métropolitain

MONTREAL
6855 est, rue Jean-Talon
(entre le boul. Langelier et Les Galeries d'Anjou) 254-4524

LASALLE
1580 rue Dollard
(face à David Boyer)

LAVAL
1775 boul. St-Martin
(à l'est du boul. Le Corbusier)

ST-JEAN
Carrefour Le Johannais
182 boul. St-Joseph

BROSSARD
1875 rue Panama
(coin Taschereau à l'est du Pont Champlain)

DOLLARD
3347 boul. des Sources
(voisin de Canadian Tire)

LONGUEUIL
1834 chemin Chambly,
100 pi. au nord de Cure-Poirier

CHÂTEAUGUAY
109G rue d'Anjou
(face à Canadian Tire)

Une partie de la «serre» souterraine.

photo Armand Trottier, LA PRESSE

917 plants de mari dans son sous-sol

Une plantation de marijuana dont les semences provenaient de Colombie. Voilà ce qu'ont découvert les policiers de la CUM, dans la nuit d'hier, à l'intérieur d'une chic résidence de La Plaine, petite municipalité située à une trentaine de milles au nord de Montréal.

ANDRÉ CÉDILOT

Une jeune femme de 29 ans, Cheyanne Lane, qui s'était évadée il y a trois mois de la prison Tanguay, où elle purgeait une peine d'emprisonnement de cinq années pour trafic d'héroïne, a été appréhendée sur les lieux et devrait comparaître aujourd'hui en Cour criminelle.

Hier soir encore, les enquêteurs n'avaient toujours pas mis la main au collet du propriétaire de la maison, «un individu connu», s'est contenté de dire le capitaine Henri Marchesseault, responsable de la brigade des stupéfiants à la police de la CUM.

C'est au sous-sol d'une résidence située au 917 de la rue Fortier qu'avait été aménagé le fameux jardin où était cultivé le «pot» colombien, selon les règles les plus strictes de l'art. Aussi invraisemblable que cela puisse paraître, on y avait en effet déversé quelques tonnes de terre soigneusement étalée en sillons où poussaient pas moins de 917 plants à l'arrivée des policiers.

Pour assurer le succès d'une telle entreprise, les cultivateurs avaient doté les lieux de systèmes de ventilation et d'éclairage permettant de répondre aux besoins des «gerbes» de marijuana en culture. Un dispositif d'arrosage automatique y avait également été installé, cependant qu'on notait soigneusement le progrès des semis dans un calepin.

C'est ainsi que les policiers ont pu découvrir que la plantation avait pris vie le 29 juillet dernier seulement, de sorte qu'aucune récolte n'avait pu être faite encore, cette dernière étant prévue pour la fin de l'année. Les plants trouvés mesuraient de six à huit pouces de hauteur. Ils auraient pu atteindre jusqu'à sept pieds.

La «mari» ainsi cultivée, d'après ce qu'a révélé la jeune femme aux policiers, aurait été d'aussi bonne qualité que celle importée de Colombie, considérée comme la meilleure sur le marché. Les 917 plants trouvés à La Plaine auraient pu produire

tout près d'une tonne de cannabis et permettre à ses distributeurs d'empocher $1,5 million. Et dire que ceux-ci prévoyaient procéder à deux récoltes par année!

Une telle quantité aurait permis de fabriquer plus d'une dizaine de millions de joints dont la valeur aurait pu atteindre quelque $30 millions sur le marché noir!

le GRAND GRAND PRIX de Laval

1981

1000 VOITURES '81 INSCRITES POUR LA "COUPE DES PRIX"
LES JOURS LES MOINS CHERS DE L'ANNÉE

DÉPART DÈS LUNDI 9h,
AU CENTRE LAVAL

Une course infernale, du lundi 24 au jeudi 27 août inclusivement, de 9h à 22h, au Centre Laval

(boulevards St-Martin et Le Corbusier, sortie 8 de l'autoroute des Laurentides)

- Échanges acceptés, financement sur place, livraison immédiate
- Tirage d'une voiture neuve parmi tous les acheteurs
- Nombreux prix de présence

Présenté par 5 concessionnaires GM de Laval: Bonaventure Chevrolet Oldsmobile, Bourassa Pontiac Buick, Durand Pontiac Buick, Lalonde Chevrolet Oldsmobile et Salois Chevrolet Oldsmobile.

Deux ou trois petites choses

N.B. — Deux ou trois petites choses avant de partir en vacances. Des petites choses de rien du tout, sans aucun rapport entre elles, pour le plaisir de parler, et celui d'écrire aussi... Justement, parler pour ne rien dire est le thème de la première de ces petites choses, et ce n'est pas tout à fait par hasard...

●

Un ami d'enfance

Une fois tous les trois ou quatre ans j'ai rendez-vous avec mon seul ami d'enfance. On se retrouve à midi, un jour de semaine dans un restaurant de la rue Saint-Denis. Et bien sûr, au moment de se quitter, il me dit: «On devrait s'appeler plus souvent, ne pas attendre trois ou quatre ans...»

On est allé à la petite école ensemble. On est arrivé à Montréal par le même avion, il y a vingt ans. Il connaît ma mère, je connais la sienne...

— As-tu des nouvelles? Comment vont tes parents?

Marié, deux enfants, il mène une vie rangée dans un bungalow de Ville Brossard. Il est fonctionnaire, comme sa femme...

— Toi? Toujours dans les sports?

Tiens, il ne me lit pas. De fait, je l'imagine mieux lisant «Le Devoir» que «La Presse». Il a toujours été rigoureux dans ses idées et sérieux dans ses préoccupations...

— T'intéresses-tu à ce qui se passe au Moyen-Orient?...

C'est un timide qui parlerait de n'importe quoi pour ne pas avoir à parler de lui. On a donc parlé du Moyen-Orient. Et de ses enfants, des miens, de mon ex-femme, des taux d'intérêt, de bicyclette, d'un ami commun... Mais tout de même, il y a des limites: on n'a pas osé parler de la température.

Il y a eu aussi des silences. Un en particulier dont je me souviens, le genre de silence qui prend au dépourvu comme une trappe ouverte dans un couloir sombre. Après quelques secondes en chute libre, on s'est accroché en même temps à la même branche, et quand il m'a demandé: «Et toi mon vieux, qu'est-ce que tu deviens?», j'allais justement lui poser la même question.

— Bon, alors on se rappelle hein? Promis? Bientôt?

On ne s'est pas dit ce qu'on était devenu. Ce sera pour un autre jour. Il était un peu pressé, il avait rendez-vous, comme la dernière fois d'ailleurs, je m'en souviens, il y a trois ou quatre ans.

Mais je vais le rappeler, c'est sûr. Dans trois ou quatre ans. D'ici là il va s'en passer des choses au Moyen-Orient...

●

Attention, attention!

Des faux billets de $20 sont actuellement en circulation à Montréal. Ils sont si bien imités qu'il est impossible, même pour un oeil très averti, de distinguer entre un vrai et un faux. Seul le test de l'eau de Javel vous permettra d'y voir clair. Faites tremper vos billets de $20 dans un bain d'eau de Javel pure. Si au bout de 24 heures il reste un cerne jaunâtre à la place de la tête de la Reine, c'est un faux. Par contre si le papier devient complètement blanc et vierge des deux côtés, alors rassurez-vous, c'était un vrai.

Et puisque nous parlons de contre-façon, signalons que des faux autobus de la CTCUM sont également en circulation dans les rues de Montréal. Les voyageurs qui embarquent par mégarde dans ces autobus sont conduits de force à Drummondville. Selon la Chambre de commerce de l'endroit, c'est le seul moyen d'attirer des touristes dans leur charmante petite ville.

●

Petit conte

Il était une fois une princesse ravissante, avec des yeux de biche, des cheveux de lin, les oreilles menues, le pied bien tourné, la peau... ah la peau de la princesse!...

Vint à passer une sorcière très méchante qui dit en voyant la jeune fille: «Wouâche, pas encore Cendrillon!.. Pas encore cette petite imbécile qui va perpétuer pendant des siècles les stéréotypes de la féminité...»

Et la vilaine sorcière changea en citrouille le Tampax de la princesse...

●

Vive les vacances

Je ne me souviens plus où je suis allé en vacances l'année dernière, mais pour ce qui est de cette année, je pars demain matin, à bicyclette. Je vais au Luxembourg où je suis l'invité spécial du Grand Duc Lucien et de son épouse la Grande Duchesse Germaine...

Vous dites? Vous dites que c'est déjà au Luxembourg que j'ai passé mes vacances l'été dernier? Vous dites que j'ai déjà écrit cette chronique-là, à peu près à la même époque l'an dernier?... Mais que le Grand Duc s'appelait alors Maurice et son épouse Georgette?

C'est bien possible, savez-vous. Et il n'y a rien d'étonnant à cela puisque voilà bientôt dix ans que j'écris la même chronique. Il n'y a que les noms qui changent.

Cette crhonique donc, la même, exactement la même, vous reviendra dans cinq semaines. Salut.

Du courrier retrouvé au dépotoir

■ TORONTO (PC) — On a trouvé aux endroits les plus inattendus du courrier confié à des services de livraison durant la grève postale, y compris dans un dépotoir du nord de l'Ontario et au 18e trou d'un terrain de golf de Mississauga, Ont.

«Nous en trouvons un peu partout, a déclaré M. Edward Roworth, porte-parole des Postes. Ce que nous craignons, c'est d'en être blâmés quand ce sont ces services qui en sont responsables.»

Jeudi, des joueurs de golf à Mississauga, juste à l'ouest de Toronto, trouvaient environ 100 articles postaux.

Plus tôt dans la journée, on trouvait dans des boîtes postales de Bramalea et de Brampton des factures de Bell Canada en assez grand nombre pour remplir 25 sacs.

Mercredi, on trouvait 2,000 exemplaires de la livraison d'août du Life Magazine de Toronto dans un dépotoir de Cache Bay, Ont.

PRODUITS WILMAR INC.

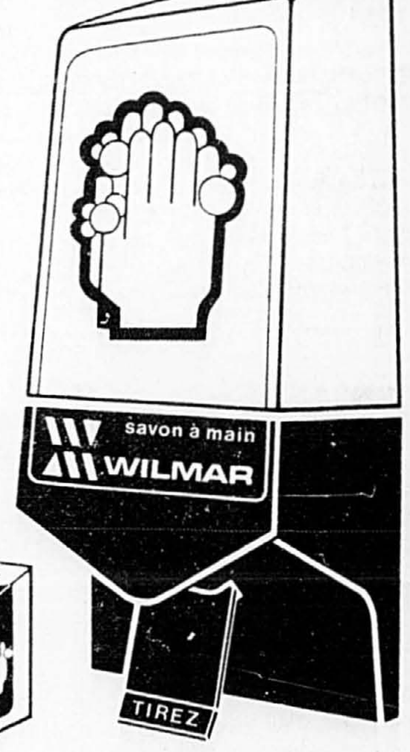
Le nouveau dispensateur à savon WILMAR

de conception moderne et fonctionnelle, répond sûrement et économiquement à vos besoins.

- NE SE BOUCHE PAS
- SE REMPLIT FACILEMENT
- NE DÉGOUTTE PAS
- RÉSISTE AU VANDALISME

Pour industries, hôpitaux, hôtels et bureaux d'affaires.

Le chargeur comprend: le mécanisme de pompage en plus du savon contrôle



WILMAR
Un service à part!
Composez sans frais:
1-800-567-7823
440, rue Vachon, Cap-de-la-Madeleine/G8T 7W6

LES RUES DE MONTRÉAL

BÉCHARD, rue (1962)

Préalablement nommée **ruelle Reeves,** cette voie rappelle Théodore Béchard, un des patriotes de 1837-1838. Axe ouest-est à partir de Sicard, au sud de Sainte-Catherine.

* * *

BELVEDERE CIRCLE (1927)

Nom descriptif très explicite puisque cette voie en forme de cercle sur le mont Royal donne une très belle vue d'une grande partie de Montréal, du fleuve et de la banlieue. Préalablement nommée **Trafalgar Circle.**

* * *

BENNET, avenue (1896)

Nom donné par William Bennett lorsqu'il déposa un premier plan de lotissement d'une partie de son domaine. Le tronçon au sud de Notre-Dame s'appelait **rue Roscani** avant le 18 décembre 1962. Axe sud-nord croisant Notre-Dame à l'est de Pie-IX.

* * *

BLAISE-PASCAL, avenue (1970)

À la mémoire de Blaise Pascal (1623-1662), mathématicien, physicien, philosophe et écrivain français à qui l'on doit les lois de la pression atmosphérique et de l'équilibre des liquides, le calcul des probabilités et la presse hydraulique. Axe est-ouest à partir de la 28e avenue, au sud de Maurice-Duplessis, dans le quartier Rivière-des-Prairies.

* * *

BLAKE, rue (1911)

Jadis nommée **avenue Dominion,** cette voie honore l'avocat et homme politique canadien Edward Blake (1833-1912). Axe est-ouest à partir de Georges-Vanier, au nord de Notre-Dame.

Clifford Robert Olson

Olson remis aux médecins

■ CHILLIWACK, C.-B. (CP) — Clifford Robert Olson, l'homme de 41 ans, père d'un enfant, accusé du meurtre de Judy Kozma, devra subir un examen psychiatrique qui s'étendra sur 30 jours. C'est ce qu'a décidé hier le juge Thomas Meagher de la Cour provinciale, après qu'un médecin eut déclaré hier dans on témoignage qu'il avait des raisons de croire que l'accusé souffrait de troubles mentaux.

Le médecin avait fait passer un examen d'une demi-heure à Olson dans une cellule de la GRC avant sa comparution en cour.

Olson, un travailleur de la construction à son compte, devra comparaître de nouveau en cour le 18 septembre. Il est accusé du meurtre de Judy Kozma, une adolescente de 14 ans dont le corps a été découvert le 25 juillet dernier près de Waever Lake. L'enfant portait les marques de 19 coups de couteau. Elle est l'un des dix enfants disparus ou assassinés dans cette région depuis quelques mois.

fiducie populaire
dépôt garanti

Inscrite à la régie de l'Assurance-dépôt du Québec.

1405, boul. Henri-Bourassa est
Montréal, Québec H2C 1H1
(514) 382-2282

Je vois à mes intérêts!

"J'aime que mes économies soient entre bonnes mains. J'ai donc choisi le DÉPÔT GARANTI de la Fiducie Populaire. C'est un placement sûr dont le taux d'intérêt est élevé et garanti jusqu'à son échéance. De plus, il n'y a aucuns frais d'administration."

La Fiducie Populaire offre également toute une gamme de services financiers adaptés à vos besoins.

FÉDÉRATION DE MONTRÉAL DES CAISSES DESJARDINS

20%*

30 à 119 jours
(Minimum 5,000$)

*Taux sujet à changement sans préavis.

Vente aux Enchères D'OBJETS RARES

Samedi 29 août 1981

Inspection à partir de 10 heures jusqu'au début de l'encan

Mobilier ancien, bijoux de succession, lampes tiffany, superbe sélection de tapis noués main. Collection de pièces canadiennes, horloges splendédes, ivoires, porcelaines de Dresde, Meissen, Royal Vienna, belle sélection d'importantes peintures à l'huile de J.H. Jenkins, W.T. Richards, montres de gousset en or et en argent, argenterie de service, gong oriental ancien. Grandes sculptures de bronze, mobilier de salle à manger ancien Hepplewhite, lustre de cristal de grande classe, banquette en chêne pour hall d'entrée, table à dessus pivotant, miroirs, tables de réfectoire, louche ancienne en argent, rare style géorgien, bol à punch vénitien du XIXe siècle. Vase avec pied de lampe Satsuma ancienne, lampe signée Tiffany, vitrines, tables d'appoint, véritable horloge grand-père, service à thé, boîte à musique, service de table en porcelaine.

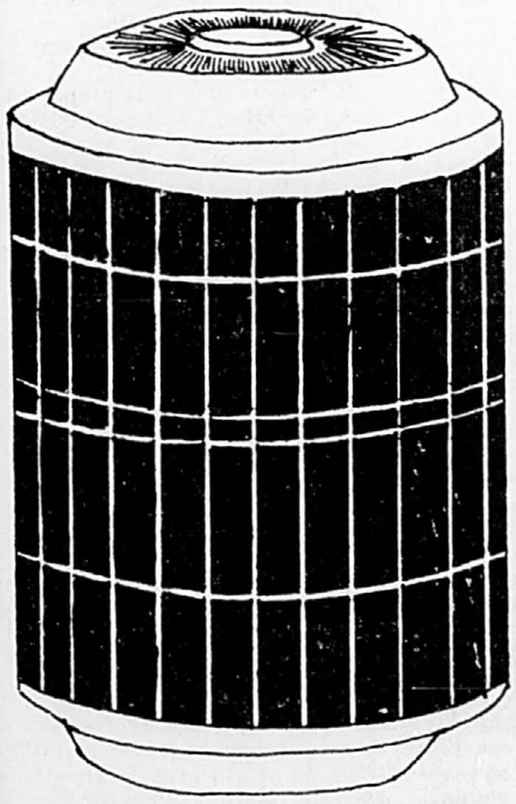
De nombreux articles ont eté consignés pour cet encan, sans minimum ni réserve. Salle avec air conditionné pour votre confort.

Tous les articles vendus durant cet encan sont assujettis à une prime de 10% payable par l'acheteur et faisant partie intégrante du prix de vente.

Consignations encore acceptées.

Industries Empire Inc.
galerie 5500 rue Paré, à l'ouest de Décarie
737-5343 737-8653

LA THERMOPOMPE
Le système de chauffage d'aujourd'hui



N'attendez pas une autre majoration de l'huile, appelez-nous aujourd'hui.

☑ Oui ☐ Non **LE GOUVERNEMENT Y CROIT:** c'est pourquoi il donne $800 à ceux qui adoptent ce système.*

☑ Oui ☐ Non **LES CONSOMMATEURS AVISÉS LE CROIENT:** c'est pourquoi depuis 4 ans des centaines de nos clients sont passés du système à l'huile à la pompe thermique.

* Ces clients ont échappé à des hausses du coût de l'huile de 35% par an.

* Ces clients réaliseront chaque année des économies de chauffage allant jusqu'à 50%.

* Ces clients ont choisi non seulement un système de chauffage très économique mais aussi un système qui durant tout l'été climatisera leur maison.

☑ Oui ☐ Non **NOUS AUSSI NOUS LE CROYONS:** c'est pourquoi nous sommes le plus gros vendeur de thermopompe au Québec.

C'est pourquoi nous vous offrons une garantie exclusive sur nos installations.

À partir d'un système à l'huile*

Membre de la Corporation Depuis 1951

Centre d'économie en chauffage
TURCOTTE INC.
No 1 : Pour les ventes de pompes à chaleur au Québec

Carrier®
Tél.: 527-7584
ou 655-9967
Pour Sherbrooke 565-0906

ÉDITORIAL

PAUL DESMARAIS président du conseil d'administration
ROGER LEMELIN éditeur
la presse
ROGER-D. LANDRY président-directeur général
JEAN SISTO éditeur adjoint
YVON DUBOIS directeur de l'information
MARCEL ADAM éditorialiste en chef

Le rapport Kent sur les quotidiens

En août 1980 la disparition simultanée de deux quotidiens quasi centenaires, la «Tribune» de Winnipeg et le «Journal» d'Ottawa, à la suite d'ententes entre les chaînes Thomson et Southam, suscitait une profonde inquiétude dans divers milieux préoccupés par l'avenir de la presse quotidienne au pays, et incitait le gouvernement à instituer une Commission royale d'enquête sur la situation.

Le rapport de la Commission Kent est bien construit et bien rédigé, riche de suggestions souvent étonnantes par leur originalité et dans certains cas par leur irréalisme. La description de la situation de la presse canadienne au pays et l'analyse des causes qui l'ont produite est remarquable. Mais les conclusions pessimistes que les commissaires en tirent pour l'avenir paraissent être davantage le fruit de l'intuition que le résultat d'une constatation de faits réels, véritables et concluants. La commission appréhende davantage les inconvénients possibles de la concentration qu'elle n'en établit la réalité.

La Commission Kent reconnaît que la crise actuelle de la presse quotidienne a été causée par plusieurs facteurs socio-économiques irrésistibles qui ont produit des effets identiques dans tous les secteurs industriels et commerciaux: la tendance au regroupement des entreprises les plus viables et la disparition des autres.

Mais après avoir fait ce constat, elle déplore le phénomène de la concentration, qui a pourtant sauvé plusieurs journaux, regrette que le gouvernement fédéral ne l'ait pas empêché, lui recommande de le stopper et même de démembrer partiellement certaines chaînes, notamment celle de Thomson, la plus puissante et, à ses yeux, la plus nocive.

Pourtant elle reconnaît que les journaux d'aujourd'hui n'ont jamais été meilleurs, qu'il n'a pas été prouvé que les patrons des chaînes intervenaient dans l'information pour la court-circuiter au nom de leurs intérêts financiers. Elle vante même le comportement de la chaîne Southam.

Je ne dis pas que la commission a tort de s'inquiéter, avec beaucoup d'autres, des dangers potentiels du phénomène de la concentration, de dénoncer les fermetures brutales de journaux pour des motifs essentiellement cupides, de déplorer que certaines chaînes appartiennent à des conglomérats industriels qui sont en situation de conflits d'intérêts nuisibles à la liberté de l'information et au crédit de la presse, etc., et d'en saisir l'opinion publique.

Ce qu'on reproche à la Commission c'est un manque de cohérence entre son analyse de la situation et les conclusions pessimistes qu'elle en tire, et l'irréalisme, voire la naïveté de plusieurs de ses recommandations. Comme, par exemple, compter sur le gouvernement pour rappeler à leurs devoirs et responsabilités sociales les propriétaires de chaînes qui se soucient plus du profit que de la qualité de l'information.

Si encore le gouvernement fédéral était lui-même exemplaire en matière d'information, s'il n'était pas un des gouvernements occidentaux les plus cachottiers, s'il n'avait pas à l'égard des journaux en général et des journalistes en particulier un profond mépris, peut-être pourrait-on s'en remettre à lui pour veiller à ce que les journaux s'acquittent au mieux de leur responsabilité sociale. Mais comme la pauvreté de l'information politique tient largement aux entraves créées par le gouvernement lui-même, aura-t-on l'imprudence de s'en remettre à lui pour rendre meilleurs ces journaux qui l'embarrassent déjà plus qu'il ne peut le supporter et qui, à ses yeux, servent beaucoup moins l'intérêt public que les médias électroniques qui ont sa prédilection?

La Commission Kent se montre beaucoup moins sévère et pessimiste au sujet du phénomène de la concentration au Québec, qui a permis à certains journaux de survivre, qui n'a pas entraîné de censure politique ou financière, ni dépeuplé les salles de rédaction. Pourquoi? Parce que, dit-elle, le Québec «dispose de certaines barrières qui lui sont propres: société sans cesse sur la défensive, primauté des valeurs collectives, mobilisation relativement facile de l'opinion, influence des syndicats, État volontiers interventionniste».

Tout cela est vrai, sauf en ce qui concerne l'intervention de l'État qui, si je ne m'abuse, n'est intervenu qu'une seule fois pour dissuader Paul Desmarais d'acheter le «Soleil». Ce qui montre qu'au fond c'est la vigilance des individus, des journalistes et des groupes sociaux qui est la meilleure garantie de la liberté d'expression et d'information. C'est apparemment ce qui manque au Canada anglais. Le gouvernement peut-il vouloir plus que les citoyens une presse libre et de qualité? Si oui, il y a là quelque chose de contre-nature qui empêchera que ça se réalise.

MARCEL ADAM

Un sondage très peu probant

Les représentants des huit provinces opposées au projet constitutionnel de M. Trudeau ont exulté en apprenant cette semaine les résultats d'un sondage qu'ils avaient commandité conjointement à la grandeur du pays. Les réponses aux questions posées vont nettement, selon des proportions variables mais toujours majoritairement, dans le sens souhaité par les commanditaires.

Les Canadiens ont fait savoir notamment, à l'occasion de ce sondage, qu'ils souhaitent que les changements constitutionnels se fassent au Canada et soient l'oeuvre de Canadiens; que les premiers ministres du Canada et des provinces tiennent des rencontres pour tenter d'en arriver à un accord; qu'on maintienne un régime de type fédéral, etc.

Soixante pour cent des personnes interrogées ont aussi exprimé l'avis que le geste de M. Trudeau risquait de diviser le pays. Par contre, cinquante-quatre pour cent d'entre elles admettent qu'elles n'ont pas du tout suivi de près la discussion sur cette question, contre seulement 17 pour cent qui disent s'y être intéressées d'assez près.

On doit reconnaître que les opposants au projet Trudeau ont la satisfaction un peu facile. Le moins qu'on puisse dire, en effet, de ce sondage, c'est qu'il prête à confusion. Le ministre Jean Chrétien a noté, pour sa part, que les questions des sondeurs n'ont porté que sur les procédés et aucunement sur la substance de l'initiative fédérale.

On rétorquera avec raison à M. Chrétien que dans un cas comme celui-là, la forme est aussi importante que le fond. C'est dans sa forme surtout d'ailleurs que le projet Trudeau viole l'esprit du véritable fédéralisme.

Mais, il aurait tout de même fallu poser des questions plus directes. Aucune des questions, par exemple, n'a porté sur la pertinence du geste du premier ministre canadien.

Au surplus, comme l'ont noté quelques experts en matière de sondages, il est à se demander si la façon qu'on a employée pour procéder aux interrogations n'était pas un peu malhonnête. Plusieurs des questions étaient extrêmement suggestives. On les posait de telle manière qu'il était bien difficile pour la personne interrogée d'apporter une autre réponse que celle qui était désirée. Par exemple, comment pouvait-on ne pas répondre affirmativement quand on vous demandait s'il n'était pas souhaitable que la future constitution soit le fruit d'un consensus entre les autorités provinciales et les autorités fédérales.

De toute façon, il serait surprenant que M. Trudeau porte beaucoup d'attention à ce relevé d'opinion, du moins pour l'instant.

VINCENT PRINCE

Droits réservés

DANS LA PRESSE ANGLOPHONE

Extraits d'éditoriaux puisés dans les journaux de langue anglaise et traduits par la Presse Canadienne.

Vive la démagogie

Il y a quelques mois le premier ministre du Québec, M. René Lévesque, avait découvert qu'avec un mélange de bonne vieille démagogie et d'appel convaincant au nationalisme modéré qui est celui des Québécois depuis l'époque du premier ministre Maurice Duplessis, il pouvait faire lever un gâteau électoral qui avait menacé de tomber à plat sous le poids de la défaite référendaire sur la question de la souveraineté-association. Mais ayant tiré du feu au second mandat, M. Lévesque et le Parti québécois sont retournés au fourneau politique avec de nouvelles recettes.

C'est pourquoi des rédacteurs de manifestes péquistes se préparent à la conférence du parti qui aura lieu en décembre, en supputant une fois de plus quel degré d'indépendance politique veulent les Québécois et comment on pourrait les persuader de ne pas, pour la seconde fois, refuser une forme quelconque de cette indépendance. Mais les propositions pratiques qu'ils avancent à ce sujet demeurent remplies d'ambiguïté. Tout comme pour le référendum, il est toujours impossible de déterminer si l'objectif du parti est une autonomie provinciale plus grande déguisée en indépendance, ou une indépendance véritable frottée d'une vague « association» avec le reste du Canada...

Le document de travail sur lequel le PQ se penche actuellement dit que les étapes essentielles vers l'indépendance sont a) la victoire dans une élection où la souveraineté sera en jeu, et b) la ratification du résultat de l'élection par voie de référendum. Mais le président du programme du parti, M. Pierre Harvey, dit qu'il existe un important noyau de dissidence qui préférerait laisser tomber le référendum et agir entièrement sur le résultat des élections. Pour sa part, Mme Louise Harel, vice-présidente du PQ, déclare être en faveur d'un retour à la politique de 1974: tenir une élection, légiférer sur des pouvoirs souverains et, selon la réaction d'Ottawa, négocier ou tenir un référendum sur une déclaration unilatérale d'indépendance.

Aucune de ces propositions ne semble annoncer des résultats plus limpides que l'attitude ambiguë que les Québécois ont adoptée au cours de la dernière année en rejetant le oui au référendum tout en réélisant le PQ.

...L'idée de laisser une telle décision reposer uniquement sur les caprices démagogiques du système électoral actuel, où une différence de quelques points dans le vote populaire suffit à produire une victoire retentissante, ne fait que propager la confusion. En somme, cela équivaut à vouloir détruire la nation sur une double ambiguïté. — Le 10 août.

«The Halifax Chronicle-Herald»

Que le bon sens l'emporte

Il a été encourageant d'apprendre que le Stade olympique de Montréal n'aura peut-être jamais le mât et le toit escamotable conçus par l'architecte français Roger Taillibert, et qu'il n'aura peut-être même jamais de toit.

Il est certain que la plupart des révélations faites par M. Lucien Saulnier, président de la Régie des installations olympiques (RIO), étaient aussi déprimantes que d'habitude. Les estimations de coût, pour achever le toit escamotable et le mât qui le supporterait, selon la conception première, continuent de monter, et en sont maintenant à environ $172 millions.

Et les ingénieurs continuent de découvrir de nouveaux problèmes structuraux...

Ce qui est plus encourageant, c'est la souplesse dont ont fait preuve M. Saulnier et ses associés, et le fait qu'ils sont disposés à considérer des solutions de remplacement, y compris un toit partiel ou pas de toit du tout.

Il y eut un temps où le gouvernement et même M. Saulnier semblaient prédisposés favorablement en faveur du plan initial. Mais M. Saulnier, finalement, examine les projets ambitieux du maire Jean Drapeau avec ce calme réfléchi qui fut tellement important dans les années 60, alors qu'il était le bras droit du maire à l'hôtel de ville, et que le métro de Montréal, de même que Terre des Hommes, étaient en voie de préparation. Ce genre de froide réflexion a malheureusement fait défaut au cours des années 70, quand M. Saulnier n'était plus là et que M. Drapeau réalisait seul ses rêves olympiques.

M. Saulnier et ses associés ont certainement raison d'examiner de nouveau, en se basant sur cinq ans d'utilisation du stade, les avantages et les inconvénients d'avoir ou de ne pas avoir de toit. Pendant que les ingénieurs étudient les solutions de remplacement, la RIO elle-même se penchera de nouveau sur les implications financières d'une utilisation permanente du stade, et sur les effets qu'aura le toit ou son absence sur la bâtisse et sur son chauffage.

Ça commence à être un peu rassurant de voir M. Saulnier au gouvernail des Olympiques, même si c'est six ou huit ans trop tard. — Le 10 août.

«The Montreal Gazette»

Une affaire de contrôle

Le ministre des Transports, M. Jean-Luc Pépin, a cédé à l'Association canadienne des contrôleurs de trafic aérien. Il a consenti à la création d'équipes chargées d'enquêter sur le bien-fondé des affirmations de l'association, selon lesquelles la sécurité des airs aurait été mise en danger par la grève illégale des aiguilleurs aériens des États-Unis.

Les contrôleurs aériens, dont un grand nombre refusaient de diriger les avions dans l'espace aérien américain, sont retournés au travail.

La sécurité des Canadiens était censée être en jeu, mais ce qui était en jeu, en fait, c'était l'appui du syndicat canadien à la grève illégale du syndicat américain...

Les contrôleurs ont eu un comportement extrêmement choquant, mais c'est surtout le gouvernement qui est coupable, pour les avoir maintenus dans une position où ils pouvaient avoir un tel comportement.

M. Pierre Trudeau, peu de temps après qu'il eut été pour la première fois élu premier ministre, avait déclaré que les grèves n'auraient jamais dû être permises dans le secteur public. Il a continué à l'affirmer, sans jamais rien faire pour régler la situation.

En 1975, après une des nombreuses grèves de la poste, il avait déclaré à la télévision nationale qu'il était nécessaire «d'en arriver à d'autres moyens que la méthode de la grève pour s'assurer que les employés des postes avaient un salaire raisonnable, parce que la grève contre le gouvernement est une grève contre le public, et cette grève ne comporte pas la même limite que dans le secteur privé, où si on va trop loin on peut causer la faillite de la compagnie. Dans le cas du gouvernement, il est impossible de le mettre en faillite, parce qu'il doit imprimer plus d'argent ou en emprunter. Et chacun sait qu'il y a quelque chose là qui ne va pas, et chacun sait que je le répète depuis sept ou huit ans».

Il y a six ans de cela, et le premier ministre Trudeau n'a encore rien fait pour mettre fin aux grèves dans le secteur public. Cet été 23 millions de Canadiens ont payé de vastes sommes d'inconfort, de crainte et d'argent pour répondre aux exigences injustifiables de 23,000 employés des postes et de 2,200 contrôleurs aériens; et rien ne laisse prévoir la fin de tout cela.

M. Trudeau a souvent attaqué férocement les Américains pour ce qu'ils ont fait au Canada, même si ce qu'ils ont fait a contribué à la prostérité du Canada. Mais peut-être pourrait-t-il accepter une importation américaine de plus: un peu de la fermeté qu'il a fallu à M. Reagan pour interdire les grèves dans le secteur public. — Le 13 août.

«The Globe and Mail»

Ombre menaçante

Les répercussions de la grève des postes vont se faire sentir pendant longtemps et vont projeter une ombre menaçante sur l'avenir de la société d'État qui doit assumer le mois prochain les tâches administratives présentement assumées par le ministère des Postes.

C'est à peu près ce qu'a dit M. Jean-Claude Parrot, président du Syndicat des employés des postes du Canada, dans des déclarations étonnamment belliqueuses, quand il a annoncé la fin de la grève. Après avoir gagné sur la plupart des points exigés par le syndicat pendant les négociations prolongées, on aurait pu attendre de lui qu'il soit plus conciliant.

Dans les circonstances, le fait qu'il ait déclaré que «la longueur et la substance de ces difficiles négociations n'augurent pas bien en faveur de meilleures relations syndicales» ressemblait à une menace mal dissimulée.

Les critiques gratuites qu'il a exprimées au sujet de M. Michael Warren, qui dirigera la nouvelle société postale, étaient particulièrement inquiétantes.

Une quasi-victoire, semble-t-il, ne suffit pas. Il aurait fallu à M. Parrot une reddition complète.

«The Calgary Herald»

PLEINS FEUX SUR L'ACTUALITÉ

LA PRESSE, MONTRÉAL, SAMEDI 22 AOÛT 1981

Marc Laurendeau
(collaboration spéciale)

RAPATRIEMENT PUR ET SIMPLE

Québec opte pour le jeu diplomatique plutôt que la résistance farouche

■ En annon cant son intention de ne pas s'opposer au rapatriement pur et simple de la Constitution, le gouvernement Lévesque envoie aux oubliettes une stratégie qui avait été celle du Québec depuis deux décennies. Traditionnellement, le premier ministre québécois avait toujours refusé le rapatriement pur et simple, de crainte que le Canada anglais ne considère désormais l'affaire réglée par ce changement symbolique et ne soit plus intéressé à une négociation sur le partage des pouvoirs.

Pour s'être objecté en 1976 au projet de M. Pierre Elliott Trudeau, qui voulait alors rapatrier d'abord la Constitution et procéder ensuite à sa modification, M. Robert Bourassa, premier ministre du Québec à cette époque, s'était vu carrément tourner en dérision par son homologue fédéral, qui l'avait dépeint comme un amateur de «hot dogs», inapte à comprendre certaines évidences. Aujourd'hui, M. Bourassa doit s'étonner de la position prise par le gouvernement Lévesque et surtout par son ancien haut fonctionnaire aux Affaires intergouvernementales, M. Claude Morin.

On sait avec certitude depuis avril dernier que le cabinet Lévesque a modifié sa position quant au rapatriement pur et simple de la Constitution. A l'issue de l'avant-dernière rencontre des premiers ministres opposés au plan Trudeau, le gouvernement québécois fraichement réélu avait laissé entendre qu'il s'opposait toujours énergiquement à la méthode employée par Ottawa, à la formule d'amendement proposée et à la Charte des droits (qui empiète, selon lui, sur les pouvoirs des provinces) mais qu'il consentait à ce que s'accomplisse le rituel symbolique du rapatriement du texte constitutionnel. Presque officieuse et fort peu remarquée (sans doute à cause du choc post-électoral) au début, cette prise de position est devenue éclatante cette semaine: M. René Lévesque l'a confirmée mardi à Lord Moran, ambassadeur de Grande-Bretagne au Canada, au cours d'un entretien particulier.

Pourquoi ce changement d'attitude? MM. René Lévesque et Claude Morin donnent à cet égard des explications différentes. Le 24 mai dernier, le premier ministre Lévesque affirmait que l'opinion canadienne avait évolué, qu'elle était maintenant plutôt favorable au rapatriement et qu'une telle mutation avait amené le Québec à accepter ce compromis historique. Pour justifier ce virage, M. Claude Morin, ministre des Affaires intergouvernementales, soutient qu'il n'est plus nécessaire pour le Québec de bloquer le processus de rapatriement pur et simple, puisque d'autres provinces désirent maintenant des changements profonds dans la répartition des pouvoirs.

Reste à savoir si ces changements désirés restent les mêmes que souhaite le Québec. Certes, des alliances existent, avec l'Ouest pour que les ressources naturelles demeurent sous contrôle provincial, pour que la Charte des droits ne vienne pas dicter les politiques scolaires et linguistiques d'une province, mais il faut se demander ce qu'entendent les provinces par «changements profonds» et comment ils comptent résoudre, par exemple, le problème de l'aliénation culturelle des francophones et la question de l'union économique canadienne (telle que proposée par MM. Trudeau et Chrétien). On doit reconnaître cependant que, même s'il n'existe pas de vision cohérente, émanant des premiers ministres provinciaux, quant à ces fameux «changements profonds», les chefs de gouvernement provinciaux en étaient arrivés, en septembre dernier, à trouver entre eux un dénominateur commun sur un certain nombre de propositions (qui furent toutes refusées par M. Trudeau).

MM. René Lévesque et Claude Morin valorisent tous deux la formule d'amendement dite de Vancouver, qui semble avoir fourni un contexte favorable à leur acceptation du rapatriement pur et simple. Cette formule d'amendement permettrait aux provinces de ne pas être affectées par des modifications constitutionnelles qui ne leur conviendraient pas: il s'agirait d'une forme d' «opting out». M. Claude Morin, notamment, y voit une formule avantageuse et moins stérile que le strict droit de veto.

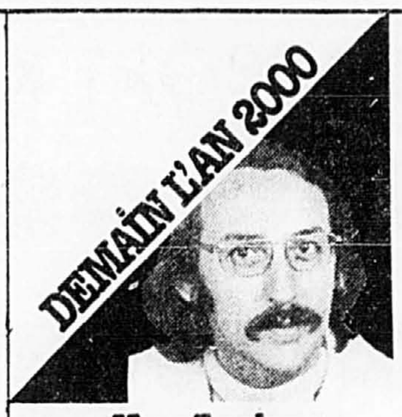
Cette concession du Québec, l'abandon de ses objections au rapatriement pur et simple, a sans doute contribué à préserver le front commun des provinces, l'a empêché de se refroidir. Dans cette Affaire, le Québec a renoncé à son pouvoir de blocage et préféré consolider ses alliances avec les autres provinces. Il a opté, en somme, pour la stratégie diplomatique plutôt que la résisstance farouche. En cinq ans, M. Trudeau aura au moins obtenu cela.

Le rapatriement pur et simple pose cependant des problèmes. Il ne s'agit pas uniquement, comme M. Morin le dit en faisant image, de transférer un vieux papier. Rapatrier, en droit, ce n'est pas simplement faire traverser l'Atlantique à un vieux parchemin. La Grande-Bretagne se désaisit de son droit de modifier la Constitution canadienne. Mais cette démarche, selon les juristes experts en ce domaine, est indissociable de la création d'une nouvelle formule d'amendement. Car le pouvoir qu'on retire à Londres, il faut bien l'attribuer à quelqu'un. La modalité d'amendement doit donc être définie. Même si la Constitution nouvellement rapatriée devenait une loi canadienne (et non une loi fédérale, comme le signale fort justement M. Morin), il faudrait qu'Ottawa et les provinces s'entendent d'avance sur une formule d'amendement. Présentement M. Trudeau et les premiers ministres provinciaux sont loin d'avoir la même formule en tête. Sans une formule d'amendement définie d'avance, une offensive unilatérale reste toujours possible, une fois effectué le rapatriement pur et simple.

A cet égard, le sondage Gallup commandé par huit provinces dissidentes ne démontre rien de nouveau. Les chefs de gouvernement provinciaux ont omis de poser une question explicite sur l'évaluation que font les Canadiens de la démarche de M. Pierre Trudeau et d'autres sur le contenu de son projet. On apprend donc que 90% des Canadiens souhaitent que les amendements soient faits au Canada et que 88% des répondants souhaitent une reprise des négociations entre Ottawa et les provinces. Détail intéressant: on découvre que 77% des Canadiens croient que toute modification dans la répartition des compétences constitutionnelles devrait obtenir le consentement des provinces. En somme, on aurait aimé connaître le verdict auquel en arrive la population sur la valeur du contenu du projet Trudeau et sur l'opportunité de sa méthode. Rien n'est directement révélé là-dessus. La considération la plus significative à retirer de ce sondage demeure que les Canadiens souhaitent que l'impasse soit résolue conformément à l'équilibre véritable des forces dans ce pays.

photo PC

Le ministre Claude Morin, à l'arrière-plan, à gauche, et le premier ministre René Lévesque signant des autographes pour des Québécois en visite, lors de la récente conférence de Victoria.



Yves Leclerc
(collaboration speciale)

Un inventaire de l'avenir

■ La librairie porte un nom un peu ambitieux: «les Outils planétaires». On y retrouve, en français, en anglais et éventuellement en d'autres langues, le plus possible de tout ce qui se publie à travers le monde sur l'avenir, autant du côté de la science officielle que des marginaux et des contestataires.

A l'étage au-dessus se trouve le bureau où Jean Roy, en plus du travail de traducteur qui lui permet de gagner sa vie, dirige SERA (Société d'étude et de réflexion sur l'avenir), l'organisme qui groupe au Québec la majorité des gens qui s'adonnent à la prospective dans divers domaines. SERA, qui a entrepris depuis quelques mois de faire un inventaire détaillé des chercheurs dans ce domaine, ainsi que de ceux qui font de la recherche de pointe.

Mais avant de parler de l'inventaire, il faut dire un mot du personnage fascinant qu'est Jean Roy.

Je l'ai connu il y a une bonne vingtaine d'années, philosophe autodidacte en sandales et col roulé, écrivant des ouvrages qui ni moi ni personne d'autre à ma connaissance ne lisait. Marginal, déjà passionné par les frontières entre la science traditionnelle et des domaines moins «sérieux» comme l'ESP, l'ésotérisme, l'environnement. Des choses qui allaient devenir à la mode quelques années plus tard, mais qui, dans le milieu bohème du Montréal d'alors, faisaient étrange.

C'est le même Jean Roy que j'allais retrouver plus de six ans plus tard très actif en politique: un des élus-surprises du RCM au Conseil municipal, et candidat défait du Parti québécois dans Saint-Louis.

Il y a deux ans, par hasard, je le rencontrais sous une autre incarnation: à l'Université de Montréal, où il collaborait aux travaux du Groupe Gamma de prospective, et souhaitait créer une sorte de réseau informel des gens qui, chez nous, s'intéressent à ce genre de theme.

L'an dernier, à la Conférence mondiale sur l'avenir à Toronto, avec notamment l'appui du directeur de la prestigieuse association et revue Futuribles de Paris, Hugues de Jouvenel, il était l'un des promoteurs de l'idée d'une association québécoise de prospective. En même temps, des universitaires que je rencontrais me chantaient les louanges de ses talents comme traducteur spécialise...

Il n'est pas le premier à être fasciné par les possibilités de la prospective, et il l'admet d'ailleurs volontiers: «Il y a déjà une dizaine d'années, note-t-il, il y a même eu un projet d'établissement d'INRS (Institut national de recherche scientifique) en prospective.»

Pour l'instant, c'est lui qui a «repris le flambeau», et malgré, ou à cause de, son passé peu conventionnel, et pour le moins varié, il faut le prendre tout à fait au sérieux. J'ai déjà parlé ici du succès du premier symposium organisé par SERA en mars dernier. L'actuel projet d'inventaire en est une suite logique.

Le projet, mené à bien par deux jeunes universitaires sur une période de six mois, consiste à compiler un bottin des individus et des organismes qui font des recherches soit sur l'avenir (technique des «scénarios» ou analyse systémique), soit sur des secteurs de pointe qui sont généralement considérés comme «porteurs d'avenir»: aérospatiale, informatique, nucléaire, pétrochimique, biochimique, etc.

A partir d'avril, donc, ils ont établi une liste des secteurs, des institutions, des entreprises, des individus à recenser. Divisée grosso modo en trois catégories: gouvernement, université, entreprise privée. Quelque 500 questionnaires à remplir ont été envoyés, et une centaine de réponses ont été reçues, malgré l'été et la grève des postes.

Que cherche-t-on, au juste? «Il y a une frontière difficile à préciser, note Marcel Dubé, un des deux responsables, entre d'une part la prospective et l'«expérimentation sociale» à laquelle se livrent des groupes et des communes, et la recherche sur l'avenir (forcément à moyen et long terme) et la planification à court terme qui se fait dans beaucoup d'industries et de services d'Etat. Heureusement, jusqu'ici, nous n'avons eu à éliminer aucune candidature... mais ça pourrait se produire.»

Et qu'est-ce que ça donne comme résultat? Pas forcément de surprises, jusqu'ici du moins. Sauf peut-être une étonnante qualité des chercheurs dans un domaine qu'on pourrait croire «pauvre», et une «mine» inconnue qui est le Groupe de prévision technologique de Polytechnique, dont tout le monde semblait ignorer l'existence.

Par ailleurs, on constate l'absence presque totale de praticiens de la prospective sociale. Soit qu'ils n'existent pas ou peu, soit qu'ils n'ont pas été rejoints: souvent, ils sont classés selon leur spécialité propre, économie, sociologie, psychologie, sciences politiques. «Au fond, c'est un monde de pionniers, encore peu organisé, et qui n'a pas de définitions strictes ni de structures», note Marcel Dubé.

Ceci se termine donc non pas par un appel au secours (faut pas charrier), mais par du moins un message de rappel (ou d'appel) à ceux qui n'ont pas été touchés, ou qui n'ont pas répondu: l'inventaire sera un outil précieux pour les chercheurs, et il le sera d'autant plus que ceux-ci y seront inscrits en plus grand nombre. Ils peuvent le faire en touchant SERA au 3579 de Bullion, Montréal. Avant octobre, car il n'y a pas que les journalistes qui ont des «deadlines»...

Marie-Josée Drouin
collaboration spéciale

Des tensions au sein de l'OPEP

■ Depuis la crise pétrolière de 1973, chacune des réunions de l'OPEP a réussi à ébranler les marchés financiers, en raison de l'incertitude qui plane quant au prix du pétrole et à la sécurité des approvisionnements. Cette semaine, toutefois, la réunion spécialsdes représentants des pays producteurs de pétrole à Genève a suscité encore plus d'inquiétude au sein même de l'OPEP.

Le coeur du débat a porté sur le niveau et l'unité des prix au sein de l'OPEP. Depuis longtemps, l'Arabie séoudite produisant plus de 40% du pétrole de l'OPEP tente d'amener ses partenaires de l'OPEP à s'entendre sur un seul prix pour le pétrole. Depuis janvier 1981, le prix officiel moyen se situe aux environs de $35.00 U.S. ($42.00 Can.) mais plusieurs pays, par exemple le Nigéria, l'Algérie, la Libye, ont exigé des primes dépassant souvent par cinq dollars ou même plus, le prix officiel moyen. Pour sa part, l'Arabie séoudite a cherché à instaurer une plus grande discipline au sien de l'OPEP en haussant de façon importante son niveau de production et en maintenant ses prix à $32.00 U.S. ($38.00 Can.) donc en deça du prix officiel moyen. C'est ainsi que les Séoudiens produisent aujourd'hui 10,2 millions de barils de pétrole comparativement à leur niveau de production «normal» de 8,5 millions de barils par jour. Ils ont volontairement et délibérément créé un surplus sur les marchés pétroliers internationaux. Ces surplus ont engendré des pressions à la baisse sur le cours des prix du pétrole et plusieurs pays membres de l'OPEP ont dû couper leur prix ou encourir des annulations dans leurs contrats. Même des pays ne participant pas à l'OPEP, le Mexique par exemple, ont baissé leur prix.

Cette décision essentiellement politique de la part des Séoudiens pour unifier les prix engendre malheureusement une certaine complaisance dans plusieurs pays consommateurs de pétrole. Les inventaires sont élevés, les prix se stabilisent et on est tenté de conclure trop rapidement que ce scénario continuera de se dérouler pendant plusieurs années.

Des tensions sérieuses se sont manifestées au sein de l'OPEP à Genève, et l'Arabie séoudite a réussi à façonner une solution de compromis qui ne menace pas sérieusement la stabilité de l'économie internationale. Toutefois, le sprix augmenteront et, pour ce, les Séoudiens devront sûrement réduire leur niveau de production. Le ministre du pétrole de l'Arabie séoudite, Zaki Yamani s'est dit prêt récemment à ramener la production de son pays à son niveau normal de 8,5 millions de barils par jour et même à 6 millions de barils, si cela s'avérait nécessaire pour assurer l'unité des prix au sein de l'OPEP. Une telle décision réduirait le surplus mondial de pétrole et les inventaires détenus par les pays industrialisés.

En plus, il faut se souvenir que trois fois au cours des huit dernières années, des embargos ou des hausses marquées dans les prix sont venus perturber le marché pétrolier international. Le conflit Israélo-arabe, la question palestinienne, le débat aux Etats-Unis sur la livraisom des systèmes AWAC aux Séoudiens, les tensions régionales, les troubles internes dans divers pays du Moyen Orient pourraient à nouveau donner lieu à des coupures de production, des arrêts de livraison ou des hausses de prix. L'avenir est loin d'être certain.

En outre, même si les prix du pétrole de l'OPEP se sont ramollis, le pouvoir d'achat des membres du cartel s'est accru en raison de la hausse dans la valeur du dollar américain. Selon une étude récente du Massachusetts Institute of Technology, la montée de la devise américaine fait en sorte que les pays de l'OPEP peuvent, avec 13% moins de dollars qu'en janvier 1980, se procurer la même quantité de biens et services. Bien sûr, leur pouvoir d'achat vis à vis des exportations américaines n'a pas changé mais les pays de l'OPEP se procurent près des trois quarts de leurs importations du Japon, de l'Allemagne, de la France, de l'Italie et des autres pays industrialisés. Depuis six mois, la valeur de la devise américaine a augmenté de 18% par rapport au Deutschmark, de 22% par rapport au franc français et de 24% par rapport à la lire italienne. Les membres de l'OPEP ont donc pu s'adapter plus facilement à l'évolution incertaine du marché pétrolier.

La faiblesse du marché pétrolier reflète évidemment la volonté expresse de l'Arabie séoudite. En même temps, la récession américaine a réduit sensiblement la croissance dans la demande pour le pétrole. L'élimination du contrôle sur les prix du pétrole américain a aussi incité à l'exploitation plus poussée aux Etats-Unis et à l'adaption de mesures de conservation plus efficaces. Ces tendances laissent présager une croissance moins rapide de la demande à l'avenir.

Il reste que même si la demande n'augmente pas d'ici 1990, les projections indiquent que le monde non-communiste, incluant l'OPEP, consommera entre 53 et 56 millions de barils de pétrole par jour. Malgré les espoirs que soulève la production de sources conventionnelles ou non-conventionnelles, la production du monde non-communiste, excluant l'OPEP, se situerait probablement aux alentours de 26 millions de barils par jour en 1990. L'écart de 27 à 30 millions de barils par jour devra être comblé par l'OPEP.

Il est trop facile aujourd'hui de se complaire et de croire à une baisse soutenue des prix, en termes réels. Si on épouse cette thèse, trop de projets seront annulés ou ralentis puisqu'on anticipera que le prix obtenu pour un baril de pétrole ne suffira plus pour rentabiliser des investissements nouveaux. De même, la recherche de substituts au pétrole et de mesures d'économie d'énergie ralentira. Ainsi, presque certainement, la production du monde non-communiste serait plus faible que prévue et notre dépendance de l'OPEP se serait accrue.

Il ne suffit pas de se fier aux tensions possibles au sein de l'OPEP. Il est impératif d'inscrire les tendances récentes du marché pétrolier dans un contexte à plus long terme et plus large. Autrement c'est notre propre sécurité que nous menaçons. Au Canada, en particulier, nous tardons trop à nous adapter.

Marie-Josée Drouin est économiste, directeur général de l'Institut Hudson et membre du conseil d'administration du Trust Général.

SUITE AU RAPPORT KENT

Ottawa osera-t-il s'attaquer au quatrième pouvoir?

Le président Tom Kent, lisant un journal de la chaîne Southam pendant le témoignage du président de cette entreprise, Gordon Fisher, à Ottawa.

Plus de dix années se sont écoulées depuis la publication du rapport Davey qui, dans son étude sur le phénomène de la concentration de la presse au Canada, recommandait principalement au gouvernement fédéral de réglementer les fusions ou acquisitions d'organes d'information en vue de freiner cette tendance que l'on considérait déjà comme irréversible. Dix années au cours desquelles, loin de se résorber, la concentration des entreprises de presse a pris une telle ampleur que le gouvernement d'Ottawa a senti la nécessité, en septembre dernier, à la suite de la fermeture simultanée du «Ottawa Journal» et du «Winnipeg Tribune», d'instituer une Commission royale d'enquête afin d'examiner la situation dans l'industrie des quotidiens au Canada, en particulier en ce qui a trait à la concentration de la propriété et du contrôle de cette industrie.

Mardi de cette semaine, la Commission Kent a rendu public son rapport dans lequel, en plus de brosser un tableau de la situation decla presse écrite au Canada, elle formule sept recommandations qui devraient prendre la forme d'une Loi sur les journaux afin «d'assurer à la presse canadienne la liberté qui est essentielle au règne de la démocratie d'un océan à l'autre».

Constatant que la dernière décennie fut marquée par des changements intenses dans l'industrie de la presse — (mainmises, fusionnements, ententes et fermetures de journaux) — la Commission reprend en quelque sorte l'analyse que faisait le Comité Davey et affirme qu'il n'y a aucune raison de croire que la concentration ait atteint sa limite. Plus encore, les commissaires Thomas Kent, Laurent Picard et Borden Spears croient même qu'elle se poursuivra de plus belle, à moins d'une intervention vigoureuse de l'Etat-législateur. De l'avis des trois commissaires, la propriété et le contrôle de la plupart des journaux sont concentrés sous des intérêts qui débordent largement le milieu journalistique et ceci a un effet délétère sur la liberté de la presse. En conséquence, la Commission estime donc qu'il est essentiel d'avoir une loi qui permette à la presse de «s'affranchir de l'affaiblissement dû à l'emprise d'intérêts commerciaux hétérogènes» de telle sorte qu'elle puisse s'acquitter de ses obligations envers le public et contribuer ainsi à «la vitalité et la cohésion de l'ensemble du pays sur le plan politique, économique, social et intellectuel».

DANIEL MARSOLAIS

Sans pour autant recommander la désinstégration complète des chaînes de journaux, la Commission Kent n'en suggère pas moins de mettre un terme à toute nouvelle concentration et va même jusqu'à suggérer que des chaînes se départissent de certains de leurs journaux dans un délai de cinq à dix ans. C'est le cas notamment de la chaîne Thomson à qui la Commission Kent recommande de se départir ou de son quotidien national, le «Globe and Mail», d'ici à cinq ans ou, si elle préfère, des 39 autres quotidiens qu'elle contrôle un peu partout au pays. D'autres dessaisissements de quotidiens sont aussi recommandés comme, par exemple, les journaux du groupe de presse Irving, au Nouveau-Brunswick.

Cette proposition, qui a littralement semé la consternation chez les éditeurs de journaux du pays, (le président du groupe Thomson a même déclaré, jeudi, qu'il contesterait la constitutionnalité de toute législation fédérale basée sur les recommandations de la Commission Kent) est évidemment beaucoup plus radicale que ce que recommandait, en 1970, le sénateur Keith Davey qui préconisait la mise sur pied d'un Conseil de surveillance de la propriété de la presse, lequel devait jouer un rôle analogue à celui du Conseil de la radio-télévision canadienne, mais sans avoir cependant le contrôle sur le contenu. En refusant de se doter de mécanismes régulateurs comme le lui suggérait le rapport Davey, le gouvernement fédéral a indirectement contribué à la détérioration de la situation. Aussi, même si les recommandations de la Commission Kent apparaissent à certains comme excessives, elles n'en constituent pas moins une démarche courageuse pour freiner la concentration.

On constate toutefois que la Commission Kent accorde en quelque sorte un statut particulier au Québec ou, en dépit du fait que la presse écrite y est concentrée dans une très forte proportion de 95,9 pour cent, elle ne recommande pas aux trois chaînes existantes (Desmarais - Francoeur et Péladeau) de se départir de leurs intérêts dans les journaux qu'ils contrôlent. La Commission estime, en effet, que le problème de la concentration ne se pose pas de façon aussi aiguë, ici, puisque, dit-elle, aucune des trois chaînes n'a fermement en main le marché régional.

Pourtant, même si la Commission s'élève contre le fait que plusieurs journaux appartiennent à un conglomérat, «le pire aspect de la concentration», estiment les commissaires, elle ne va toutefois pas jusqu'à recommander que le groupe Desmarais, qui contrôle LA PRESSE, «La Tribune», «Le Nouvelliste» et la «Voix de l'Est», se départisse de certains de ses journaux comme elle le souhaite dans le cas de la chaîne Thomson. La Commission Kent invite cependant le gouvernement d'Ottawa à inscrire dans la Loi sur les journaux, une disposition qui interdirait désormais qu'une société ou un particulier achète un journal si la valeur nette totale de ses actifs de ses autres intérêts dépasse celle de ce journal. En d'autres termes, aucun groupe financier ne pourrait à l'avenir se porter acquéreur d'un journal. Par ailleurs, la Commission Kent fixe les critères qui devraient présider dans tous les cas d'acquisitions de titres. Ainsi, nul ne pourrait posséder plus de cinq quotidiens; le tirage des quotidiens possédés ne devrait pas dépasser 5% de celui de tous les quotidiens du Canada et l'endroit où est publié un journal devrait se situer à au moins 500 kilomètres de tout autre journal appartenant au même propriétaire.

Une tentation très forte

Même sikelle fait aussi plusieurs autres suggestions qui, quoique discutables dans certains cas, sont néanmoins de nature à accroître l'indépendance rédactionnelle par rapport à l'administration (autonomie accrue du rédacteur en chef, création d'un comité consultatif tripartite — patrons, journalistes et public) et qu'elle préconise la mise sur pied d'un Comité national des droits de la presse qui exercerait en permanence une fonction de contrôle de la presse, la Commission Kent n'a pas trouvé grâce auprès des principaux ééditeurs de journaux du pays, particulièrement en milieu anglophone où les chaines Thomson et Southam règnent sur des empires qui s'étendent de l'Atlantique au Pacifique. En jetant les hauts cris, ces derniers ont démontré que leur hostilité est directement proportionnelle au degré de contrôle qu'ils exercent sur la presse de ce pays. Se disant surpris de la véhémence des critiques, le président de la Commission, Thomas Kent, a déclaré que ces réactions rendaient plus évidente encore la nécessité de mettre un terme à la concentration des entreprises de presse.

Quoi qu'il en soit, il appartient maintenant au gouvernement fédéral de concrétiser, sous une forme ou une autre, les recommandations que vient de lui faire la Commission Kent. S'il est vrai de dire que le passé est garant de l'avenir, les chaines de journaux n'ont vraiment pas à s'inquiéter outre mesure: le rapport Kent subira alors le même sort que le rapport Davey dont les recommandations, rappelons-le, étaient nettement plus modérées.

Le ministre du Multiculturalisme, Jim Fleming, a indiqué, par ailleurs, quelles étaient les intentions du gouvernement. «Le rapport ne sera pas relégué aux oubliettes», a-t-il affirmé en annonçant qu'une commission interministérielle a déjà été constituée afin d'étuder le rapport et faire les recommandations pertinentes au cabinet. Il y a toutefois lieu de s'interroger sur la volonté et l'aptitude du gouvernement Trudeau à s'attaquer impunément au quatrième pouvoir. La tentation d'émasculer le rapport Kent sera sans doute très forte.

La crise aéronautique américaine fait ressortir des faiblesses canadiennes

L'animosité s'est accrue entre pilotes et contrôleurs aériens du Canada au cours des événements entourant le congédiement des contrôleurs américains par le président Reagan. D'autre part, l'IFATCA, Association Internationale des Contrôleurs aériens, risque de s'affaiblir davantage pendant cette crise. Pendant ce temps, bon nombre de pilotes canadiens estiment que la sécurité est très acceptable dans le ciel américain.

GAÉTAN LAVOIE
Collaboration spéciale

Les pilotes canadiens, à l'instar de leurs collègues américains, ont à nouveau l'occasion d'échanger vigoureusement avec les contrôleurs, sans vraiment que le public n'en prenne connaissance. Avant même que la crise n'éclate aux E.-U., opposant l'administration américaine et ses contrôleurs, en mai dernier, le président de la CALPA, l'Association des pilotes de ligne, Rooley Cook, servait un sérieux avertissement aux contrôleurs canadiens. Reprochant aux contrôleurs de trainer de la patte dans les tours, le capitaine Cook devait indiquer aux contrôleurs que son association ne pourrait les soutenir indéfiniment. Lors des ralentissements des derniers jours, le ton a monté entre la CATCA et la CALPA, la dernière association accusant l'autre de légèreté. Si la situation à venir amenait les contrôleurs canadiens à déclencher des moyens de pression troublant à nouveau la circulation aérienne dans le but d'appuyer leurs collègues américains, il ne faudrait pas se surprendre de voir éclater une vigoureuse discussion publique entre contrôleurs et pilotes.

Abus à Toronto

Dans les cookpits et les salons aéronautiques canadiens, les pilotes ont beaucoup de reproches à faire aux contrôleurs qu'ils accusent d'abuser de leur pouvoir. Les pilotes estiment que les contrôleurs canadiens multiplient les interventions radio inutiles, compliquent la procédure afin de démontrer que leur travail est fastidieux, compliqué et exigeant. Les contrôleurs, tout spécialement ceux de Toronto, agiraient ainsi afin d'impressionner la firme HAY Associate qui est à évaluer le travail du contrôleur. Cette étude commandée par le Conseil du Trésor et à laquelle collabore la CATCA pourrait permettre aux contrôleurs de valoriser leur fonction à un point tel que ces derniers seraient à même d'exiger un salaire équivalent à celui d'un capitaine de Boeing. On sait que les contrôleurs souhaitent depuis longtemps obtenir une sorte de parité salariale avec celle des pilotes d'avion.

Les pilotes estiment que la situation se détériore rapidement à Toronto. La vie aéronautique serait moins pénible dans la région de Montréal et de Québec. D'autre part, les lourds règlements du ministère des Transports retiennent l'attention des pilotes d'avion du Canada et ceux-ci n'hésitent pas à déclarer que la situation est de loin meilleure aux Etats-Unis, même pendant le conflit actuel.

La clé aéronautique du Canada

Pendant ce temps, la Fédération Internationale des contrôleurs aériens risque de s'affaiblir considérablement, n'étant pas capable, jusqu'ici, d'agir fermement devant la volonté américaine de ne pas revenir sur sa décision, qui eut pour effet de congédier des milliers de contrôleurs aux U.S.A.

Ce sont précisément les contrôleurs américains sur le trottoir qui avaient le plus d'influence dans cette association et ils sont maintenant sans emploi. Le président de l'IFATCA est Harry Hinshler, ancien vice-président de la CATCA. Devant le peu d'appui du public, les sautes d'humeur en vue des pilotes et faisant face à un renouvellement de convention collective, il sera intéressant de voir jusqu'où les contrôleurs canadiens voudront aller. La CATCA s'est déjà associée aux autorités canadiennes, gardiennes de l'Atlantique-Nord, dans une opération qui vise à évaluer conjointement un certain nombre d'incidents qui se seraient produits récemment dans le ciel canadien. Au Québec, les contrôleurs sont portés à lire l'action de Bill Robertson comme étant une opération de noyage de poisson afin d'éviter de nuire aux négociations actuellement en cours entre la CATCA et le gouvernement canadien.

Il convient d'imaginer que l'ancien vice-président de la CATCA et président de l'Association Internationale ne se montrera pas plus actif qu'il le faut sur le plan international pour ne pas trop risquer sur la scène canadienne. Il importe en outre d'ajouter que les pressions sont très fortes sur les contrôleurs canadiens puisque le Canada jouit d'un privilège tant désiré des Anglais et des Américains, soit celui de détenir les clés du contrôle de la route de l'Atlantique-Nord. Dans le cadre d'ententes internationales sous le patronage de l'OACI, le Canada ne jouant pas son rôle correctement pourrait être menacé de perdre cette fonction qui donne de l'emploi, des ressources techniques et financières, du prestige et une sorte d'autorité morale aux contrôleurs du Canada. S'il fallait que les Américains soient obligés de déployer des avions AWACS sur l'Atlantique-Nord devant une défaillance canadienne, ceci pourrait remettre en cause le rôle des Canadiens au titre de gardien de la moitié de l'autoroute du ciel de l'Atlantique-Nord. La volonté américaine de voler sur l'Atlantique-Nord pendant que celle du Sud est menacée temporairement, contraste avec le peu d'énergie dont semble jouir l'Association Internationale des contrôleurs qui, à l'exception de son journal et de sa convention annuelle, n'indique qu'une case postale en Suisse.

D'autre part, les contrôleurs français se montrent timides dans le contexte actuel, évitant de gêner le nouveau gouvernement socialiste de François Mitterrand. Quant aux arguments sur la sécurité aux USA, les pilotes canadiens qui ont survolé les cieux américains ces derniers jours estiment qu'elle se porte bien. Les contrôleurs en poste sont plus rigoureux, déterminés à prouver qu'ils maîtrisent la situation, mais pour combien de temps? Les activités aériennes étant réduites et curieusement à l'avantage de plusieurs transporteurs en difficultés, qui en profiteront pour réduire leurs services et mettre à pied du personnel, le ciel se voit d'autant plus dégagé. Certains occupants de l'espace aérien, souvent les plus dangereux et les plus imprévisibles, ceux de l'aviation sportive, agricole, d'affaires et enfin l'aviation d'usage multiple se font plus rares. Les pilotes de ligne s'en montrent ravis en craignant moins que par le passé l'apparition d'un Cesssna 172 dans leur pare-brise.

Les événements aéronautiques aux USA ne seront pas sans laisser de trace au Canada et peut-être des cicatrices. Constater qu'à Toronto, on complique les affaires dans le but de démontrer que l'on est très important et ainsi impressionner une firme qui aura une influence sur la question salariale, jouer avec la porte de l'Atlantique-Nord tant désirée par d'autres pays, démystifier la confrérie aéronautique et réaliser que pilotes et contrôleurs se guettent comme chiens et chats, remettre en question la lourdeur des règlements du ministère des Transports, voilà de quoi occuper la chronique aéronautique.

Une plus grande animosité règne entre pilotes et contrôleurs aériens du Canada.

Missiles américains et crise polonaise

Cette première génération de fusées Pershing est installée depuis longtemps en Allemagne de l'Ouest. Les Pershing 2, qui doivent les remplacer, font l'objet d'une vive controverse.

On sait déjà que les Américains n'ont pas l'intention d'intervenir directement et militairement en Pologne. Ils sont en mesure par contre, d'exercer une forte pression sur l'URSS et d'encourager indirectement le renouveau polonais grâce aux nouvelles armes nucléaires qu'ils doivent déployer sur le continent européen en 1983. Les 108 fusées Pershing 2 et les 464 missiles de croisière donneront en effet une supériorité aux États-Unis dans le système général de défense des deux grandes puissances.

ALBERT JUNEAU
collaboration spéciale

Cette situation inquiète avec raison les Soviétiques qui veulent faire échec au réarmement américain, ou du moins arriver à une entente avec les États-Unis. Or, il est à peu près certain que si l'URSS optait pour la manière forte en Pologne, les derniers espoirs de négociation entre Washington et Moscou s'envoleraient rapidement. Suivrait vraisemblablement un retour plus ou moins prolongé à la guerre froide, sinon une détérioration du climat de détente qui a bien servi l'URSS jusqu'à maintenant. Ainsi, les nouvelles armes nucléaires américaines constituent un des facteurs importants qui influent sur la stratégie soviétique en Pologne.

Mais cet atout, les États-Unis doivent le jouer avec le concours des cinq pays concernés: la Grande-Bretagne, l'Italie, les Pays-Bas, la Belgique et, surtout, l'Allemagne de l'Ouest où toutes les fusées Pershing 2 seront installées. Les États-Unis ne pourront implanter leurs nouvelles armes sans le consentement de ces pays. Or, trois d'entre eux, la Belgique, les Pays-Bas et l'Allemagne de l'Ouest hésitent. Un vaste mouvement tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des partis politiques s'oppose à l'implantation des armes américaines.

De son côté, l'URSS tente d'exploiter à son avantage les divisions dans le camp occidental. Mais tout comme les Américains, les Européens sont très sensibles à l'évolution de la Pologne, ce qui force les Soviétiques à mesurer et nuancer leur attitude vis-à-vis ce pays. Ainsi, pour les États-Unis, l'Europe de l'Ouest et l'URSS, la crise polonaise et le déploiement des euromissiles sont deux questions étroitement liées l'une à l'autre.

Deux interrogations viennent alors à l'esprit.

1) Comment évoluera la crise polonaise?
2) Quelle sera l'attitude des Européens si la situation en Pologne se stabilise? Ne seront-ils pas tentés de prendre distance vis-à-vis la politique américaine?

Situation tendue et imprévisible en Pologne

La Pologne vit au jour le jour et cette situation risque de durer longtemps. Le 9e congrès extraordinaire du Parti communiste polonais n'aura pas changé fondamentalement le rapport de forces entre les tendances conservatrices et réformatrices. Il a en quelque sorte institutionnalisé les divers courants de pensée qui s'affrontent. Par contre, la ligne du renouveau socialiste qu'incarne le premier secrétaire M. Kania, a été confirmée. Mais aucune politique, aucun programme d'action n'a été défini. Le 9e congrès fut axé sur le partage du pouvoir, la réforme du parti, non sur l'économie et la société.

Or, l'après-congrès rappelle les Polonais à de dures réalités: l'économie paralyse. Au cours des six premiers mois de 1981, la valeur de la production a baissé de 12.5 p.c. par rapport à celle de la même période en 1980. La pénurie des produits alimentaires empire et il ne semble pas y avoir d'issue à court terme. Même si le gouvernement polonais disposait des ressources financières nécessaires pour importer les quantités requises d'aliments, il ne pourrait le faire en raison des capacités insuffisantes de transport.

Étant donné les difficultés, le processus dans lequel s'engage la Pologne sera long et ardu, s'il n'est pas brutalement interrompu. L'URSS tolère cette démarche même si elle comporte beaucoup d'incertitudes. Et à en juger par leurs activités diplomatiques, les Soviétiques semblent vouloir s'en tenir à cette attitude, au moins d'ici à la fin de l'année. Il est toujours question d'une visite de M. Brejnev à Bonn en novembre. De son côté, M. Reagan a annoncé formellement à M. Schmidt que les États-Unis sont disposés à entamer les négociations avec l'URSS sur les euromissiles vers la fin de novembre ou le début de décembre. Rien de tel ne serait possible si la situation en Pologne se détériorait gravement. Mais au-delà des prochains mois, rien n'est prévisible. Tout peut survenir. La position de l'URSS face à la crise polonaise reste très difficile.

L'Europe divisée

En décembre 1979, l'Otan adoptait une double résolution:

1) Moderniser l'armement nucléaire américain en Europe, en ajoutant les fusées Pershing 2 et les missiles de croisière qui doivent être opérationnels en 1983.
2) Amorcer des négociations avec l'URSS sur les euromissiles, afin de diminuer le nombre d'armes nucléaires sur le continent.

On dit, pour caricaturer, que les Américains soutiennent la première partie et les Européens la seconde. Ce n'est pas loin de la réalité. Les États-Unis, sous la nouvelle administration Reagan, avaient manifesté en effet peu d'empressement et d'intérêt à des futures négociations. Ce n'est que sous la forte pression des mouvements d'opposition aux armes nucléaires — qui peuvent faire le jeu de Moscou à la longue — que les États-Unis viennent tout juste d'assouplir leur position.

Les gouvernements européens sont partagés entre la volonté de se défendre, ce qui suppose des armes, et la crainte de la nucléarisation du continent. Peu d'Européens souhaitent voir l'Europe devenir un champ de bataille nucléaire. Compte tenu de la densité de la population, les conséquences seraient catastrophiques. D'un autre côté, les fusées SS-20 soviétiques sont là, braquées sur les forces de l'Otan, qu'elles peuvent neutraliser aisément.

Depuis que les républicains sont au pouvoir aux États-Unis, le mouvement d'opposition aux euromissiles américains n'a fait que prendre de l'ampleur. La question des armes nucléaires est maintenant au centre de la vie politique des pays concernés. Aux Pays-Bas par exemple, la formation du nouveau gouvernement était bloquée, il y a encore quelques jours, en raison des divergences sur le déploiement des armes américaines. En Allemagne de l'Ouest, dont la position sera déterminante dans le débat, l'opposition continue à marquer des points. Le voyage de l'ancien chancelier Willy Brandt à Moscou et sa rencontre avec M. Brejnev n'ont fait que stimuler les mouvements pacifistes. Néanmoins, il serait étonnant que l'Allemagne fédérale refuse les armes américaines. Si la coalition socialiste-libérale ne résistait pas à la contestation qui se fait sentir même à l'intérieur de ces deux partis, l'opposition chrétienne-démocrate prendrait la relève et appuierait vraisemblablement la politique américaine. En outre, la position pro-américaine du nouveau gouvernement français à l'égard des euromissiles aura des répercussions importantes, peut-être même en Allemagne fédérale.

En somme, dans le contexte actuel, les Américains et les Européens de l'Ouest semblent bien placés, par le biais des euromissiles, pour exercer une influence non négligeable sur l'évolution de la crise polonaise.

Le Canada attire les Chinois

HONG KONG — Chaque mois, à l'hôtel Dongfang de Canton, quelque deux cent cinquante familles chinoises se présentent devant deux agents de l'immigration canadienne. Chang Polin, sa femme et leurs deux enfants sont partis tôt la veille de leur village pour venir passer l'entrevue qui va durer une dizaine de minutes. «Est-ce que dans les lettres que vous recevez du Canada, votre frère vous a parlé du restaurant où il aimerait vous faire venir travailler... et l'école pour les enfants?» L'interprète traduit les questions en chinois.

JULES NADEAU
(collaboration spéciale)

photo La Presse

Plus de 6,000 Chinois vont choisir le Canada, cette année.

Pour Chang Polin (un nom fictif), il y a déjà un certain temps qu'il a commencé à réunir les documents nécessaires et il est très nerveux pendant l'entrevue. C'est la première fois qu'il rencontre un Occidental face à face. Madame Chang note que la Canadienne de l'immigration, Susan Burrows, une vingtaine d'années, a les cheveux foncés et qu'elle n'a rien d'une Chinoise. Ailleurs, dans la pièce, les Chang constatent la présence d'un officiel des autorités provinciales de Canton.

Le Canada détient un championnat inusité en Chine populaire. Cette année, un nombre record de plus de six mille Chinois choisiront notre pays comme leur seconde patrie. Non pas des réfugiés mais des émigrants qui iront à Toronto, Vancouver ou Montréal rejoindre la parenté. Amorcé en 1973, ce programme sino-canadien a pris des proportions inattendues surtout si on considère le fait que Pékin ne s'est fait à cette idée d'émigration volontaire que récemment.

Au début des années 70, le seul fait de demander un certificat de composition de famille aurait suffi à placer Chang Polin sur la liste noire des membres de la commune jugés insatisfaits. Pourquoi cette volte-face du gouvernement chinois? Selon certains, tout s'explique par l'assouplissement politique post-maoiste et selon d'autres, il y a des raisons très diverses.

Par exemple, on se rend maintenant compte que ces expatriés volontaires peuvent représenter une source de revenu inespéré pour ceux qui restent et il y a ce problème général du chômage un peu partout en Chine.

Les Etats-Unis et l'Australie ont des programmes analogues mais le Canada vient en tête au point de vue du nombre de visas accordés et les formalités sont néanmoins plus courtes, environ un an. C'est aussi le Canada qui a été le pionnier dans ce domaine de la réunificatiomn des familles.

Ainsi, une fois par mois, Susan Burrows quitte son bureau climatisé du quatorzième étage de la mission diplomatique canadienne à Hong Kong pour aller faire sa semaine d'entrevues à Canton. La somme de travail est suffisante pour que les deux permanents et les deux secrétaires du programme s'installent en permanence à Canton (il a été question d'y ouvrir un consulat) mais Susan estime que le travail se fait plus efficacement à partir de Hong Kong.

En compagnie de Bryan Springgay, le directeur du programme qui commencera à faire la navette vers Canton à partir de septembre, Susan résume pour LA PRESSE les formalités du côté canadien.

Les «indépendants» qui n'ont pas de famille dans le «pays de Norman Bethune» sont exclus dès le départ. Chez ceux qui ont des parents de l'autre côté du Pacifique, il y a d'abord la «catégorie de la famille». Exemple, Furd Chen de Québec, qui est citoyen canadien, décide de faire venir son père et sa mère, tous deux à la retraite, ainsi que ses deux soeurs qui sont célibataires et âgées de moins de vingt et un ans. Les proches parents et leurs dépendants immédiats n'ont pas à passer d'entrevues et le statut d'immigrant est facilement obtenable.

Il y a l'autre catégorie, celle qui exige une entrevue et qui suppose un certain pouvoir discrétionnaire de la part de l'agent de l'immigration. Celui-ci doit examiner si les candidats appelés les «parents aids» satisfont à la grille de sélection. Si Johnny Wu essaie de faire venir un frère, un oncle ou un neveu à Montréal, à ce moment-là, l'âge, le métier et d'autres considérations semblables entrent en considération pour déterminer si les parents chinois ont de bonnes chances de réussir dans leur nouvelle vie. Une bonne partie de l'enquête se fait aussi à l'avance dans la ville d'accueil.

Jusqu'à très récemment, les bénéficiaires de ce programme transitaient par Hong Kong et comme le soulignait M. Wilkinson, qui était autrefois en poste ici pour le Canadien Pacifique, le choc culturel était grand. Dès l'arrivée à Hong Kong la montée à bord d'un appareil volant: un autre choc technologique et le seul fait d'apprendre que le passager arriverait à Vancouver à la même heure qu'à son départ de l'aéroport Kai Tak (à cause du décalage horaire) ne représentait qu'un des mystères de la vie chez les «étrangers».

A leur arrivée en Amérique, comment s'adapteront ces futurs Ontariens ou Québécois qui sont pour la plupart des paysans ou de simples ouvriers unilingues chinois? Il y a cinq ans, dans les mêmes bureaux de la rue Hennessey à Hong Kong, j'avais posé cette question à Donald Cameron, le premier fonctionnaire canadien à s'occuper du dossier Chine. La réponse reste la même. Il n'y a pas de suivi systématique de ces émigrants et une fois que le monsieur Chen ou Wu est en territoire canadien, on assume qu'il n'y a pas de difficultés majeures.

«Les parents ne s'adapteront peut-être pas rapidement... mais lorsque les enfants fréquenteront l'école, ça deviendra passablement facile», opine Susan Burrows. Pour sa part, Bryan Springgay qui revient d'une tournée au Canada a demandé à plusieurs centres d'immigration ou des centres communautaires chinois comme «Success» à Vancouver, s'il y avait des difficultés avec ces immigrants de la Chine populaire et aucun problème grave n'a été porté à son attention.

Il y a donc matière à recherche sur toute cette question mais en attendant la thèse de doctorat ou le film documentaire sur le sujet, on peut aussi supposer que le lien familial qui est très fort chez les Asiatiques a le mérite d'arranger bien des choses. Le seul danger, c'est qu'une fois que le nouvel arrivant est embauché dans l'entreprise familiale ou ailleurs, qu'il soit volontairement soustrait de la législation canadienne du travail. Il n'est pas rare que des arrangements entre gens du même pays s ient particulièrement durs, pour les «fraîchement arrivés».

Présentement, les formalités ou les examens médicaux du côté chinois peuvent être longs et les formulaires mal remplis ralentissent les opérations. Notons qu'il faut aussi faire face à une augmentation de faux documents. Mais sinon, tenant compte des autres programmes semblables en Europe de l'Est, on est satisfait de la tournure des choses. La discrétion reste quand même de rigueur au sujet de toute cette question car on veut éviter de susciter des faux espoirs.

Comment va évoluer cette collaboration entre Ottawa et Pékin? D'une part, après l'augmentation en flèche de visas accordés pendant les dernières années (une moyenne de huit cents visas accordés entre 1975 et 1978, une montée à 2,526 en 1979 et on en prévoit 6,000 pour 1981) on pourrait s'attendre à une diminution des demandes.

Les conditions économiques dans un pays ou l'autre ou bien des facteurs politiques ou d'autres considérations comme le resserrement des relations canado-chinoises pourraient très bien faire évoluer les choses dans un sens ou un autre.

Lougheed au fédéral?

■ EDMONTON (PC) — Le premier ministre de l'Alberta, M. Peter Lougheed, a laissé entendre hier au cours d'une interview qu'il pourrait éventuellement se laisser tenter par la politique fédérale.

Répondant aux questions d'un journaliste du quotidien «The Journal», d'Edmonton, M. Lougheed a dit qu'il ne rejetait pas catégoriquement cette éventualité, mais qu'il n'était pas non plus intéressé pour l'instant à prendre cette voie.

Jusqu'à présent, M. Lougheed, qui est âgé de 53 ans, avait toujours rejeté de façon catégorique toute possibilité d'oeuvrer en politique fédérale.

En 1975, il avait rejeté l'offre de participer à la course au leadership du Parti progressiste conservateur, remportée plus tard par Joe Clark. Son refus était justifié alors, dit-il, par le conflit majeur qui se préparait entre l'Alberta et le gouvernement fédéral.

Le conflit

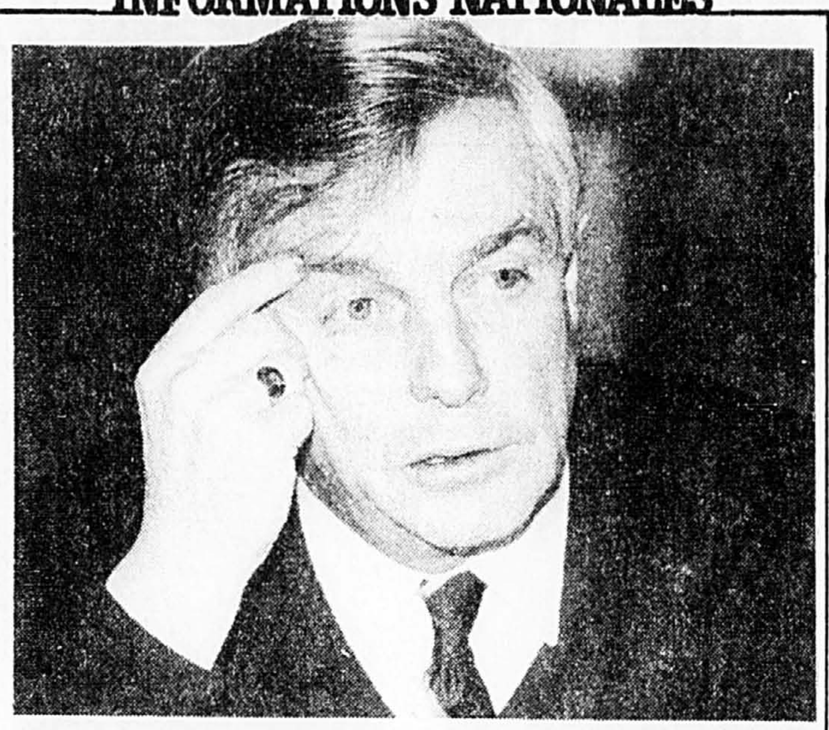
«Je ne quitterai pas mon poste actuel aussi longtemps que le conflit ne sera pas jusqu'à un certain point résolu. Je ne pense pas par ailleurs qu'il puisse l'être jamais tout à fait», a-t-il précisé.

Selon M. Lougheed, qui est premier ministre de l'Alberta depuis dix ans, le Premier ministre Trudeau ne lui a jamais expliqué comment le fonds Héritage pouvait présenter une menace pour la Confédération.

«J'ai demandé au premier ministre canadien ce qu'il attendait de nous. Il ne nous l'a pas encore dit. C'est lui pourtant qui m'avait conseillé de prêter au gouvernement du Québec, même si ce gouvernement était séparatiste», a-t-il déclaré.

Selon M. Lougheed, le mouvement séparatiste dans l'Ouest semble avoir perdu de son importance. «Je ne pense pas que la menace soit sérieuse, a-t-il ajouté, mais elle pourrait le devenir.»

Par ailleurs, une nouvelle écrite par l'ancien associé de Lougheed, John Ballem, qui ne s'était vendue qu'à 15,000 exemplaires au moment de sa parution, il y a cinq ans, connait aujourd'hui



une grande popularité. En effet, 50,000 exemplaires d'«Alberta Alone», un texte fictif racontant la guerre de l'énergie entre Ottawa et l'Alberta, guerre qui présente bien des similarités avec la lutte d'aujourd'hui, ont récemment été vendus. On compte même en imprimer 10,000 autres exemplaires.

Selon l'éditeur Richard Taylor, le livre attire tous ceux qui détestent Ottawa.

«Quand le livre est sorti, dit-il, il était en avance sur son temps. Aujourd'hui, il est d'actualité. C'est comme si Ballem avait lu l'avenir dans une boule de cristal.»

LES AGISSEMENTS DE LA GRC

Le rapport MacDonald rendu public mardi

■ OTTAWA (CP, UPC) — Le rapport tant attendu de la Commission MacDonald sur les agissements des agents de la GRC sera rendu public mardi à midi. Le Solliciteur général du Canada, Robert Kaplan, donnera alors une conférence de presse.

Le rapport de 3,500 pages, faisant suite à 3 ans et demi d'audiences, a été remis le 15 mai dernier au premier ministre Trudeau, mais avant de le rendre public, certains passages pouvant présenter «une menace pour la sécurité nationale», ont été enlevés.

La Commission, présidée par le juge David MacDonald et composée de trois personnes, a tenu des audiences sur presque tous les aspects des activités de la GRC au début des années soixante-dix et aura coûté près de $10 millions aux contribuables.

MM. Trudeau et Kaplan ont tous les deux déclaré aux Communes qu'ils attendraient la publication du rapport avant de présenter des lois permettant à la police d'ouvrir le courrier ou d'effectuer d'autres actes illégaux au cours de leurs enquêtes.

La colère gronde chez les libéraux fédéraux du Québec

■ OTTAWA (PC) — La tension continue de monter chez les députés libéraux fédéraux du Québec, et plusieurs d'entre eux ont la ferme intention de tirer la sonnette d'alarme à l'occasion du caucus spécial qui les réunira à la fin de septembre, au Mont Orford.

Le premier ministre Trudeau n'y sera pas présent puisqu'il sera une fois de plus en tournée internationale, le menant cette fois dans différents pays d'Asie du Sud-Est en marge de la conférence du Commonwealth, qui se tiendra en Australie.

CLAÛDE PAPINEAU

Le président du caucus québécois, le député de Longueuil, M. Jacques Olivier, souligne que ce sera la première fois que le premier ministre Trudeau n'assistera pas à une telle séance du caucus, mais qu'importe, ajoute-t-il, «c'est à nous qu'il incombe de faire preuve de leadership».

Situation de crise

Au cours d'une entrevue téléphonique avec la Presse Canadienne, M. Olivier a déclaré que plusieurs collègues étaient entrés en contact avec lui ces der-

Jacques Olivier

niers temps pour déplorer de ne pas être suffisamment informés et rassurés quant à la façon dont le gouvernement entend réagir pour corriger la situation économique au pays.

On souligne le vacuum du pouvoir à Ottawa avec l'absence du premier ministre et des ministres des Finances et de l'Énergie, MM. Allan MacEachen et Marc Lalonde, a dit M. Olivier.

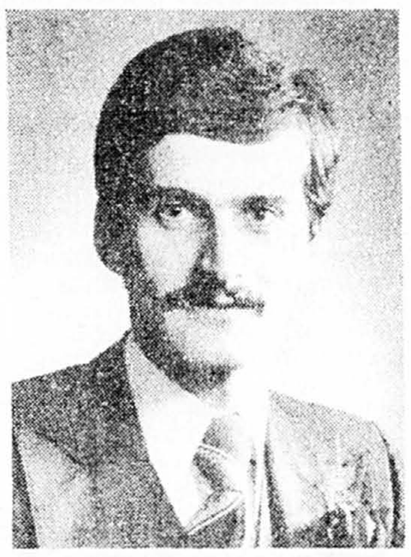
Il a ajouté que le caucus spécial du Mont Orford devra aborder tout d'abord la politique en matière domiciliaire, à la lumière du niveau record des taux d'intérêt, et ensuite la question des relations entre le Cabinet et les simples députés.

Nous avons plus besoin de ministres d'action que de ministres «angéliques», a-t-il dit.

La situation de crise au sein du caucus a pris de nouvelles proportions avec les défaites libérales aux dernières élections complémentaires dans Spadina et Joliette, et deux des jeunes députés, Jean Lapierre, de Shefford, et André Maltais, de Manicouagan, ont fait part publiquement du climat de frustration qu'on ressent chez leurs commettants.

Lettre à Trudeau

M. Lapierre, pour sa part, a soutenu au cours d'une conversation avec la Presse Canadienne qu'au cours des derniers mois, le gouvernement libéral a donné une image de «complaisance» qui risque de miner sa crédibilité aussi bien sur le plan économique que sur les autres grandes questions, soit plus particulièrement la réforme constitutionnelle, le réaménagement de l'assurance-



Jean Lapierre

chômage et la politique énergétique.

«C'est beau d'aller en vacances, mais il y a des gens qui ne peuvent s'en payer parce qu'ils doivent renégocier leur hypothèque ou qui, pire, doivent vendre leur maison pour vivre à loyer», a-t-il dit.

De son côté, M. Maltais a fait remettre à la presse une lettre qu'il a adressée au premier ministre, dans laquelle il dit vouloir souligner «la situation économique désastreuse de la Côte-Nord, ainsi que les répercussions négatives qu'engendre une telle situation sur les gens de chez nous».

«La population que je représente s'inquiète vivement de l'instabilité économique présente et exige que des mesures adéquatres, réalistes et vigoureuses de la part de son gouvernement central. Laissez-moi vous dire, M. Trudeau, que les taux d'intérêt records atteints ces temps-ci, constituent, à mon avis, un coût social inacceptable, voire même immoral, pour une relance économique plus qu'hésitante», écrit M. Maltais.

LaSalle

Par ailleurs, commentant brièvement l'intervention du député libéral André Maltais, sur la situation économique se détériorant rapidement au Canada, le député conservateur de Joliette, réélu avec une majorité écrasante de près de 14,000 voix à l'élection complémentaire du 17 août, se dit heureux de constater qu'enfin le silence est rompu dans le rang du caucus libéral à Ottawa.

André Maltais

Pour Roch Lasalle, le cri de détresse que lance le député de Manicouagan à son chef, Pierre-Elliott Trudeau, constitue à n'en pas douter un signe non équivoque d'un malaise au sein de la députation québécoise aux Communes.

«C'est la deuxième fois en un mois que le député lance un SOS à son chef M. Trudeau», d'ajouter M. Lasalle.

SONDAGE GALLUP

Les activités du gouvernement sont suivies avec intérêt

■ Les préoccupations relatives au chômage, à l'énergie et à l'unité nationale cèdent peu à peu la place à l'inflation et aux activités gouvernementales comme principales sources d'inquiétude pour la population du Canada.

Depuis janvier, la proportion des personnes qui considèrent l'inflation comme le problème no 1 est passée de 55 à 59 pour cent.

Quant aux activités gouvernementales, elles intéressent désormais au plus haut point 10 pour cent des Canadiens au lieu de sept.

Toutes les autres catégories ont perdu du terrain, au moins légèrement, à l'exception des grèves et des disputes ouvrières, dont l'intérêt occupait 4% des gens au tout début de la grève des Postes, au lieu de 3% en janvier.

L'inflation demeure la principale préoccupation au Canada, tout particulièrement au Québec, en Ontario et en Colombie Britannique. L'inquiétude relative aux performances du gouvernement s'est accrue depuis janvier dans toutes les provinces à l'exception du Québec.

Les résultats de ce dernier sondage se basent sur des interviews effectuées entre le 2 et le 6 juillet auprès de 1,042 adultes. Un échantillon de cette ampleur donne des résultats exacts à quatre pour cent près dans 19 cas sur 20.

La question posée était la suivante:

«QUEL EST, À VOTRE AVIS, LE PROBLÈME LE PLUS IMPORTANT AUQUEL SE HEURTE LE CANADA AUJOURD'HUI?»

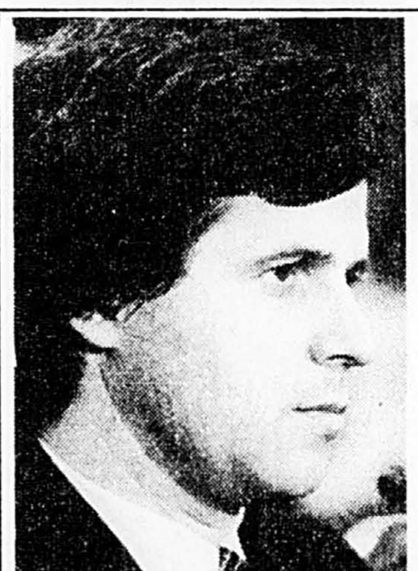
Le tableau ci-dessous montre les résultats nationaux pour les deux dernières années, et donne les résultats régionaux actuels.

TABLEAUX

* Inclut les réponses mentionnant les grèves comme étant le problème le plus pressant.

NOTE: Les pourcentages pourront dépasser 100 en raison des multiples réponses.

	Infl.	Chômage	Énergie	Gouv.	Unité nat.	Autres*	Ne sait pas
Nationalement							
Aujourd'hui:	59%	10%	4%	10%	5%	9%	4%
Janvier 81	55	15	8	7	8	11	2
Juillet 80	48	16	8	7	8	12	5
Janvier 80	49	10	15	11	4	12	3
Août 79	50	22	8	5	6	12	4
Avril 79	49	27	3	3	8	11	3
Régionalement Aujourd'hui:							
Atlantique	49	8	3	14	1	17	8
Québec	60	14	5	3	6	8	4
Ontario	63	9	3	10	3	9	3
Prairies	53	6	5	17	13	8	5
Col. Brit.	59	11	2	12	6	10	2



RÉACTION DE BERTRAND AU RAPPORT KENT

Le cas particulier du Québec demande une solution québécoise

■ Les recommandations soumises au gouvernement fédéral par la commission Kent s'appuient sur une analyse trop fragmentaire et partiellement incorrecte de la situation de l'information au Québec, et, en conséquence, il est nettement préférable de laisser aux Québécois le soin de formuler leurs propres conclusions sur les solutions qui s'imposent pour améliorer la qualité de l'information.

Tel est le commentaire qu'a émis le ministre des Communications, Jean-Jacques Bertrand, après avoir pris connaissance du rapport.

M. Bertrand a rappelé que la situation existant au Québec diffère fortement de celle du Canada anglais et exige qu'on envisage globalement les organes d'information pour pouvoir porter un jugement sur la concentration de la propriété ou la dissémination de l'information. Selon le ministre, le commission Kent n'a pas tenu compte de la présence des 180 hebdomadaires de la province, non plus que des particularités régionales qui font que la concurrence joue bien différemment selon que l'on se trouve à Trois-Rivières ou à Sept-Iles.

Le ministre admet que la concentration de la propriété existe à un haut degré au Québec, mais souligne, comme l'a d'ailleurs fait la commission, qu'il y existe une concurrence réelle entre les quotidiens, contrairement à ce qui se produit au Canada anglais, ce qui s'explique selon lui par l'esprit d'émulation qui a cours dans le milieu québécois de l'information.

Or, précise M. Bertrand, le cas particulier du Québec, reconnu encore une fois dans le rapport, demande une solution québécoise qui tienne compte de la réalité québécoise.

POUR ALBERT JACQUARD

La notion de quotient intellectuel constitue une erreur scientifique

■ «La notion de quotient intellectuel est une aberration. Il s'agit d'une erreur scientifique dont on ne parlera même plus dans 50 ans. La notion de surdoué, quant à elle, est non seulement aberrante mais dangereuse.»

PIERRE GINGRAS

Le langage d'Albert Jacquard est clair et direct. Sa prise de position sur les notions d'intelligence sont connues internationalement. Aussi est-il étonné et ravi à la fois d'avoir été invité à exposer son point de vue par les organisateurs du quatrième congrès mondial sur l'enfance surdouée. «Je suis le loup dans la bergerie» confie-t-il à LA PRESSE.

Ingénieur, administrateur, généticien, chercheur, l'auteur de «L'éloge de la différence» est plus fidèle que jamais aux idées qu'il a mises de l'avant il y a quelques années déjà.

Au début du siècle, le ministère français de l'Education demande au psychologue Alfred Binet de déceler les risques d'échecs scolaires chez les enfants. L'Américain Terman adapte la méthode Binet et invente la notion de Q.I. «Il s'agit uniquement d'une prétention scientifique, dit Albert Jacquard. Comment voulez-vous mesurer quelque chose qui n'est même pas définie: l'intelligence. Dans ce cas, pourquoi pas un Q.B., un quotient de beauté. On pourrait inventer des cotes pour le tour de fesse, l'allure du nez, de tour de poitrine etc. On insère ensuite ces données dans l'ordinateur et voilà votre Q.B. Bien sûr vous avez un Q.B. bien ordinaire. Alain Delon lui, fait 130, Catherine Deneuve, 180. Vous riez n'est-ce pas. Mais le quotient intellectuel est tout aussi ridicule».

Pour Albert Jacquard qui donne sa conférence aujourd'hui à 11 heures au grand salon de l'hôtel Reine Elizabeth (entrée libre) la notion de surdoué est dangereuse par le fait qu'elle ne vient que consolider la hiérarchie qui existe déjà dans la société. «Au Moyen Âge, la disparité entre les individus était le fait du ciel. Dieu avait voulu qu'un tel soit roi ou paysan. Au moins avec ce concept, on avait la chance de se rattrapper au paradis, dit-il. Aujourd'hui, si vous êtes plus con qu'un autre c'est la faute de vos gênes. Pourtant il m'apparaît évident que lorsque je compare deux enfants par leur Q.I., c'est la même chose que comparer un annuaire téléphonique avec la Bible. Ça ne se compare pas.»

Selon le généticien c'est une erreur de croire que certains enfants sont meilleurs que d'autres au niveau intellectuel (sauf dans le cas des véritables attardés mentaux). Mais la société diffuse cet erreur et une grande partie de la population l'accepte. «Bien sûr ajoute-t-il, il y aura toujours des enfants plus précoces ou assoiffés de connaissances. ils sont différents mais pas supérieurs. Ces enfants posent des problèmes pédagogiques mais cela ne veut pas dire que les autres sont moins intelligents. Einstein était un enfant d'intelligence moyenne mais il a réfléchi, il a compris des phénomènes et il a eu le courage de nier une vérité qui semblait évidente». Le talent réside-t-il alors dans la volonté d'affirmer ce qu'on est et ce qu'on ressent?

Fier de son nouveau manuscrit qu'il présentera à son éditeur d'ici quelques jours, Albert Jacquard en livre les grandes lignes à LA PRESSE. Il s'agit d'une réflexion sur le futur de notre société. Publié vraisemblable-

Albert Jacquard

ment l'automne prochain sous le titre «Au péril de la science» le généticien y affirme que pour éviter une société uniforme et robotique qui serait invivable, beaucoup d'efforts seront nécessaires. «Il faudra que la notion de droit de l'homme soit autre chose qu'un slogan, que tout le système éducatif soit repensé et que le monde scientifique n'appartienne plus aux seuls scientifiques. Un monde enfin qui pourra fournir la réponse au besoin humain qu'est la compréhension. Sinon c'est la catastrophe sociale...»

Aujourd'hui poursuit celui qui à l'âge de 39 ans, a tout abandonné pour se consacrer uniquement à la génétique, il faut convaincre les gens qu'ils sont capables de plus et qu'ils sont utiles à la société.

Poursuite de $300 millions contre des producteurs agricoles?

■ Deux fédérations affiliées à l'Union des producteurs agricoles du Québec sont menacées d'une poursuite en recours collectif pour une somme pouvant éventuellement atteindre $300 millions.

Il faudra toutefois que M. Denis Daoust, ex-producteur laitier de Saint-Louis-de-Gonzague (district Beauharnois), qui veut intenter la poursuite au nom des quelque 24,000 producteurs laitiers du Québec, obtienne gain de cause dans la requête qui sera soumise probablement en septembre devant la Cour Supérieure du Québec.

Par cette requête, l'avocat de M. Daoust, Me Denis Paradis de Bedford (le frère du député libéral Pierre Paradis dans Brôme-Missisquoi) cherchera à avoir l'autorisation d'exercer son droit en recours collectif.

Me Paradis a indiqué hier en entrevue que le Fonds d'aide aux recours collectifs, présidé par Me Jules Allard, venait d'accorder une somme de $5,000 plus les frais au plaignant Daoust pour qu'il puisse défendre son dossier devant la Cour supérieure. En substance, on prétend que la Fédération du lait nature et que la Fédération du lait industriel du Québec (UPA) ont prélevé des sommes en trop sur les chèques émis aux producteurs entre la fin de l'année 1976 et avril 1979.

Rouyn-Noranda: l'état d'urgence réclamée pour les services de santé

■ ROUYN-NORANDA (PC) — La Chambre de commerce de Rouyn-Noranda a demandé à la Municipalité régionale de comté de décréter l'état d'urgence dans les établissements de santé de la région.

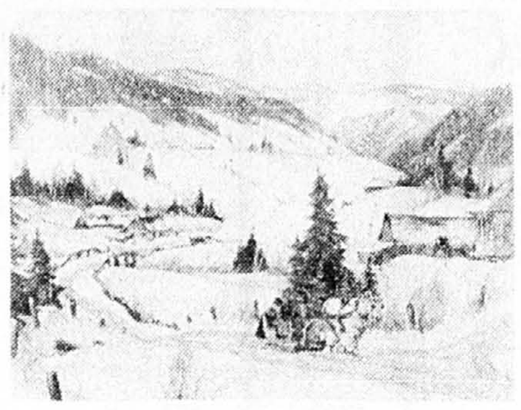
Le président de la chambre locale, M. Jules Tremblay, a expliqué hier qu'à l'hôpital de Rouyn-Noranda les démissions de médecins étaient nombreuses et que l'attente dans les salles d'urgence était de six heures en moyenne.

Depuis longtemps, les médecins et autres personnes concernées signalent les inconvénients et même les dangers dus à la surcharge de travail du personnel de santé dans cette région éloignée.

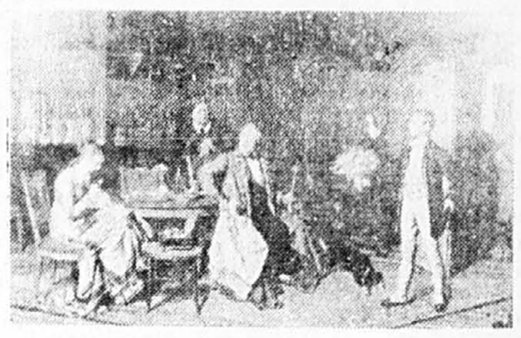
FRASER BROS LTD.

PRÉAVIS DE NOS VENTES AUX ENCHÈRES PAR CATALOGUE POUR L'AUTOMNE

Lawren S. Harris
«North Shore, Lake Superior»
Huile sur panneau 10½" x 13¾"
Vendue en mars 1981 pour $50,000.



Thomas H. Garside, R.C.A.
«Winter in Laurentians»
Huile sur toile 20" x 26"
Vendue en juin 1981 pour $6,500.



Evert Jan Boks
«Le Bouquet Délateur»
Huile sur panneau 26" x 44"
Vendue en mars 1981 pour $6,400.

IMPORTANTE VENTE D'ANTIQUITÉS ET D'ART EN QUATRE SESSIONS

EXPOSITION: les 24, 25, 26 et 28 septembre/VENTE: le 30 septembre et les 1er, 2 et 3 octobre

FRASER ACCEPTE MAINTENANT LES CONSIGNATIONS POUR NOTRE VENTE AUX ENCHÈRES PAR CATALOGUE DE NOVEMBRE.

VENTE: les 18, 19, 20 et 21 novembre

Toute marchandise vendue à nos encans est sujette à une prime de 10% payable par tout acheteur et faisant partie du prix d'achat.

Le pourcentage régulier chargé aux consignateurs est de 15% sur toute vente de moins de $500 et de 10% au-dessus de $500.

FRASER BROS. LTD.
4950, rue de la Savane/Tél.: 342-0050
(Encanteurs, évaluateurs et liquidateurs depuis 1880)

PROBLÈME avec L'ALCOOL?
Si vous voulez être aidé, appelez tout de suite à l'Auberge du nouveau POINT DE VUE.
Tél.: 1-834-3297
1-834-6793
Conseillers, thérapie, confort, paix et bon air.

Croisière / Noël Antilles (9 jours)
depart: 18 decembre $1775 can
VIATOUR
327-2520
Permis du Quebec

DEVENEZ PLUS CONFIANT EN VOUS-MÊME

GRÂCE AU COURS
DALE CARNEGIE

HOMMES et FEMMES
DALE CARNEGIE auteur du livre «Comment se faire des amis»

- Sachez parler en public
- Ayez une conversation plus intéressante
- Améliorez vos relations humaines
- Communiquez efficacement
- Apprenez à contrôler la tension et les soucis
- Augmentez votre revenu et méritez un meilleur emploi.

Assistez à une
SOIRÉE D'INFORMATION GRATUITE
mercredi 26 août à 7h30 p.m.
classes en septembre à Québec et Sherbrooke

Hôtel SHERATON-MONT-ROYAL
1455 PEEL (Métro Peel) MEZZANINE

Approuvé par le ministère de l'Éducation du Québec
Permis 749749

Cours déductible d'impôt
CULTURE PERSONNELLE
Présenté par E.J. Glowka & Ass. 285-1287

EN VIGUEUR JUSQU'AU 12 SEPTEMBRE

Pilon
FOURNITURES DE BUREAU

Venez profiter de nombreux autres spéciaux en montre dans notre circulaire. N'hésitez pas à vous en procurer un, il est disponible dans toutes nos succursales.
Hâtez-vous, les spéciaux prennent fins samedi le 12 septembre 1981 ou jusqu'à épuisement de la marchandise

RETOUR EN CLASSE
...avec La Ronde à bon prix!

SPÉCIAL $1.99

Bloc de feuilles — papier blanc 16 lb — 3 perforations — lignées avec marge — format 11" x 8-1/2". Pqt. de 400.
Prix Rég. $5.30 SPÉCIAL $1.99

SPÉCIAL $339.95

Machine à écrire modèle Coronomatic 2200 — électrique portative dotée de la cartouche de ruban Coronomatic — chariot de 12" — clavier de 88 caractères — tabulateur ajustable — cadran de force de frappe — indicateur de fin de page — interligne variable — cartouche de changement ultra-rapide — retour automatique du chariot — mallette de transport incluse. Elite ou pica.
Prix Rég. $465.00 **SPÉCIAL: $339.95**

SPÉCIAL $21.95

Fauteuil de réception — appui-bras fini noyer — siège et dossier en vinyle — cadre d'acier de 3/4" fini chromé — s'empile facilement pour le rangement — (101) Noir, brun ou orange.
Prix détail sugg. $37.00 **SPÉCIAL $21.95**

SPÉCIAL $114.95

Machine à écrire "Charger 11C" de Brother — portative en acier léger — clavier régulier de 84 caractères — touches de marges instantanées — ruban bicolore — touche de demi-espace — guide papier ajouté — valise portative attrayante incluse — avec correcteur.
Prix rég. $159.95 **SPÉCIAL $114.95**

SPÉCIAL $34.95

Lampe collège "Lumilon III" — spécialement conçue pour les périodes de travail prolongées à la maison ou au bureau — donne un éclairage minimum de 70 pieds — bougies diffusées uniformément de manière à éliminer les ombres — n'éblouit jamais — minimum de reflet sur les surfaces brillantes — abat-jour blanc — ampoule 200 watts incluse. Noir mat, brun foncé/beige ou blanc os.
Prix rég. $46.95 **SPÉCIAL $34.95**

SPÉCIAL A PARTIR DE $3.95

Ensemble de crayons "Prismacolor"
Boîte de 12 couleurs
Prix rég. $5.49 **SPÉCIAL $3.95**
Boîte de 24 couleurs
Prix rég. $10.49 **SPÉCIAL $7.95**
Boîte de 36 couleurs
Prix Rég. $15.49 **SPÉCIAL $11.95**
Boîte de 48 couleurs
Prix rég. $19.99 **SPÉCIAL $14.95**
Boîte de 60 couleurs
Prix rég. $24.49 **SPÉCIAL $17.95**

SPÉCIAL $169.95

Bureau à deux caissons — deux tiroirs utilités et deux tiroirs classeurs — les tiroirs de droite se ferment à clef — dessus laminé simili-noyer — corps en métal noir et pattes en acier fini chrome. 24" x 54".
Prix détail sugg. $244.38 **SPÉCIAL $169.95**

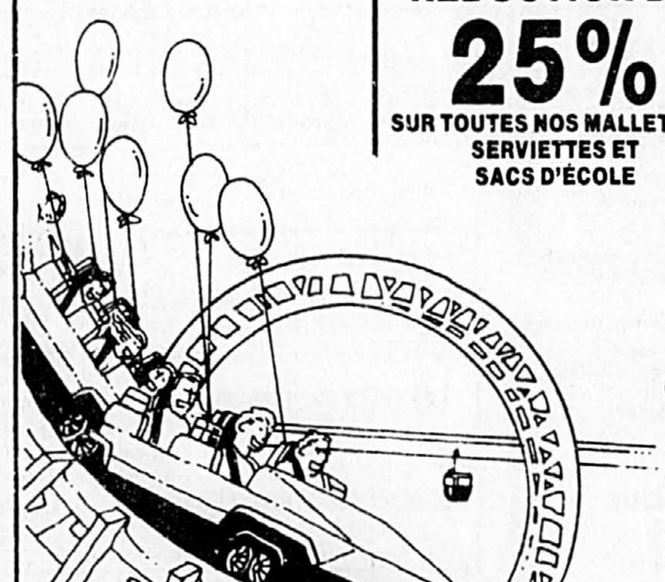
SPÉCIAL $23.95

Petit Larousse Illustré — connu dans le monde entier — le seul dictionnaire encyclopédique qui soit complété et mis à jour tous les ans — 1 volume relié.
Prix rég. $32.00 **SPÉCIAL $23.95**

SPÉCIAL A PARTIR DE $59.95

Classeur — serrure installée sur le deuxième tiroir du haut — seuls, les 2 tiroirs supérieurs se verrouillent — profondeur 18" — fabriqué d'acier — poignées noires en polypropylène avec porte-étiquettes — couleur: beige.
Lettre 2 tiroirs Prix détail sugg. $82.00 **SPÉCIAL $59.95**
Legal 2 tiroirs Prix détail sugg. $100.50 **SPÉCIAL $69.95**

DU 12 AU 29 AOÛT RÉDUCTION DE 25% SUR TOUTES NOS MALLETTES, SERVIETTES ET SACS D'ÉCOLE



SPÉCIAL 89¢

PQT. DE 4
Cahier d'exercices — ligné — 32 pages — trois perforations — .7mm — paquet de 4.
Prix rég. $1.78 **SPÉCIAL 89¢**

SPÉCIAL $159.95

Table à dessin "Scuola" entièrement démontable — planche plastifiée — inclinaison ajustable — large rayon porte-livres — format: 32" x 48" (80 x 120cm).
Prix rég. $185.00 **SPÉCIAL $159.95**

RÉDUCTION DE 15% À 25% SUR LES CALCULATRICES

TEXAS INSTRUMENTS
SHARP
Canon
CASIO

Obtenez des Super-Visas pour La Ronde à moitié-prix!

A partir du 10 août avec tout achat minimum de $20.00 dans un magasin Pilon vous pourrez vous procurer jusqu'à deux super-visas (valables pour tous les manèges de La Ronde et autres attractions de Terre des Hommes) d'une valeur de $9.95 chacun pour seulement $4.95 chacun. Hâtez-vous, premiers arrivés, premiers servis. Chaque achat en multiple de $20.00 permettra d'acheter jusqu'à deux super-visas. Ces super-visas sont valables du lundi 24 août au vendredi 28 août 1981 et du lundi 31 août au vendredi 4 septembre 1981 inclusivement. (Quantité limitée à 10,000).

Pilon
FOURNITURES DE BUREAU
Siège Social & Entrepôt
700 Lebeau, Ville St-Laurent 332-4440

12 MAGASINS POUR MIEUX VOUS SERVIR

MONTREAL:		LAVAL:	
765 Beaubien	273-9501	1682 St-Martin Ouest	687-7280
800 Mont-Royal	524-3081		
8559 St-Laurent	381-6261	ST-JEROME:	
280 St-Jacques	842-4171	316 St-Georges	436-4430
9034 St-Michel	382-1084		
Complexe Desjardins	285-6311	VILLE LASALLE:	
Place Ville-Marie	861-9497	1411 Dollard	363-4550
VILLE ST-LAURENT:			
851 Décarie	748-7961	LONGUEUIL:	
		1640 Chemin Chambly	651-8654

CHARGEX VISA master charge

Politique de livraison à l'extérieur de Montréal, livraison gratuite pour commandes excédant $20.00. Si commandé avant 1:00 p.m. livré le lendemain

MAISONS D'ENSEIGNEMENT

COURS DU SOIR

Inscrivez-vous dès maintenant!

- DACTYLOGRAPHIE
- STÉNOGRAPHIE
- DICTAPHONE
- COMPTABILITÉ
- FRANÇAIS ÉCRIT
- ADJOINT ADMINISTRATIF
- SECRÉTARIAT JURIDIQUE
- SECRÉTARIAT MÉDICAL
- SECRÉTARIAT EN TOURISME
- ANGLAIS ÉCRIT

TRAITEMENT DES TEXTES

Cours de base, de recyclage et avancés

DÉBUT DES COURS: LE 14 SEPTEMBRE

INSCRIPTION: lundis et mercredis de 18h à 21h

*Pour de plus amples renseignements sur nos cours de **JOUR** ou du **SOIR***

communiquez avec nous à: **866-4622**

COLLÈGE O'SULLIVAN

...le centre d'excellence.

1191, rue de la Montagne Montréal

SECRÉTARIAT

Cours bilingues

Cours à temps plein / jour
septembre à juin

- Secrétariat médical
- Secrétariat juridique
- Secrétariat de services
- Sténo-dactylo
- Commis-comptable
- Réceptionniste-téléphoniste
- Commis de bureau

Cours à temps partiel / jour · soir · samedi
en tout temps de l'année

- Anglais: cours privé et de groupe, différents niveaux
- Comptabilité
- Dactylographie et machine à dicter
- Français pour la secrétaire
- Initiation au droit
- Procédures juridiques
- Protocole du téléphone et art de la réception
- Sténographie française
- Sténographie anglaise
- Tenue de livres d'une entreprise commerciale I-II
- Tenue de livres d'une entreprise de services
- Terminologie médicale

composez **932-1122**
(9 heures à 21 heures)

Service de placement gratuit

Sans garantir formellement un emploi, plus de 90% de nos diplômés sont placés chaque année.

Reconnu par le ministère de l'Éducation
permis nº 749546

COLLÈGE DE SECRÉTARIAT MODERNE

1800, boul. Dorchester ouest, Montréal Métro Guy (sortie St-Mathieu)

ESPAGNOL ITALIEN PORTUGAIS

Un ou deux soirs par semaine — 25 cours 3 niveaux de cours — cours de conversation.

NOUVEAU: INTRODUCCIÓN A LA CULTURA Y A LA CIVILIZACIÓN DE MÉJICO

Vous pouvez acquérir des notions suffisantes pour vous débrouiller dès la première année.

DÉBUT DES COURS:
Mardi 22 septembre — jeudi 24 septembre

Privilèges du membre: Soirées de films, causeries, excursions, prix de faveur à des concerts et spectacles. Certificats et diplômes

Cours autorisés par le ministère de l'Éducation du Québec, à titre de culture personnelle (soir)

Pour renseignements, écrivez ou téléphonez à:

L'UNION DES LATINS D'AMÉRIQUE
844-1064

INSCRIPTION
Au secrétariat
400, rue Saint-Jacques, bureau 403
du lundi au vendredi, de 9h à 18h, jusqu'au 4 sept. inclusivement. Après cette date, de 9h à 17h.

Les 8, 15 et 17 septembre, de 18h à 21h
à l'école Emile-Nelligan 4750, av. Henri-Julien
(deux rues à l'ouest de Saint-Denis au coin de la rue Villeneuve) à proximité du metro (station Laurier)

L'UNION DES LATINS D'AMÉRIQUE LP 22-8-81
400, rue Saint-Jacques, bureau 403
Montréal, H2Y 1S1

Je désire recevoir votre prospectus au sujet de vos cours de langues. Aussi votre dépliant et un exemplaire du bulletin.

NOM.....
ADRESSE.....
..... TÉL.....

COLLÈGE ANDRÉ-GRASSET
ÉDUCATION PERMANENTE

COURS DU SOIR SESSION: AUTOMNE 1981

ARTS:

510-110	Recherche sur phénomènes visuels	Lundi et jeudi
510-901	Organisation picturale	Lundi
520-906	Histoire de l'art québécois	Mercredi

LETTRES:

607-101	ESPAGNOL élémentaire I	Lundi
607-201	ESPAGNOL élémentaire II	Mercredi
607-301	ESPAGNOL intermédiaire I	Mardi
607-401	ESPAGNOL intermédiaire II	Jeudi
601-302	FRANÇAIS: Roman	Mercredi
601-402	FRANÇAIS: Essai	Mardi
601-902	FRANÇAIS: Éléments de linguistique	Mardi
601-911	FRANÇAIS écrit	Mercredi

SCIENCES HUMAINES:

381-910	ANTHROPOLOGIE: Races et racisme	Mercredi
320-311	GÉOGRAPHIE: Le Québec	Jeudi
330-972	HISTOIRE des relations internationales	Lundi
340-101	PHILOSOPHIE: La connaissance et ses instruments	Lundi
340-201	PHILOSOPHIE: L'homme et l'univers	Mardi
340-301	PHILOSOPHIE: L'homme et la société	Mercredi
383-942	POLITIQUE: Système politiques du Québec et du Canada	Lundi
387-976	SOCIOLOGIE de l'éducation	Mardi

Début des cours: le 10 septembre

Renseignements, demande de prospectus, inscription:
Secrétariat de l'Éducation permanente
Collège André-Grasset
1001 est, boul. Crémazie
Montréal, Qué. H2M 1M3
Tél.: 381-4293

DESSIN COMMERCIAL
ART PUBLICITAIRE

Cours professionnel intensif

Jour et soir

Si vous aimez le dessin et que vous dessinez pour votre plaisir, pourquoi ne pas envisager la possibilité de vous tracer une carrière à la fois lucrative et enviable dans le dessin commercial?

Inscrivez-vous aux cours du STUDIO SALETTE, une école professionnelle ayant plus de 30 années d'expérience dans l'enseignement du dessin et spécialisée uniquement dans le dessin commercial (art publicitaire).

EXPOSITION

Prenez rendez-vous pour visiter notre exposition, plus de 2,500 dessins exécutés par les élèves durant l'année vous permettent de voir notre programme complet.

DÉBUT DES COURS — 9 septembre

INSCRIPTION SUR RENDEZ-VOUS SEULEMENT

STUDIO SALETTE ENR.

École detenant un permis du ministère de l'Éducation no 749795 en dessin publicitaire secondaire, professionnel intensif.

SANCTIONNÉE PAR LES EXAMENS OFFICIELS DU MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

DEMANDEZ NOTRE PROSPECTUS

8883, boul. Saint-Laurent, angle Beaubarnois (une rue au nord de Crémazie)

Telephone: **388-5725**

ATTENTION

futurs coiffeurs et coiffeuses encore quelques places disponibles pour septembre 1981

POUR L'AMOUR DE LA COIFFURE!

INSCRIPTION EN TOUT TEMPS

- Professionnel intensif long (sec. V) Coiffure (jour 9 mois et soir 12 mois)

Début des prochains cours: septembre 1981

- Professionnel recyclage (sec. V) Coiffure (jour et soir) sur demande

École détenant le permis no 749509 en vertu de la loi de l'enseignement privé.

ACADÉMIE ROLLANDE ST-GERMAIN
781 est, rue Bélanger
Montréal, Québec H2S 1G7
Tél.: (514) 272-5745

Sans obligation, j'aimerais obtenir plus de renseignements

NOM.....
ADRESSE..... APP.....
VILLE..... PROV.....
CODE POSTAL.....
L.P. 22/08/81

COURS D'INITIATION À LA DÉCORATION INTÉRIEURE
SOUS LA DIRECTION DES ARTISANS DU MEUBLE QUÉBÉCOIS INC.

88 EST, RUE SAINT-PAUL VIEUX MONTRÉAL

RENSEIGNEMENTS:
866-1836

Début des cours: 21 septembre 81

Approuvé par le ministère de l'Éducation
Permis no 749514 enseignement de culture personnelle (jour et soir)

TOUT POUR LE TISSAGE

L'ENDROIT IDÉAL OÙ ACHETER

(Permis de Culture personnelle du min. de l'Éducation 749535

centre de TISSAGE LECLERC montréal

COURS DE **TISSAGE** LECLERC
COURS DE **TAPISSERIE** GOBELIN
DÉBUTANT LE **14 SEPT.**

9210 Lajeunesse

INSCRIPTION DÈS MAINTENANT

1[514] **384-9500**

BÂTISSEZ VOTRE AVENIR

Préparez-vous le **SOIR** ou le jour en **FRANÇAIS** ou en anglais.

- ☐ **PROGRAMMEUR** (NIVEAU COLLÉGIAL)
- ☐ **OPÉRATEUR** (NIVEAU SECONDAIRE)
- ☐ **KEYPUNCH-KEYTAPE**

Reconnu par le ministère de l'Éducation. Permis 749 E 745. Possibilité de prêt au niveau collégial.

Pour renseignements, APPELEZ: **849-7726**

Bon à découper: je désire recevoir sans aucun engagement votre document. L.P. 22-8-81
NOM.....
ADRESSE.....
VILLE..... ÂGE..... TÉL.....

COLLÈGE D'INFORMATIQUE DU CANADA
2015, rue Drummond, suite 550, Montréal

ESPAGNOL
DÉBUTANT

DURÉE: 9 semaines
Lundi et mercredi de 19h à 21h30

je m'inscrirai cegep cet automne

COÛTS: 21,00$ + 10,00$ de droits d'admission

LES INSCRIPTIONS AURONT LIEU LES 25 et 26 août de 18h à 21h
Début des cours: 14 septembre

Les pièces requises pour l'ouverture du dossier sont: l'extrait de naissance et le visa d'immigrant pour les étrangers.

ÉDUCATION DES ADULTES
CÉGEP ROSEMONT
6400, 16e Avenue
Rosemont, Montréal
376-6310

LE CÉGEP ÇA T'APPARTIENT AUSSI...

Cours de vitrail

4 soirs de 19h00 à 22h00 lundi, mercredi ou mardi, jeudi

ou

2 samedis de 9h00 à 16h00
Coût: $60.00
Matériaux fournis

Permis #7479750 *Plusieurs Sessions Disponibles*

L'ATELIER DU VITRAIL
4300 rue St. Catherine est
Montréal, Québec Tél.: 255-7646

JOUR — SOIR
Permis no 749691
Culture personnelle

ART PUBLICITAIRE

ACADÉMIE DES ARTS

Prospectus gratuit sur demande

Tél.: 276-4582

6010, ST-HUBERT MONTRÉAL

COUPE COUTURE CHAPEAUX

Béatrice Boileau
École detenant un permis en vertu de l'enseignement privé. Permis de culture personnelle # 749689

STUDIO BÉATRICE

Travaux de fantaisie — Décoration intérieure
Inscription sur rendez-vous

4714, rue Garnier **521-1614**

COLLÈGE COMMERCIAL ÉLIE

La carrière de secrétaire vous attire? Si oui!

Notre collège est en mesure de vous offrir un cours de secrétaire de services:

COURS DU JOUR
Cours intensif prérequis Sec. V.
Cours régulier Sec. IV - V

COURS DU SOIR
Cours régulier: anglais dactylographie, sténographie.
Cours de recyclage: dactylographie, sténographie.

Nous avons à votre disposition un service de placement.
Nos cours du jour sont bilingues.
Au service du public depuis 1904.

Permis du ministère de l'Éducation 749-549

POUR DE PLUS AMPLES RENSEIGNEMENTS, COMPOSEZ
845-2628
4510, rue Saint-Denis (métro Mont-Royal)

INSTITUT SUPÉRIEUR D'ÉLECTRONIQUE

Cours du jour ou du soir français et anglais

BASE DE L'ÉLECTRONIQUE
— Ordinateur en électronique
— Audio-visuel en électronique
— Électronique médicale

Cours par correspondance

BASE

- Spécialisation électronique ordinateur
- Spécialisation électronique médicale
- Spécialisation électronique audio-visuel

Les études coûtent cher, l'ignorance coûte encore plus cher

Cours de formation de techniciens en électronique
1435, rue Bleury, suite 301, Montréal
842-3815

APPRENEZ EN 4 SEMAINES!

LA TENUE DE LIVRES
(comptabilité pratique)
Maîtrise de la matière assurée.

Les cours commencent:	en français	en anglais
JOUR	aucun	10 sept.
SOIR	10 sept.	9 sept.
SAMEDI	12 sept.	12 sept.

ÉCOLE COMMERCIALE LONDON 733-5217
4950, CH. QUEEN MARY 733-8261

Permis no 749 767 — Établie en 1970

ÉCOLES MONTESSORI INC.

Brochure, observation
TRANSPORT - 8 écoles
MAISONS D'ENFANTS

Vous pouvez vous inscrire dès maintenant pour 1981-82

Classes bilingues (Français et anglais)

Pour renseignements:
Téléphonez à
272-7040

COURS EN ASTROLOGIE

début des cours:
14 septembre
renseignements et inscriptions

RENÉ-GUY CHÉDANNE
843-7075

CENTRE DE RECHERCHES ASTRO-PSYCHOLOGIQUES DE MONTRÉAL INC.
C.P. 1081,
Succ. Desjardins
Montréal H5B 1C2

HORLOGERIE BIJOUTERIE
à l'école — à la maison
DEPLIANTS GRATUITS
Permis no 749659
INSTITUT D'HORLOGERIE DU CANADA LTÉE
1012 est, av. Mont-Royal
Montréal Que H2J 1X6 tél. 523-7622

ÉCOLE DE HAUTE COUTURE PARIS

Cours professionnels spécialisés.
Jour et soir.
Croquis de mode - Dessin - Peinture.
Rudiments: fibres textiles
Confection de patrons essayage - couture haute couture fabrication en série

Les élèves peuvent créer - produire - mettre en vente [illegible] créations «Dernier

[illegible]-6942
[illegible]731
[illegible], rue Peel

MAISONS D'ENSEIGNEMENT

- COLLEGE LASALLE - Division de l'éducation permanente -

1981-82

L'occasion de poursuivre vos études, vos intérêts et votre carrière dans un collège qui vous offre un enseignement professionnel très spécialisé et des opportunités de succès.

COLLÈGE LASALLE

Division de l'éducation permanente

COURS DU SOIR:
MODE
TOURISME
HÔTELLERIE
SECRÉTARIAT

Dessin de mode

Histoire du costume I
Nature et utilisation des fibres
Dessin de morphologie humaine
Dessin de patrons I
Moulage I
Confection I
*Techniques graphiques et croquis
Formes et couleurs
*Confection II
Patron masculin
Coupe masculine
Formes et composition du vêtements
*Dessin de patrons III
Tricot I
*Confection masculine
Costume
*Dessin de tricot I
*Tricot II
*Illustration II
Gradation des patrons masculins
Attitude et comportement au travail

Mise en marché de la mode

Histoire du costume I
Nature et utilisation des fibres
Mise en marché de la mode
Formes et couleurs
Formes et composition du vêtement
Principes d'achat dans un commerce de mode I
Coordination de mode et promotion
Attitude et comportement au travail
Initiation à l'informatique
Personnel I
Introduction aux principes administratifs

Production de mode

Dessin Technique
Introduction à la production de mode
Nature et utilisation des fibres
Confection I
*Confection II
Formes et composition du vêtement
Mesure des temps et mouvements
Coordination de mode et promotion
Introduction aux principes administratifs
Personnel I
Comptabilité
Attitude et comportement au travail

Tourisme

Introduction à la carte du monde
Introduction au tourisme
Les grandes attractions touristiques du monde I
Les grandes destinations touristiques du monde I
Tarification I
Les grandes attractions touristiques du monde II
Agence de voyage
Excursions dans l'industrie touristique
Vente de services touristiques
Introduction aux principes administratifs
Comptabilité
Initiation à l'informatique

Hôtellerie

Introduction à l'hôtellerie
Service de table I
Techniques d'hébergement
*Service de table II
Opérations de réception
Bar
Gestion en restauration
Marketing hôtelier
Personnel I
Sommellerie
Gestion d'approvisionnement

Secrétariat

(centre-ville et Pointe-Claire)

Bureau d'avocat et de notaire
Archives médicales II
Dactylographie I
*Dactylographie II
Sténographie I
Procédés de secrétariat I
*Sténographie II
*Traitement de textes I
Français écrit
Introduction to written communications
Introduction aux principes administratifs
Comptabilité
Initiation à l'informatique
Traitement de textes intensif I (non-crédité)
Traitement de textes intensif II (non-crédité)

- √ Tous les cours offerts sont reconnus et crédités en vue de l'obtention d'un diplôme d'études collégiales.
- √ Les cours marqués d'un astérisque sont avancés et demandent des préalables ou de l'expérience dans le domaine.
- √ Tous les cours sont donnés en français ou en anglais selon la langue de la majorité des étudiants.

TOUS LES COURS COMMENCENT LA SEMAINE
DU 31 AOÛT 1981

INSCRIPTIONS:
24 et 25 août 1981, 18h à 21h.
Sur rendez-vous: jusqu'au 28 août 1981

COLLÈGE LASALLE

Campus Sylvia Gill
Pointe-Claire, H9S 4R9
(Secrétariat seulement)

Campus Centre-ville
2015, rue Drummond
Montréal, H3G 1W7

RENSEIGNEMENTS ET INSCRIPTIONS:
842-3823/281-1916 (Centre-ville)
695-2064 (Pointe-Claire)
Catalogue disponible à partir du 12 août directement au collège.

- COLLEGE LASALLE - Division de l'éducation permanente -

Les adultes aussi... s'inscrivent à

Édouard Montpetit

AUTOMNE 1981

INSCRIPTIONS:
24, 25, 26 août
de 13h30 à 16h30
de 18h30 à 21h30

ÉDUCATION POPULAIRE

COURS DU SOIR

Apprendre à apprendre
Art du vitrail
Comment se plaindre et comment consommer avec Philippe Edmonston
Connaissance des vins I et II
Destination voyage
Lecture rapide
L'horticulture avec Paul Pouliot
Monde de la finance et placement boursier
L'ordinateur personnel
Science de la photographie
Technique de peinture à l'huile
Technique de survie en forêt

ACTIVITÉS PHYSIQUES

Laboratoire d'évaluation de la condition physique
Badminton
Golf
Tennis
Conditionnement physique
Natation

NAVIGATION

Théorie de la voile
Navigation côtière I et II
Navigation et la météo
Navigation astronomique

LES SAMEDIS D'ÉDOUARD MONTPETIT

Comment réussir une entrevue de sélection
Comment rédiger son curriculum vitae
Comment vendre et acheter une maison
Assurance-vie et planification successorale
La préparation du coureur

Pour plus d'informations, demandez notre brochure:
Service de l'éducation des adultes
Collège Edouard Montpetit
945 Chemin de Chambly
Longueuil, Québec, J4H 3M6
Téléphone: 463-1840

Nous offrons aux adultes
à l'AUTOMNE 1981

DES COURS DE FORMATION GÉNÉRALE:

- ANTHROPOLOGIE
- BIOLOGIE
- CHIMIE
- ÉCONOMIQUE
- SOCIOLOGIE
- SCIENCE POLITIQUE
- FRANÇAIS, dont:
  - littérature
  - français écrit
- HISTOIRE DE L'ART
- HISTOIRE DU QUÉBEC
- MATHÉMATIQUES
- PHILOSOPHIE
- PSYCHOLOGIE, dont
  - initiation à l'animation
  - relations humaines
- PROGRAMME REPARTIR
  - pour femmes du 2e âge

DES COURS DE LANGUES SECONDES ET ÉTRANGÈRES: les soirs ou les samedis

- ANGLAIS
- FRANÇAIS
- ESPAGNOL
- ITALIEN
- ALLEMAND

DES COURS DE FORMATION PROFESSIONNELLE:

- ADMINISTRATION
- COMPTABILITÉ
- DROIT DU TRAVAIL
- FINANCE
- GÉRIATRIE
- GÉRONTOLOGIE
- GESTION DE LA CONSTRUCTION
- GESTION DU CRÉDIT
- GESTION DU PERSONNEL
- INFORMATIQUE
- MARKETING
- NÉGOCIATIONS COLLECTIVES
- PUBLICITÉ
- SECRÉTARIAT
- VENTE

La session débute le 8 septembre
Il faut s'inscrire dès maintenant
POUR INFORMATION ET INSCRIPTION
332-3000, poste 290

COLLÈGE DE BOIS-DE-BOULOGNE
10555, avenue de Bois-de-Boulogne
Montréal (angle l'Acadie et Henri-Bourassa)

DEVENEZ PHOTOGRAPHE
école populaire de photographie

LA BONNE PHOTO
- Technique
- Contenu
- Composition

COURS I débutants
COURS II intermédiaires
COURS III avancés

CHAQUE COURS 5 SEMAINES (2 heures par sem.) pour **$40**

Théorie - Pratique Laboratoire
- Prise de vues
- Tirage en noir et blanc
- Tirage en couleurs

Les cours debutent la semaine du 31 aout

Pour inscriptions
931-2248
490 rue Guy
(Guy & Notre-Dame)
3e étage

SIONNELS ILLUSTRATIVE PHOTOGRAPHY

CONSERVATOIRE LASSALLE

CULTURE PERSONNELLE
COURS DU JOUR OU DU SOIR
ART DRAMATIQUE ET ART ORATOIRE

- phonétique
- parole publique
- poésie mémorisée
- lecture expressive
- mouvements expressifs
- technique de scène
- monologues
- art de raconter

Début des cours: **14 septembre**

Cours pour les «15-17» ans
le vendredi de 17h à 19h

- expression orale
- art de dire
- jeux expressifs
- commedia dell'arte
- lectures
- fables
- jeu choral

Début des cours: **18 septembre**

PROGRAMMES DES COURS ENVOYÉS SUR DEMANDE AU
288-4034

3505, rue DUROCHER
MONTRÉAL, H2X 2E7
(Métro Place des Arts)

PERMIS 749-569

INSCRIPTION: dès maintenant

École de Coupe et Couture
ANDRÉE VEDRENNE ENR.
5540, chemin Côte-des-Neiges, Montréal

COURS OFFERTS:
- Haute couture
- Coupe à plat (dessins des patrons)
- Moulage sur mannequins

Pour inscription pour sept. 81/82
Rens. soir du lundi au merc. de 19h à 21h30 - Samedi 9h à 13h
Rés.: 482-2833
Inscription sur rendez-vous
731-6527
Permis Ministère de l'Éducation

Cours de POLARITÉ

La Polarité est l'art et la science d'équilibrer l'énergie vitale dans le corps

COURS DE BASE
1 - INITIATION À LA POLARITÉ • **12-13 septembre 1981**
2 - FONCTION DE LA TRIADE • **3-4 octobre 1981**

COURS INTERMÉDIAIRE
1 - ÉQUILIBRE DE LA VITALITÉ • **24-25 octobre 1981**
2 - SYSTÈME GÉNITO-URINAIRE • **14-15 novembre 1981**
3 - RESPIRATION, CIRCULATION, LYMPHE • **5-6 décembre 1981**
4 - SYSTÈME NERVEUX • **9-10 janvier 1981**

RENSEIGNEMENTS 527-2744
Le centre d'intégration corporelle
LE CORPS ÉVEILLÉ
4276, rue Saint-Denis, Montréal H2J 2K8

photo Michel Gravel

Dernier hommage à Roger Champoux

La fine fleur du monde de la gastronomie, dont le critique de LA PRESSE Françoise Kayler, a tenu à assister hier aux funérailles de M. Roger Champoux à l'église Saint-Germain d'Outremont. Ce grand nom du journalisme québécois, qui a consacré son talent à LA PRESSE comme éditorialiste une douzaine d'années et, vers la fin de sa vie, comme critique gastronomique, laisse un héritage riche et abondant à tous ceux qui aspirent faire carrière dans ce milieu.

PLUS DE FILLES DEVIENNENT CÉGÉPIENNES

Montréal métropolitain: un nombre record de 32,000 inscrits au cégep

Si l'on en juge par les chiffres disponibles pour une moitié de la province, plus d'élèves du secondaire poursuivraient leurs études au cégep et plus de filles deviendraient cégépiennes.

MARIANE FAVREAU

D'autre part, tout indique que les cégeps atteignent un record d'alluence cette année malgré des prévisions plus pessimistes. Cette croissance de clientèle coïncide toutefois avec une décroissance budgétaire.

Tels sont les faits saillants que souligne le secrétaire général du Service régional d'admission du Montréal métropolitain (Sramm), M. Pierre de Passilé. C'est en effet 1,784 nouveaux cégépiens de plus que l'an dernier que les collèges de la grande région de Montréal accueillent cet automne pour un total de près de 32,000 nouveaux inscrits. Ceci constitue d'ailleurs un record qui dépasse les inscriptions de 1977, le plus haut sommet atteint jusqu'ici.

Et, si les demandes d'admission se sont faites beaucoup plus nombreuses que par le passé, le taux d'admission des nouveaux reste comparable à celui des années passées. En effet, c'est 97 p. cent des candidats qui ont poursuivi leur démarche d'admission jusqu'au bout qui ont été reçus. Et M. de Passilié souligne l'effort particulier des collèges de la région qui ont été invités à tout faire pour accommoder les élèves: il en résulte que 76 p. cent des nouveaux cégépiens sont inscrits au programme et au collège de leur premier choix. Le taux monte à 86 p. cent si l'on ne considère que le programme.

Comme il y a eu cette année près de 39,000 demandes d'inscription et que près de 32,000 sont effectivement inscrits dans les cégeps de la grande région métropolitaine, on se demande où sont les autres. Selon une enquête menée par le passé, il semble que les deux-tiers vont effectivement aux études, soit dans un collège privé ou dans un autre cégep non membre du Sramm ou terminent des cours au ssecondaire.

En examinant les demandes d'inscription, le Sramm constate que l'augmentation des demandes vient surtout (pour les deux-tiers) d'élèves du secondaire et non de plus âgés qui reviennent aux études ou d'étrangers qui viendraient faire leur collège au Québec.

De plus, les deux-tiers de la hausse sont dûs aux filles qui ont fait des demandes d'inscription en plus grand nombre et ont été admises plus nombreuses que les garçons. Quant à la répartition au secteur général et au secteur professionnel, elle reste semblable aux années dernières avec 57 ou 58 p. cent pour le professionnel et le reste au général.

Le Srammm administre les demandes d'inscription dans 19 cégeps français et un anglais de la grande région métropolitaine (dont Joliette, St-Jérôme, Sorel). S'y ajouteront l'an prochain Trois-Rivières et Shawinigan. Ce service évite la double inscription et permet donc aux cégeps de mieux planifier leurs services.

Les chiffres concernant les nouveaux cégépiens inscrits dans toute la province ne seront disponibles que la semaine prochaine mais si la tendance métropolitaine se maintient en province, le système collégial aurait atteint un record de fréquentation.

Simpsons MD

ERRATA

Veuillez prendre note des corrections suivantes dans le cahier «Vente première classe» de Simpsons encarté dans La Presse d'aujourd'hui samedi 22 août 1981.
Veuillez allouer jusqu'à 6 semaines pour la livraison de certains articles.
Page 16, article 2. Chemises. Les couleurs auraient dû se lire: tan, bleu poudre ou bleu denim.
Page 18, article 6. Le prix des chaussettes sport aurait dû se lire 3/5.49.
Page 28, article 5. Pantalon acrylique non disponible en taille TTG (44).
Page 28, article 8. Chaussettes genre tube. Les prix ordinaires auraient dû se lire: 2.50 pai. 3/7.50, 6/$15.

Le plus important détaillant d'armoires au Canada

ARMOIRES MIRABEL

Plusieurs modèles en magasin! Une visite vous convaincra!
3 Salles d'expositions
Montréal: 8261, boul. St-Laurent • 384-2010
Rive-Sud: 3609, boul. Taschereau face au centre d'achat Greenfield Park 656-8660
Laval: 2015, boul. Industriel (près boul. St-Martin) 667-4801

MAISONS D'ENSEIGNEMENT

ÉDUCATION DES ADULTES
CÉGEP ROSEMONT
6400 — 16e avenue
Rosemont — Montréal
376-6310
je m'inscris!

UNE AUTRE CHANCE DE VOUS INSCRIRE
QUELQUES PLACES DISPONIBLES DANS LES COURS SUIVANTS:

Numéro	TITRE	COÛTS	JOUR	SOIR	Lu	Ma	Me	Je
	ARTS PLASTIQUES							
510-310	Expression picturale	42,00		X	X		X	
510-410								
*510-901	Organisation picturale	21,00		X		X		
	INFORMATIQUE							
420-301	Système d'exploitation	42,00		X		X		
420-311	Cobol I	42,00		X		X	X	
420-501	Implantation de syst. I	63,00		X	X			
420-521	Ordonnancement des tâches	21,00		X	X			
	LETTRES							
530-930	Langage et analyse film.	21,00	X				X	
530-930	Langage et analyse film.	21,00		X	X			
*601-203	Analyse de textes	21,00	X				X	
*601-303	Texte et intertexte	21,00		X			X	
601-303	Texte et intertexte	21,00	X		X			
*601-911	Français écrit	21,00		X		X		
601-331	Le roman québécois	21,00		X		X		
	SCIENCES							
101-301	Biologie générale I	35,00		X	X			
201-103	Calcul diff. et inté. I	35,00		X	X		X	
201-105	Algèbre vectorielle et lin.	35,00		X	X		X	
201-211	Algèbre	35,00		X	X		X	
201-337	Statistique	35,00		X	X		X	
202-101	Chimie générale	35,00		X		X		
202-111	Complément de chimie	35,00		X		X		
202-201	Chimie des solutions	35,00		X			X	
203-101	Mécanique	35,00		X		X		
203-111	Mesures et analyse	35,00		X			X	
203-201	Electricité et magnétisme	35,00		X		X		
	SCIENCES HUMAINES							
330-983	Hist. décol. prob. T.M.	21,00		X			X	
332-111	Int. civ. grecque	21,00	X			X		
*340-101	La philo et la connaiss.	21,00		X			X	
*340-201	La philo. nature, culture	21,00		X		X		
*340-301	La philo. et l'homme	21,00		X		X		
340-301	La philo. et l'homme	21,00		X	X			
350-410	Dév. organisationnel	28,00		X			X	
*350-901	Le dévelop. de la pers.	21,00		X	X			
350-914	Relations humaines	21,00		X			X	
381-900	Origine, évol. de l'hom.	21,00	X					X
381-900	Origine, évol. de l'hom.	21,00		X		X		
385-940	Les syst. pol. comparés	21,00		X	X			
387-960	Initiation à la socio.	21,00		X		X		
	TECH. ADMINISTRATIVES							
383-921	Int. à l'économique II	21,00		X	X			
*401-410	Dynamique de l'entrep.	28,00		X	X			
401-410	Dynamique de l'entrep.	28,00	X				X	
*401-420	Droit de l'entreprise	28,00	X		X			
401-420	Droit de l'entreprise	28,00		X			X	
401-430	Gestion du personnel	21,00		X		X		
401-927	Le droit du travail	21,00		X	X			
401-934	Vente	21,00		X		X		
*410-110	Comptabilité I	28,00		X		X		
410-320	Comp. analytique de ges.	28,00		X			X	
410-523	Prix de revient et syst.	28,00		X		X		
410-540	Finance I	28,00		X	X			
410-553	Méthodologie quant.	28,00		X	X			
410-613	Comptabilit. IV	28,00		X			X	

*Ces cours se donnent aussi par correspondance.

DATES D'INSCRIPTION: 24 et 25 août de 13h30 à 21h00
DROITS D'ADMISSION: 10,00$ (l'admission et les frais d'inscription sont payables comptant ou par chèque visé)

Les pièces requises pour l'ouverture du dossier sont:
Les bulletins, le certificat de naissance — Les étrangers: visa d'immigrant.
DÉBUT DES COURS: 1er SEPTEMBRE

MAISONS D'ENSEIGNEMENT

cegep Saint-Jean-sur-Richelieu

CAMPUS BROSSARD
1875 PANAMA
(près du Mail Champlain)

ÉDUCATION AUX ADULTES
AUTOMNE 1981

PROGRAMMES OFFERTS LE JOUR
Sciences humaines (D.E.C.)
Techniques administratives
Secrétariat

PROGRAMMES OFFERTS LE SOIR
Techniques administratives
Techniques policières
Administration policière
Agent de sécurité
Superviseurs
Gérontologie
Gestion institutionnelle

INSCRIPTIONS: 25, 26, 27 août
HORAIRE: de 9h00 à 21h00

RENSEIGNEMENTS: 671-5439, 671-7111, 658-1356

L'ÉDUCATION DES ADULTES AU CÉGEP
je m'inscris!

VOUS DÉSIREZ UNE PROMOTION?
INSCRIVEZ-VOUS DÈS MAINTENANT!

- Dactylographie
- Sténographie
- Dictaphone
- Comptabilité I et II
- Français écrit
- Adjoint administratif
- Secrétariat juridique
- Secrétariat médical
- Initiation aux voyages
- Anglais écrit

• Traitement de textes
Le JOUR et/ou le SOIR
Cours de base, de recyclage et avancés.

Début des cours: le 14 septembre

Pour de plus amples renseignements:
866-4622
COLLÈGE O'SULLIVAN
...le centre d'excellence.
1191, rue de la Montagne — Montréal

Valeur de reprise sur télé-couleur!

Cette fois, Simpsons vous offre une sélection spéciale de téléviseurs-couleur... venez dès aujourd'hui!

7 jours seulement!

Aujourd'hui, 22 août jusqu'au samedi 29 août

Valeur de reprise

$25 à $100*

1. Télé-couleur portatif 48 cm «Sanyo». Contrôle automatique des fréquences et des phases pour des couleurs naturelles; syntonisation de précision automatique; circuit d'annulation des bruits, minimisant images instables causées par autres appareils électriques. Coffret de luxe. Modèle 91C51.

Prix Simpsons **549.99**

2. Télé-couleur portatif 48 cm «Electrohome». Avec câble sélecteur pour raccordement au système du câble. Contrôles auxiliaires dissimulés. Raccord 75 ohms. Coffret en bois. Modèle C50-052.

Prix Simpsons **$619**

3. Télé-couleur 48 cm «Blackstripe» de «Toshiba». Syntonisation électronique à boutons-poussoir; tube-image «Blackstripe 2»; syntonisation de précision automatique. Indicateur à diodes lumineuses pour canaux. Raccord 75 ohms pour câble. Coffret simili-noyer. Modèle CA940W.

Prix Simpsons **649.99**

4. Télé-couleur console 63 cm «Système 3» de «Zenith». Avec télécommande «Space Command 2500» pour changer canaux en ordre croissant/décroissant. Peut être raccordé au système du câble. Coffret style provincial français au fini chêne antique. Modèle SM2531.

Prix Simpsons **1299.99**

5. Télé-couleur 63 cm «ColorTrak» de «RCA». Système de syntonisation à cristal de quartz «ChanneLock». Contrôle genre clavier. Réglages automatiques des contrastes/couleurs. Modèle GER-650.

Prix Simpsons **829.95**

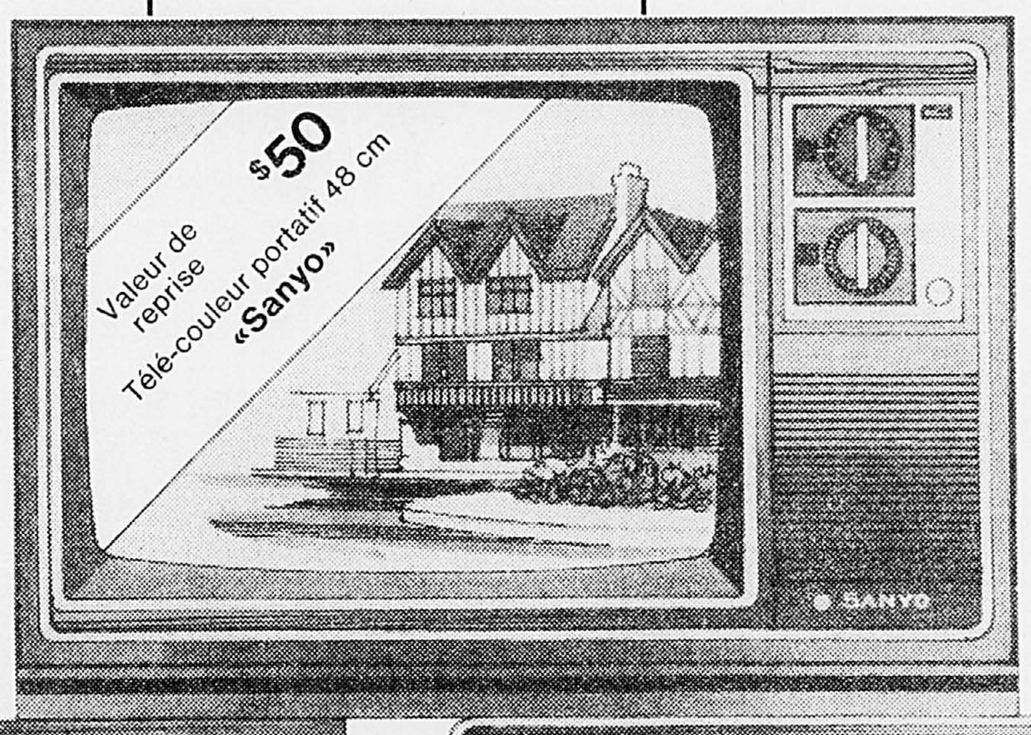
*Tableau des valeurs de reprise

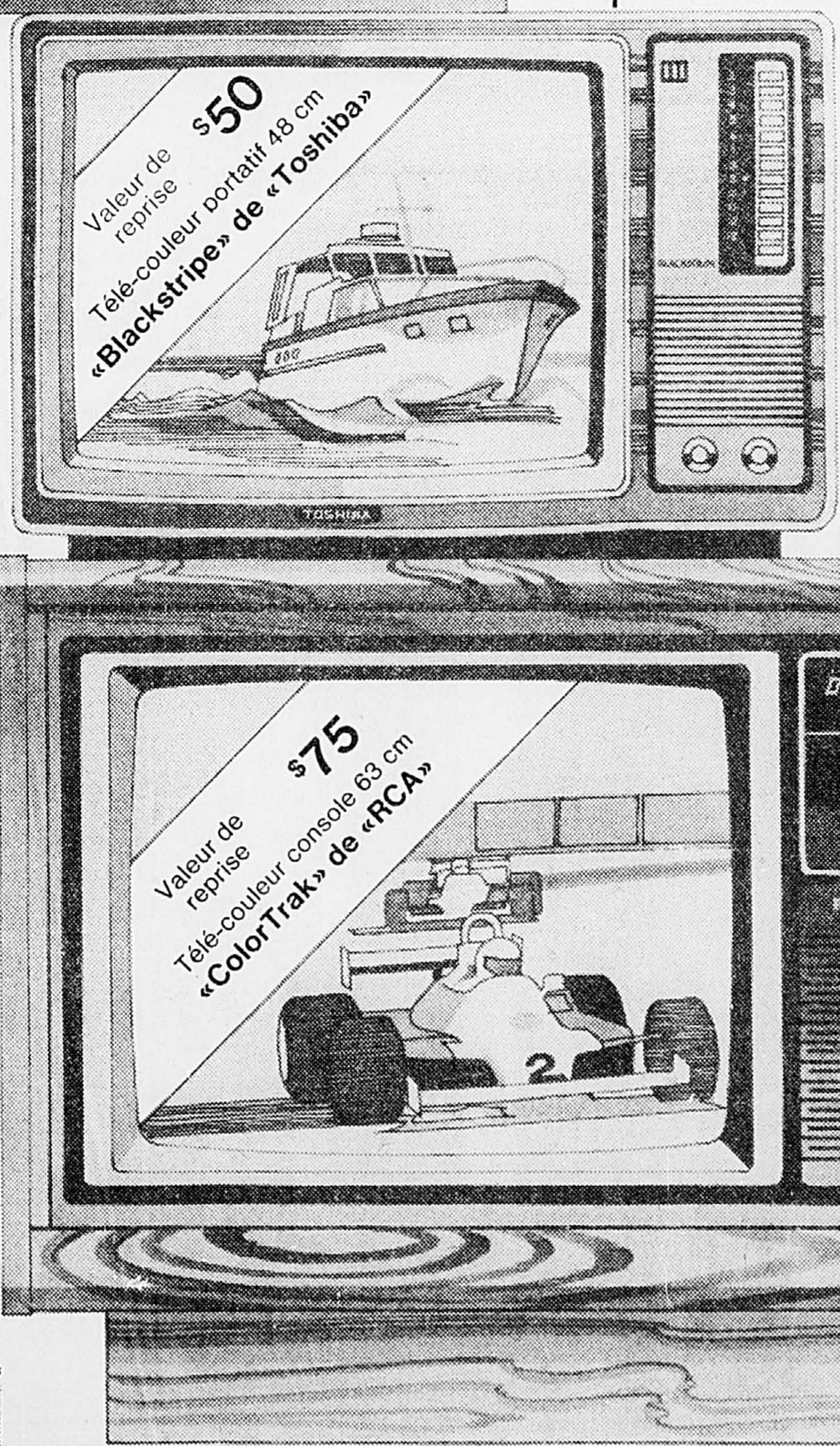
	Valeur de reprise
A l'achat d'un télé-couleur de 33 cm ou moins — vous recevrez	$25
A l'achat d'un télé-couleur de 34 cm à 43 cm — vous recevrez	$35
A l'achat d'un télé-couleur de 46 cm à 51 cm — vous recevrez	$50
A l'achat d'un télé-couleur de 53 cm à 63 cm avec télécommande — vous recevrez	$75
A l'achat d'un télé-couleur 63 cm avec télécommande — vous recevrez	$100

Lorsque vous achetez un télé-couleur de moins de 63 cm avec télécommande, vous recevrez une valeur de reprise supplémentaire de **$25.** Vous recevrez une valeur de reprise de **$10** pour votre téléviseur noir et blanc à l'achat d'un télé-couleur de n'importe quelle dimension.

Rayon 395, au cinquième, centre-ville. Aussi à Fairview, Anjou, Laval et St-Bruno.

Pour achat en personne seulement





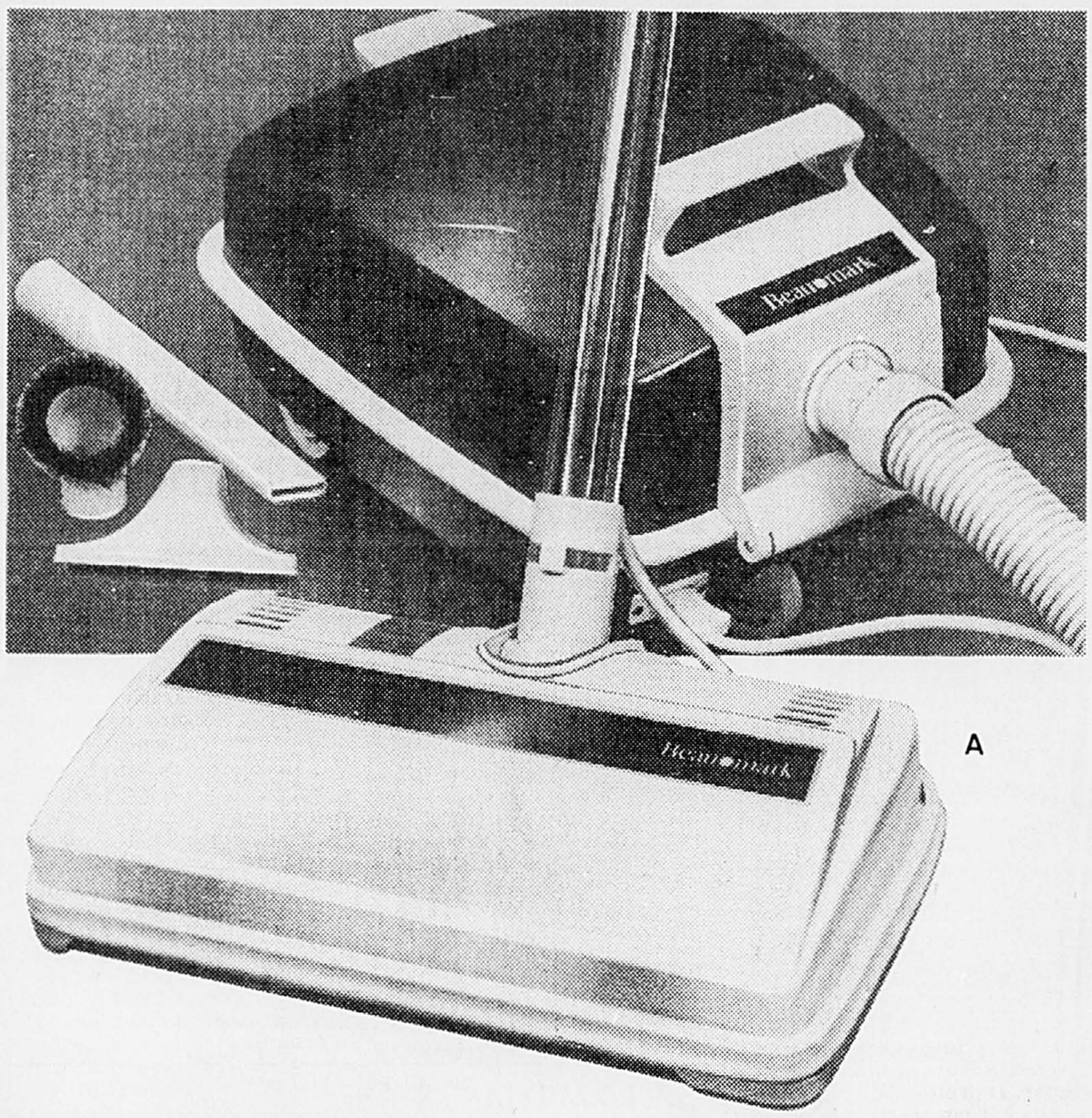
AMERICAN EXPRESS Cartes Acceptées

Simpsons 1 123 456 789 0

Simpsons MD

ASPIRAMA Beaumark

Chez Simpsons, maintenant jusqu'au 29 août



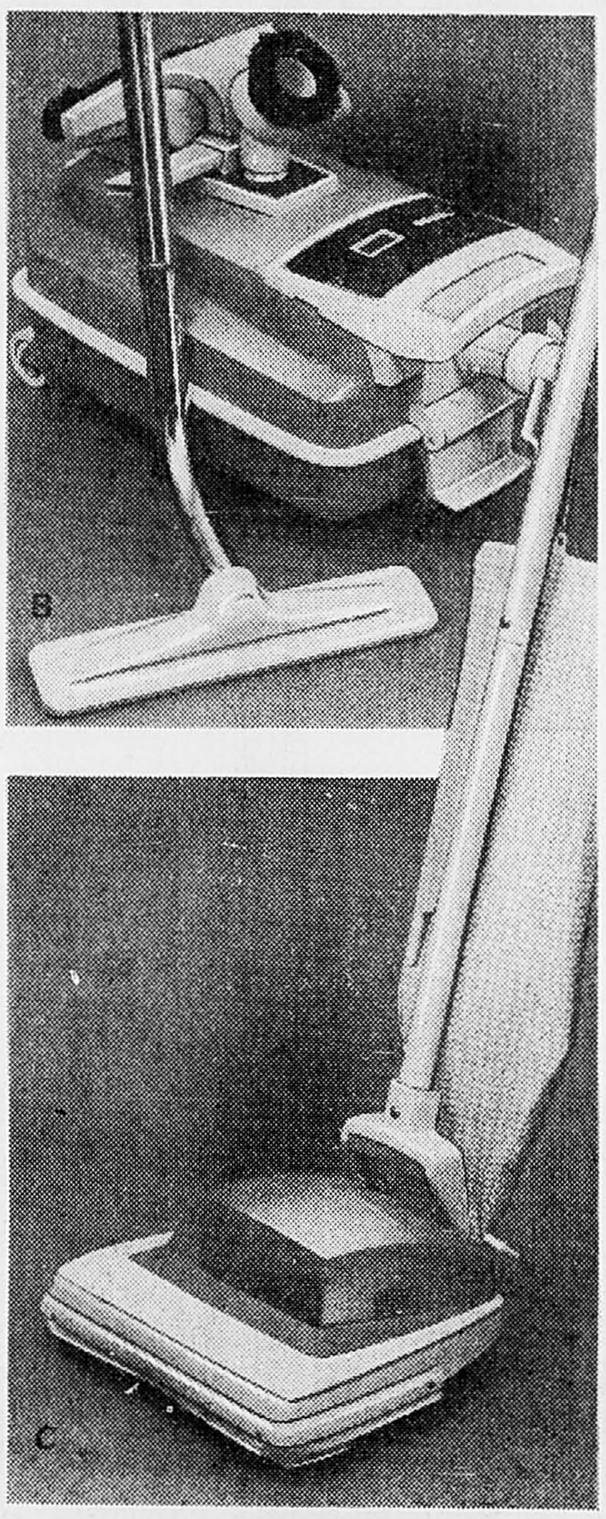
A

Aspirateur-traîneau avec électrobrosse

A. Modèle avec électrobrosse (barre/brosse de battage), à ajustement automatique.

- Carter de grande capacité, pare-chocs, interrupteur pédale.
- Rallonges en acier chromé, brosse pour meubles capitonnés, boyau vinyle indéformable avec cordon.
- Cordon 15 pieds. Modèle 8200.

Prix Simpsons **159.99**



B

C

Rabais $30

Aspirateur-traîneau «Beaumark»

Prix ord. Simpsons 199.99 **169.99**

B. Moteur 2 temps, sélecteur de puissance de succion. Grand carter en acier matricé. Pare-chocs.

- Porte-accessoires amovible avec 5 accessoires, rallonges en acier chromé, boyau indéformable.
- Indicateur du trop plein du sac à poussières. Cordon 21 pieds s'enroulant automatiquement. Modèle 7400.

Rabais $20

Aspirateur-balai «Beaumark»

Prix ord. Simpsons 109.99 **89.99**

C. Carter ABS. 1 vitesse, manche 3 positions. Demi pare-chocs.

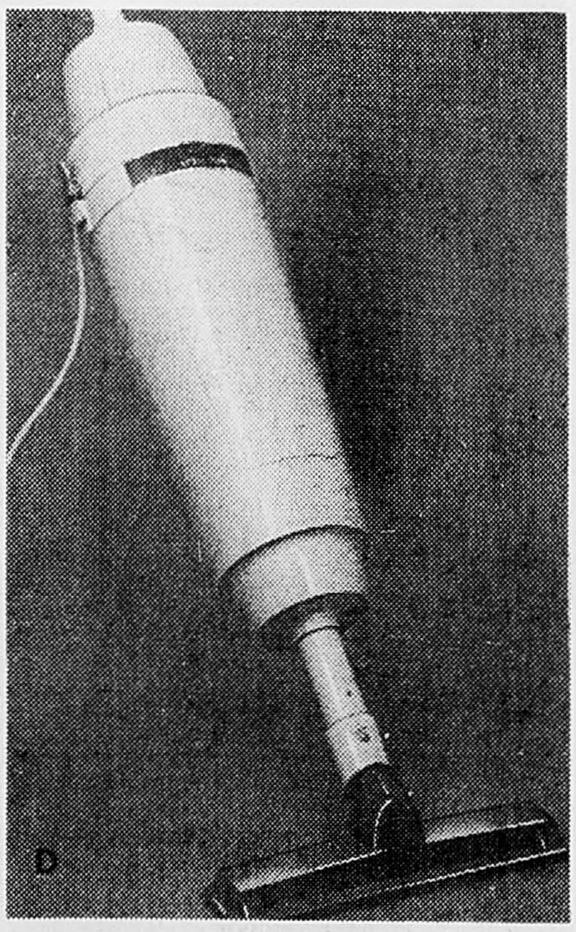
- Sac à remplissage par le bas.
- Cordon 15 pieds. Modèle 9100.

C1. (Non représenté). Accessoires pour modèle 9100. Modèle 9060.

Prix Simpsons **39.99**

Rabais 33%

Tout notre stock de sacs pour aspirateurs «Beaumark». (Paquets format jumbo).



D

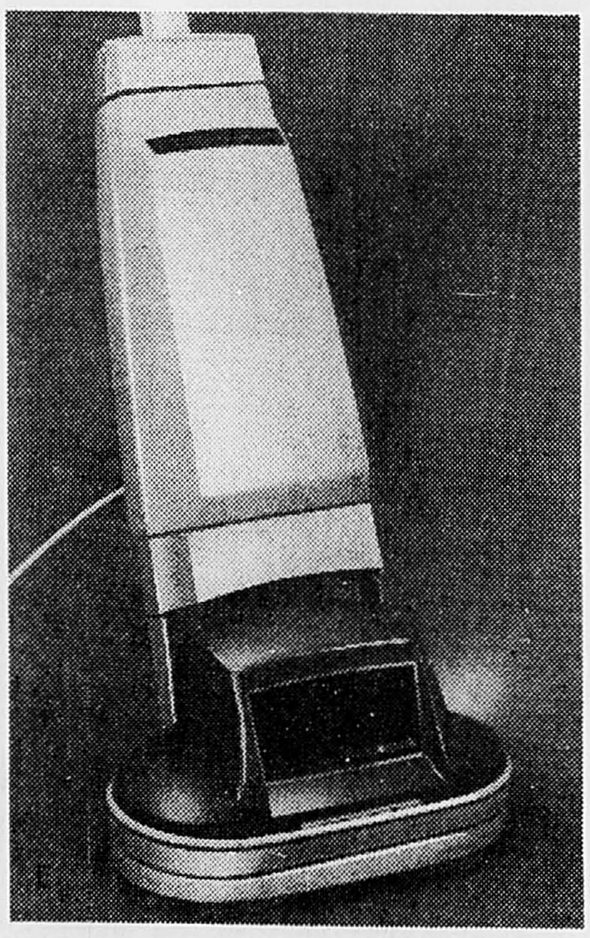
Rabais $10

Balai électrique

Prix ord. Simpsons 49.99 **39.99**

D. Système de succion à dispositif de filtrage «Clean Air». Bec suceur pivotant.

- Grand sac à poussière jetable facile à changer. Cordon 15 pieds.
- Modèle 9000.



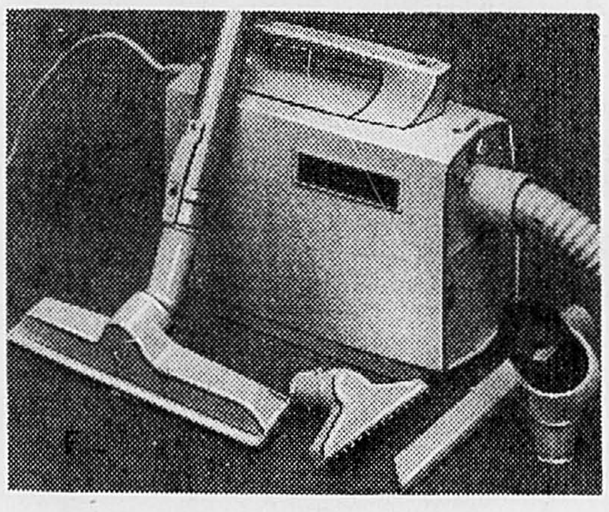
E

Lave-tapis/ polisseuse «Beaumark»

Prix Simpsons **109.99**

E. Modèle «Beaumark» de luxe avec manette de distribution du produit nettoyant. Réservoir capacité 128 oz. Pare-chocs enveloppants, anti-éclaboussures.

- Comprend une paire de chaque: tampons à cirer et à lustrer, brosses pour shampooing et autres usages.
- Modèle 9910.



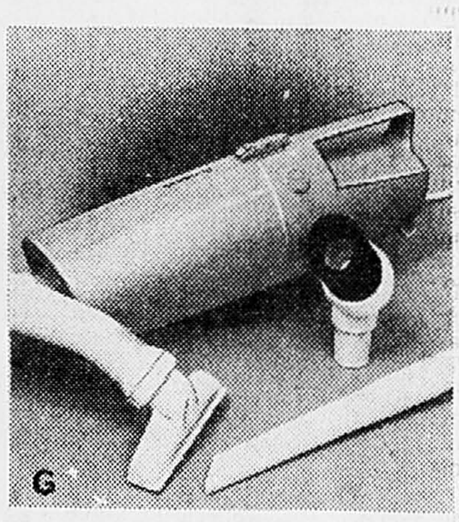
F

Aspirateur-traîneau «Portapower»

Prix Simpsons **99.99**

F. Modèle compact à carter ABS

- Comprend 4 accessoires de nettoyage. Cordon 17 pieds.
- Rallonges aluminium. Modèle 7010.



G

Petit aspirateur «Beaumark»

Prix Simpsons **67.99**

G. Moteur 3 ampères à vitesse unique. Carter en robuste ABS.

- 3 accessoires pour nettoyage. Boyau 6 pieds.
- Modèle 7000

Tournoi de nettoyage

— en ville seulement

Chaque jour à 12h30 **un tournoi de nettoyage** aura lieu au rayon des aspirateurs, au quatrième. Trois personnes (femmes ou hommes) devront nettoyer une certaine longueur de tapis auparavant recouverte de sciure, à l'aide d'un aspirateur Beaumark. Trois prix: trois chèques-cadeaux de $20 - 15 - et $10. Les prix seront remis sur le champ.

Des numéros seront distribués aux clients, dès midi, chaque jour, par Mlle Beaumark. La désignation des concurrents sera faite à l'aide d'un tirage de 3 numéros.

Rayon 371, au quatrième, centre-ville. Aussi à Fairview, Anjou, Laval et St-Bruno.

Venez, écrivez... ou composez

842-7221

jour et nuit (sauf avis contraire).

AMERICAN EXPRESS Cartes Acceptées

Simpsons 1 123 456 789 0

Participez au tirage d'un aspirateur «Beaumark» chez Simpsons

Vous pourriez gagner un aspirateur «Beaumark» avec électrobrosse, modèle 8200 (valant 159.99). Aucun achat nécessaire. Remplissez la formule de participation et déposez-la dans la boîte destinée à cet usage, maintenant jusqu'au samedi 29 août à 16h. Une seule formule par personne. Un tirage aura lieu à chaque magasin Simpsons. Simpsons a payé les droits exigibles quant à ce concours en vertu de la «Loi sur les loteries, les courses, les concours publicitaires». Un litige quant à la conduite et l'attribution d'un des prix de ce concours peut être soumis à la «Régie des loteries et courses du Québec».

Simpsons MD